

Zimmerwald

Chacun ses références. Lorsque se déchaîne de nouveau la barbarie guerrière, nous disons avec Jean Jaurès que «le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage». Lorsque se répand de nouveau l'Union sacrée, nous nous retrouvons avec ceux de Zimmerwald qui, en septembre 1915, brandissent le drapeau de l'internationalisme prolétarien, engagent la lutte contre la guerre par les moyens de classe, et refusent catégoriquement l'adhésion à l'union sacrée. Il ne s'agit pas pour nous d'une «posture» : il y en a déjà tant... Mais s'il est un parallèle entre cette époque et la nôtre, c'est bien celui des choix qui sont proposés aux militants internationalistes et révolutionnaires lorsqu'ils sont confrontés, en 1914 comme aujourd'hui, au déferlement de l'Union sacrée, et à l'arc-en-ciel infiniment nuancé des adhésions à la cohorte des guerriers : de ceux qui préconisent d'y aller franchement (et s'il le faut à la baïonnette), à ceux qui se font une raison tout en rappelant qu'ils détestent vraiment la guerre («mais enfin, celle-là, on est bien obligé d'admettre, hein...»). Il y a même une catégorie qui aura traversé le siècle, celle qui parle d'autre chose. Non que ceux-là soient indifférents, mais, vaguement teintés de marxisme, ils estiment que cette guerre oppose des salauds entre eux, et qu'elle est là pour détourner l'attention des vrais problèmes, ceux des «revendications ouvrières».

Ceux de Zimmerwald auront été une poignée (36 délégués de 19 pays, 4 voitures !), à naviguer entre ces écueils et à garder le cap de l'analyse jaurésienne, à préparer la révolution pour supprimer le terreau de ces guerres : la propriété privée des moyens de production et les Etats qui la protègent.

Carré rouge consacre une partie im-

portante de ce numéro à ce qui se passe aujourd'hui dans les Balkans parce que c'est l'essence même de la situation mondiale, qui ne se résoud certainement pas à l'opposition entre coalition OTANesque et nationalistes barbares, mais est l'expression la plus aiguë de l'urgence absolue de remettre à l'ordre du jour et de rendre tout son tranchant à la lutte pour en finir avec le capitalisme.

On nous dit : « Allons, un peu de sérieux ! Milosevic est un barbare assoiffé de sang, un nationaliste féroce et quasi-dément. Voyez les Kosovars chassés de chez eux, les femmes violées, les hommes assassinés. Il faut bien l'arrêter. Je n'aime pas les moyens qui sont employés pour cela. Mais on ne peut pas le laisser faire. Aucun rapport avec le capitalisme. Nous sommes dans une nouvelle configuration : à la lutte des classes a désormais succédé la lutte humanitaire, le devoir d'ingérence contre la barbarie... »

Nous persistons pourtant à prétendre qu'il s'agit bien de définir une position de classe, aussi minoritaire, aussi isolée qu'elle puisse sembler (à tort d'ailleurs). Nous nous acharnons à dégager les causes premières et à poser le problème de leur éradication. Faute de quoi, le même «vieux fatras» recommencera.

¶ Nous sommes inconditionnellement contre Milosevic, contre ses compères en nationalisme, les présidents de Slovénie, de Croatie, de Bosnie, du Monténégro, mais aussi d'Albanie et du Kosovo. Ils ont en commun d'avoir été des hiérarques de l'appareil stalinien, dans sa version certes relativement «douce», le titisme, mais, en tant que staliniens, tout entiers dévoués au maintien de l'ordre capitaliste mondial, condition de leur propre survie. Ils ont été ceux qui ont réduit les peuples yougoslaves à la misère, aux fourches

Caudines du FMI. Ils ont été ceux qui, pour conserver leur pouvoir, lorsque cette formule était la meilleure pour eux, ont dénié le droit démocratique des peuples à disposer d'eux-mêmes, et les ont contraints, par la force souvent, à rester dans la fédération yougoslave. Ils ont été ceux qui, le Mur de Berlin effondré, Tito disparu, se sont taillés des territoires, des chasses gardées. Qui, pour y parvenir, ont excité les fureurs nationalistes pour détourner la revendication des masses contre leurs privilèges de potentats, passés directement du statut de *no-menklatura* à celui de chefs mafieux. Projections monstrueuses de la domination capitaliste du monde ils étaient ; expressions monstrueuses de la barbarie capitaliste sous sa classique variante nationaliste (ou xénophobe, ou raciste) ils demeurent.

¶ Nous sommes inconditionnellement, contre l'OTAN et tous ceux qui la composent, car nous ne saurions oublier un instant la nature de classe, les missions essentielles de cette coalition armée, qui ne prétend même pas représenter l'ensemble des peuples (ce que feint d'être l'ONU), mais a toujours été et demeure la force de frappe militaire, sous direction américaine, d'un système capitaliste bien décidé à défendre la propriété privée des moyens de production et les Etats, et dont le leader, le donneur de tempo, le cœur battant sont les Etats-Unis.

Nous sommes pour la dissolution de cette coalition, qui intervient en meute lorsque la situation l'exige, c'est-à-dire lorsque les Etats eux-mêmes ne sont pas en mesure de juguler une crise (comprendre : le soulèvement d'un peuple qui secoue le joug), mais laisse les Turcs «traiter» les Kurdes (la Turquie est une des bases opérationnelles essentielles de l'OTAN), ou les Israéliens les Palestiniens (Israël existant sous perfusion de capitaux améri-

On entend dire dans les médias que la guerre «parasiterait» les élections européennes. Bien au contraire elle ne fait que donner plus de relief à l'idée que les différentes formations politiques se font de l'Europe, en relation avec la manière dont elles se positionnent par rapport à la nature du capitalisme et à la domination du capital financier, mais aussi face aux Etats-Unis.

La guerre en Yougoslavie et les élections du 13 juin

IMPOSER L'OTAN COMME

BRAS ARMÉ DU CAPITAL

A l'orée du XX^e siècle, l'impérialisme mondial a donc déclenché une nouvelle guerre en Europe. Sous l'autorité des Etats-Unis, tous les pays membres de l'OTAN, à l'exception de la Grèce, ont attaqué la Serbie et les républiques de l'ex-Yougoslavie, provoquant destructions, ruines, morts et calvaires pour les populations, à commencer par celles du Kosovo. Loin de protéger les peuples de l'ex-Yougoslavie, cette agression les soumet au fer et au feu. Loin de soutenir l'indépendance du peuple Kosovar, refusée dans les accords de Rambouillet, cette agression permet à l'armée serbe de les chasser de leurs terres... Les bombardements contre la Serbie et le Monténégro, dont les victimes sont les salariés, les ouvriers, les paysans, la jeunesse s'ajoutent au «nettoyage ethnique» et contribuent surtout à l'amplifier. Barbarie et barbarie. Centaines de milliers de réfugiés, calvaire pour les populations du Kosovo jetées sur les routes par les bombarde-

ments et les fusillades des troupes du dictateur Milosevic, tel est le résultat. Dans une région où la pauvreté absolue est la règle (de 20 à 40 % de chômeurs !), la guerre impérialiste sème morts, destructions massives, attisant les haines nationales et religieuses.

Beaucoup tardent encore à mesurer la portée de l'événement. Pour la première fois depuis la Libération, une armada militaire (près de 1 000 avions !) bombarde au cœur de l'Europe. Dans quel but ?

Le droit du peuple Kosovar à l'indépendance ? Clinton, Chirac, Jospin, Schröder, Blair s'en contrefichent. Lors de la «négociation» de Rambouillet, l'idée même d'indépendance du peuple Kosovar a été refusée par le groupe «de contact». Non, la guerre, cette guerre, est d'abord un choix politique du capital américain et européen pour soumettre Milosévic à ses décisions, à son ordre, au mépris des intérêts des peuples, au premier chef des Kosovars.

Quand Clinton invoque le «devoir humanitaire», on sait ce que cela signi-

fie : les bombardements se poursuivent en Irak alors que le boycott économique tue chaque jour enfants et adultes. À l'inverse, lorsque Saddam Hussein massacrait les Kurdes, l'armée américaine restait l'arme au pied. Ajoutons que les droits des peuples sont bafoués quotidiennement en Turquie, en Israël, en Afrique, en Amérique Latine et n'empêchent aucun chef d'état de dormir. Les «buts de guerre» ? Les stratèges de l'impérialisme américain n'en font pas mystère. Les frappes font partie d'une politique qui veut instaurer, pas après pas, un ordre politique et militaire mondial fondé sur les exigences d'un capitalisme dominé par les fonds de pension et de placement financier. L'OTAN doit être définitivement intronisée dans son «nouveau rôle», celui de gérer par l'intervention politique et militaire directe les nombreuses situations politiques «déstabilisantes» pour la «bonne marche de l'économie» et la «santé des marchés». Ces situations peuvent naître sur des terrains politiques divers (en Yougoslavie, la décomposition d'un segment d'une bureaucratie issue du stalinisme), mais leur arrière-fond commun est l'anarchie internationale croissante à laquelle conduit une économie capitaliste mondiale fondée sur une exploitation forcée des ouvriers et des agriculteurs de tous les pays, mais qui se trouve aujourd'hui à deux doigts d'une grande crise. Les Etats-Unis n'ont que faire de l'ONU, construction d'un autre âge, et ils l'ont fait savoir de nouveau sans détour au Secrétaire général dont ils ont pourtant imposé la nomination voici deux ans (1).

**LA SOCIALE DÉMOCRATIE,
«L'EUROLAND» ET LA**

Cette guerre est donc une guerre impérialiste dont les objectifs politiques globaux, vus des Etats-Unis, sont claires. Elle s'accompagne de l'alignement complet des Etats membres de l'Union européenne, dans un rôle de subordonnés, pour la plupart desquels on a le même mépris que pour le Secrétaire général des Nations Unies. Il leur revient d'être des supplétifs militaires, des préposés à la gestion des populations déportées et demain de financer, puisque tout cela se passe en Europe, la reconstruction de la Serbie et du Kosovo, de gérer les nombreux abcès politiques purulents qui se sont formés dans les Balkans. Les Etats-Unis se sont instituées «puissance tutélaire» de l'Europe. Pour le compte de quels intérêts et à l'invitation de quels partis politiques ?

Pour le compte de quels intérêts ? Le 1^{er} janvier à Frankfort, les banquiers et les financiers de toute l'Europe et leurs invités ont fêté l'arrivée de l'euro et «l'indépendance» de la Banque centrale européenne, c'est-à-dire le pouvoir qui lui a été donné dans le traité de Maastricht de n'avoir de comptes à rendre qu'aux seuls «marchés». Les journalistes ont affublé cette «Europe», dont le centre est à Frankfort, du nom «d'Euroland» (nom ô combien approprié, nom dérivé de Disneyland, nom caractéristique de cette lingua franca de l'impérialisme «globalisé» qui envahit la planète). La guerre des armes de «haute technologie», du «zéro mort» chez les «Alliés» et des «dommages collatéraux» chez les paysans et les ouvriers de Yougoslavie, des images de CNN et des «points-presse» au quartier général de l'OTAN vient compléter et parachever le champagne sablé à Frankfort. A travers l'OTAN, le capital financier définit

l'Europe qu'elle veut : une «Euroland pacifiée», c'est-à-dire une Europe dont les ouvriers et les agriculteurs auront été matés, où les capitaux pourront circuler librement et sans les entraves des droits acquis par les salariés en plus d'un siècle de luttes ; une Europe où la ressource essentielle, la main d'œuvre, devienne aussi souple et déréglementée que l'a été la circulation des capitaux, où rien ne vienne entraver la réalisation des taux de profit aux niveaux exigés par les fonds de pension américains. Avec l'appui de quels partis politiques ? En Euroland, ceux qui sont aux affaires et qui veulent nous intoxiquer avec la propagande de «la guerre humanitaire», sont les partis socialistes et sociaux-démocrates, flanqués de partis aux noms divers, dirigés par des dirigeants staliniens repentis et reconvertis aux vertus de «l'économie de marché», comme de ministres Verts fascinés par «l'exercice du pouvoir». Ces gens-là sont aux affaires au compte du capital et avec son autorisation, ainsi que la démission forcée d'Oskar Lafontaine est venue le rappeler. Il fallait donc qu'ils prennent en charge cette guerre, guerre du capital financier, guerre de l'Etat américain. Ils l'ont fait sans états d'âme, pour certains avec cette application de bon étudiant studieux et moral qu'ils apportent à tous les problèmes du capital, pour d'autres avec les pires accents de «va-t-en-guerre» impérialistes. Ce n'est pas un hasard mais un signe des temps, que le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, soit un dirigeant du PSOE, ancien ministre des Affaires étrangères de Felipe Gonzales. C'est un chancelier socialiste allemand, Schröder, flanqué d'un ministre des Affaires étrangères du parti des Verts, qui a donné l'ordre à l'aviation allemande de bombardier la

Serbie : jamais depuis la chute du III^e Reich l'armée allemande n'était intervenue militairement hors de ses frontières. C'est Tony Blair, autre socialiste, parfait émule de Margaret Thatcher, qui joue les va-t-en guerre et veut ressusciter les réflexes bellicistes en Angleterre. Et en Italie, c'est Massimo d'Alema, ancien dirigeant stalinien, nouveau socialiste, qui mène la danse... L'union sacrée se réalise à l'échelle de l'Europe, dans un rôle de supplétif des Etats-Unis qui ont le contrôle absolu sur les opérations militaires. Ce sont (essentiellement) des gouvernements socialistes, socialistes-verts, socialistes-communistes-verts, qui mènent cette guerre... sous la houlette de l'impérialisme américain (2). Des coalitions rouge-rose-vert-kaki ! comme le scandaient des manifestants en Allemagne.

En France, la situation est caricaturale. C'est un gouvernement socialo-communiste-vert qui, sans même un débat préalable à l'Assemblée Nationale, a, sur décision de Chirac et Jospin, fait basculer le pays dans la guerre. C'est la cohabitation militaire. Elle est sans faille. Front uni entre Chirac et Jospin, note Le Figaro. Les regrets, les bégaiements pseudo-protestataires de Robert Hue ne sont que palinodies. Les ministres communistes, répète Robert Hue, ne quitteront pas le gouvernement. Les dirigeants du PCF peuvent dire tout et son contraire ; l'essentiel, c'est qu'ils appliquent au sein du gouvernement les tâches de l'aventure militaire. Gayssot et les autres ministres et dirigeants du PCF au même titre que Voynet, Chevènement et Jospin sont des fauteurs de guerre et à ce titre des assassins et complices d'assassins. Le PCF montre la nature de son engagement « pour la paix ». C'est exclusivement pour le compte

de la bureaucratie de l'URSS, du temps où il existait encore un « camp socialiste » au bilan « globalement positif », que le PCF a combattu l'OTAN. Maintenant que le capitalisme paraît avoir triomphé, la « real politik » veut qu'on hurle avec les loups, au mieux en regrettant qu'il y ait un respect si faible des formes.

LES ETATS-UNIS

SOCIALISTES ET

DÉMOCRATIQUES

D'EUROPE

La perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe est née au début de ce siècle, à propos notamment de la situation dans les Balkans. Ce qui s'y passe aujourd'hui exige que tous ceux qui combattent le capitalisme la reprennent à leur compte, lui donnent vie, l'actualisent. La perspective est issue de l'histoire vivante d'un continent, où la guerre impérialiste a abouti par deux fois à des dizaines de millions de victimes, où le chômage a précipité des générations successives dans la misère. Aujourd'hui comme hier, c'est la seule réponse qui puisse être donnée à l'aspiration des peuples d'Europe à un continent de paix et de civilisation ; la meilleure traduction de leur haine des dictatures et du fascisme, de l'holocauste et des génocides ; la réponse à leur aspiration à la démocratie et à la liberté.

Comme le racisme xénophobe, le nationalisme virulent est un produit de la décomposition du système économique fondé sur la propriété privée et l'exploitation des classes laborieuses par un capital de plus en plus concentré et arrogant. Lorsque le chômage monte et que la pauvreté s'étend comme une lèpre, il est aisé à des politiciens mafieux de faire

monter la fièvre xénophobe et de détourner contre les plus faibles, les « étrangers », les « minorités » les frustrations et les colères qui pourraient autrement se retourner contre le capitalisme et ses principaux bénéficiaires. C'est là que se situe le fondement des « arrangements » que les puissances de l'OTAN ont cherché longtemps avec Milosevic et qu'ils recherchent encore. Les Etats-Unis socialistes et démocratiques d'Europe sont le seul cadre dans lequel aucun peuple ne sera poussé par la situation qui lui est faite par le capital financier mondial à se défouler sur des peuples encore plus faibles et misérables que lui-même.

Les convulsions dans les Balkans et le champ de ruine matériel, culturel mais aussi politique qui restera à la fin de cette guerre, n'ont pas de solution dans le cadre d'un « Euroland » avide de profits. Mais pas non plus dans celui d'une « Europe sociale » vague et floue. Il ne peut plus y avoir, de façon crédible, une « Marche européenne » contre le chômage, qui ne soit pas aussi une marche contre la guerre, une marche pour le retrait immédiat des pays européens de l'OTAN et la fermeture sans attendre de toutes les bases qui permettent aux Etats-Unis de frapper, et qui ne dessine une perspective pour les peuples des Balkans qui ne s'arrête pas aux portes de « l'Euroland », comme on le veut à Bruxelles et à Frankfort, comme on le veut aussi à l'Elysée, à Matignon et au Quai d'Orsay.

PRÉPARER UNE ISSUE

EXIGE QU'ON DÉSIGNE

LES RESPONSABLES

Cette guerre contre les peuples en Yougoslavie s'inscrit dans la lutte

que le capital financier international mène contre les salariés et les peuples. Il y a un lien direct entre la politique militaire conduite par le gouvernement dans le cadre de l'OTAN et l'action qu'il mène en France même contre les salariés, les chômeurs, les précaires ; contre la jeunesse des villes et des banlieues, ces garçons et ces filles qui sont les victimes quotidiennes de la violence capitaliste sous toutes ses formes, à commencer par l'expulsion de la production, lieu central de la socialisation dans une société capitaliste industrielle. La lutte contre la guerre impérialiste implique de mener le combat dans notre pays contre le gouvernement qui l'organise. On ne peut pas combattre la politique économique et sociale du gouvernement en se voilant la face sur les buts de guerre des Etats-Unis et du capital financier, sur le sens de l'engagement dans le cadre de l'OTAN, sous le commandement militaire et diplomatique des Américains.

Mensonges, bourrage de crâne, propagande, appels répétés à une intervention terrestre, télévision, radio, journaux ont beau faire : l'opinion ne suit pas. Les souvenirs de la guerre du Golfe menée au nom du «droit», pour un «nouvel ordre international de paix et de progrès», sont encore dans les mémoires. Malgré l'union sacrée des dirigeants au pouvoir et des partis de droite, les masses se tiennent à l'écart. Sur la réserve. Il faut les aider à se dégager plus nettement encore du piège de cette guerre «humanitaire», cadre d'une version de plus de «l'union sacrée». Argumenter, expliquer, désigner les responsables est aujourd'hui une tâche essentielle. Désigner Chirac et Jospin comme les premiers responsables de cette politique guerrière est une nécessité. Désigner la ma-

rité plurielle, PCF en tête, comme les complices de cette tuerie, un devoir. PCF en tête car la démission des ministres communistes de ce gouvernement aurait placé Jospin et Chirac dans une situation très difficile. Qu'il s'agisse de l'enseignement, de la SNCF, des 35 heures, de l'EDF et des privatisations qui s'accroissent, mais qu'il s'agisse aussi maintenant de la guerre, la participation du PCF au gouvernement est la clef de la situation. Accepter les «protestations» de Hue, signer avec lui des tracts larmoyants et pacifistes alors que les bombardements s'intensifient constitue le comble de l'hypocrisie. Loin d'aider les masses à comprendre, cette attitude contribue à la confusion, à protéger les dirigeants du PCF.

«La campagne européenne du PCF», avait déclaré Hue, «sera joyeuse». À certains égards, il disait vrai. Une liste à parité de partisans et d'opposants à Amsterdam et à Maastricht, c'était au second degré en effet assez drôle. Les bombardements sur la Yougoslavie ont figé les sourires. D'autant que de très nombreux candidats, de Fodé Sylla à Philippe Herzog, applaudissent à l'aventure militaire et exigent une intervention terrestre.

Le PCF est à l'agonie. Des milliers de militants cherchent une issue. Pour permettre à ces hommes et à ces femmes, en plein désarroi, de s'orienter, il faut parler clair. Désigner les objectifs et les moyens à mettre en œuvre pour qu'ils puissent recommencer à militer selon leurs aspirations dans un parti anti-capitaliste qui donne une représentation politique vraie aux salariés. Il est impossible d'autre part d'épargner les Verts au nom des prises de position qu'ils ont pu avoir sur telle ou telle question, alors que par la voix de Da-

niel Cohn-Bendit, leur porte-parole et tête de liste, ils se prononcent pour la guerre et réclament pour certains une intervention terrestre, baïonnette («écologique») au canon. Le gouvernement Chirac-Jospin-Gayssot-Voinet est l'ennemi des peuples et des salariés (3). Il faut le désigner. Il faut aider les masses à l'affronter. Il faut rompre avec tout opportunisme à son endroit.

Ce gouvernement fait la guerre aux peuples de Yougoslavie, comme il agresse les salariés en France. C'est donc sous le fracas des bombardements que la campagne électorale des européennes a commencé. Les résultats du 13 juin auront une importance politique de premier ordre.

LE SCRUTIN DU 13 JUIN

Évidemment, l'abstention l'emportera. L'immense majorité des salariés et des jeunes ne votera pas, renvoyant dos-à-dos les partis de l'opposition et de la majorité, menant main dans la main la même politique. Dans l'immédiat, la prise en charge par la majorité «plurielle» de la politique du capital financier est un facteur conduisant à la crise récurrente des partis classiques de la bourgeoisie française. La démission de Philippe Seguin en est le dernier avatar, fragilisant un peu plus le RPR et surtout Jacques Chirac. C'est que la politique du gouvernement de Lionel Jospin, privatisant à tour de bras, appliquant le plan Juppé, s'attaquant de front aux enseignants, restructurant à la hache les hôpitaux publics ne laisse plus d'espace politique aux partis de l'opposition. «Comment désapprouver ce gouvernement ?» s'exclame Raymond Barre. Il met en œuvre avec succès et cohérence, avec le soutien des confédérations syndicales, le programme du capital

financier.

Mais de très nombreux salariés chercheront à s'exprimer, lors de ce scrutin, d'autant qu'il a lieu à la proportionnelle, seul mode de scrutin tant soit peu démocratique de la démocratie parlementaire.

Voter pour les partis qui, au gouvernement, bombardent les peuples de Yougoslavie, s'opposent à l'indépendance des peuples Kosovar ? Voter pour les partis qui au gouvernement refusent de régulariser les sans-papiers et mettent en œuvre les lois Pasqua-Debré ; qui par le biais pourri des 35 heures systématisent l'annualisation, la flexibilité, la précarité ; qui avec Allègre détruisent l'enseignement public et la recherche ; qui privatisent à tour de bras ; qui s'apprêtent à détruire le système des retraites s'ils le peuvent ?

Impossible. Les élections européennes permettront à des centaines de milliers de salariés, de chômeurs et de jeunes de sanctionner le PS, le PCF et les Verts. D'autant que le gouvernement de Lionel Jospin fera vite payer aux salariés le coût de la guerre en Yougoslavie. La préparation du budget annonce une nouvelle étape de la rigueur Maastrichienne, et comme le président de la Banque centrale européenne, Wilm Duisenberg, s'est empressé de le dire, toute contribution des Etats de l'Union européenne à la reconstruction des Balkans devra être prise dans les budgets tels qu'ils sont prévus pour se conformer au traité d'Amsterdam.

C'est contre cette politique, contre ce gouvernement, sa politique européenne et nationale, que voteront le 13 juin des millions de salariés.

La seule liste qui permette aux salariés, aux jeunes, aux chômeurs de sanctionner le gouvernement, d'intimer à tous les partis de la majorité plurielle leur refus d'une politique anti-

ouvrière, confirmée et aggravée par la guerre, c'est évidemment la liste de la LCR et de LO. Au-delà des deux organisations qui l'ont constituée et de leur profession de foi électorale, pour des dizaines de milliers de salariés, de chômeurs et de jeunes, ce vote sera un acte de mobilisation politique contre les plans et mesures adoptés par le gouvernement de la Gauche «plurielle», une rupture claire avec des hommes qui ne plus sont pour eux «Lionel» ou «Robert», mais des adversaires politiques désignés, une sanction politique qui prolongera les mobilisations des élèves et des enseignants contre Allègre, des ouvriers de Renault-Vilvorde, des salariés d'Air France et de la SNCF contre Gaysot...

L'abstention est un acte limité qui exprime rejet et surtout impuissance, quelles que soient les explications politiques inventées par des organisations qui n'ont rien eu à redire à ces élections dans le passé. L'abstention laisse les mains libres aux partis du capital, aux directions du PCF, du PS, à Chirac, à Jospin. En revanche, l'existence de la liste LCR, LO, avec toutes ses faiblesses, permet de se compter, de cristalliser un processus. La campagne permet déjà, indépendamment de la volonté des deux organisations et malgré leur refus de s'engager sur ce terrain, à des milliers de militants d'ouvrir le débat sur les moyens d'aller vers un parti ouvert et large des salariés, anti-capitaliste et démocratique, véritable point d'appui aux luttes anti-capitalistes, un parti qui pose clairement chaque jour, dans chaque combat, la perspective d'en finir avec le capitalisme, condition pour que les peuples déterminent enfin eux-mêmes leur avenir, pour le partage du travail et non celui du salaire... Lutte Ouvrière et la LCR auraient-elles peur d'un déplacement de voix

«trop fort» en leur faveur ? Auraient-elles peur des responsabilités politiques nouvelles qu'une véritable percée leur imposerait ? Au vu de la campagne et de certaines réponses données aux militants dans les réunions publiques, ce sont des questions difficiles à éviter.

Comment ne pas se les poser, alors que, pour l'instant au moins, les candidats ne se prononcent pas pour les États-Unis socialistes et démocratiques d'Europe (ils n'en parlent même pratiquement pas). Ils n'ouvrent pas la perspective d'un gouvernement ouvrier mettant en œuvre une politique anticapitaliste cohérente. Ils n'ont pas encore pris la responsabilité d'impulser la création d'un mouvement vrai anti-guerre, pour la dissolution de l'OTAN, pour l'indépendance du peuple Kosovar, contre le gouvernement qui organise cette guerre impérialiste sous direction américaine. C'était et c'est encore possible. Des milliers de militants, de jeunes, de salariés, enragent d'impuissance. Des milliers de militants qui appartiennent toujours au PCF attendent cette initiative et s'y joindraient tout de suite.

Comment ne pas poser ces questions, alors qu'on sait que lorsque les candidats, notamment Arlette Laguiller, dénoncent, à juste titre, le gouvernement, mais aussi la majorité plurielle, d'autres lancent, en privé comme en public, un pont dans sa direction, déclarent en particulier qu'ils ne veulent pas affaiblir le PCF. En permanence la LCR et LO semblent prêts à exonérer Robert Hue des ses responsabilités. Or le PCF n'avale pas de couleuvre. Personne ne le contraint à mener la politique qu'il mène. Il accepte la fonction que le PS lui a assignée : celle d'être au gouvernement pour faire avaler les couleuvres aux salariés et aux jeunes qui lui font encore confiance. Mais les militants

du PCF (dont certains viennent dans les réunions électorales de la LCR et LO) commencent à s'opposer, sur le terrain de la lutte des classes, aux dirigeants ministres : ce fut le cas dans l'enseignement, c'est le cas à la SNCF, dans les postes, à Air France.

QUELLE RÉPONSE À LA QUESTION DU PARTI ANTI-CAPITALISTE ?

Comment ne pas poser ces questions, alors que la LCR et LO ne disent mot de ce qui devra être mis en œuvre au lendemain du 13 juin, pour avancer dans la construction d'un parti anticapitaliste des salariés, internationaliste et démocratique. Il se trouve que c'est la question déterminante. «Votez pour nous, mais ne nous demandez rien» n'est pas un credo acceptable de la part de deux formations proclamant leur attachement à la révolution. La représentation révolutionnaire est celle du mandat impératif et révocable. Il faut en voir la préfiguration même dans le cadre de la démocratie parlementaire. Demander un vote de la part d'organisations révolutionnaires, c'est accepter de s'engager dans une relation où le contenu du vote est compris, où les responsabilités politiques sont assumées. Des organisations révolutionnaires qui reçoivent des voix n'en sont pas les propriétaires. Elles ne peuvent ni les utiliser comme moyen de manœuvre, ni les stériliser.

Guerre, krach, misère et chômage de masse, voilà ce que le capital offre à l'humanité. C'est à l'échelle de cette barbarie que le combat politique anti-capitaliste doit se mesurer. Depuis des décennies, les militants révolutionnaires vont d'échecs en échecs. Cette campagne peut (peut-être) marquer un coup d'arrêt à cette spirale de l'éclatement, de la division, être le point de départ de la constitution d'un regroupement des forces pour une organisation révolutionnaire démocratique de masse. C'est l'enjeu des semaines et des mois qui sont devant nous. Que chacun prenne ses responsabilités.

En prenant l'initiative d'organiser le 27 juin une nouvelle journée d'étude, faisant suite à l'accueil fait à l'initiative de janvier, nous souhaitons engager le débat, après les européennes, sur la question que nous sommes nombreux à nous poser : que faire, comment faire pour poser quelques jalons dans la voie d'un nouveau parti des salariés, anti-capitaliste, internationaliste et démocratique. Voix des Travailleurs, la Gauche Révolutionnaire, la Commune, la Gauche Communiste, ont d'ores et déjà donné leur accord. Nous nous adressons bien sûr à la LCR qui a participé activement aux débats des 23 et 24 janvier. Nous écrivons de nouveau à Lutte Ouvrière en dépit du refus antérieur.

Les dirigeants sociaux-démocrates et néo-staliniens vont jusqu'au bout du chemin contre-révolutionnaire : guerre impérialiste, agression sans

cesse accrue contre les salariés et les jeunes. Ils mettent en musique avec cohérence la politique voulue par les fonds de pension. Ago quod ago : je fais jusqu'au bout ce que j'ai à faire. Essayons d'agir avec cette cohérence mais dans l'intérêt de l'avenir de l'humanité.

Notes

(1) Celui qui n'en serait pas persuadé pourrait lire par exemple l'article du Monde des 8-9 mai qui rend compte de la convocation de Kofi Annan par Madeleine Albright et du message que celle-ci lui a délivré : «que l'ONU s'occupe de ce qui la regarde, c'est-à-dire les affaires humanitaires».

(2) Nos camarades de Haute-Loire, V. Présumey et Claude Luccheta, nous ont adressé deux articles sur le même sujet. Nous ne pouvons les passer, mais leurs conclusions rejoignent les nôtres.

(3) La mise en œuvre de la loi Aubry à la S.N.C.F. par Gayssot-Thibault a provoqué une grève des roulants. De nombreux militants de la CGT y ont participé. Robert Hue est intervenu comme «briseur de grève».

«Droit à l'autodétermination du Kosovo», entend-on dans les manifestations et lit-on le plus souvent dans les journaux d'extrême-gauche ainsi que dans la presse syndicale un peu progressiste. C'est bien, et c'est en tout cas mieux que la négation de ce droit au nom d'un prétendu «anti-impérialisme» fortement teinté de nostalgie envers l'Etat totalitaire de Tito. Mais c'est aussi la moindre des choses ! Le mot «indépendance», qui correspond à ce que le peuple kosovar en lutte exige (et à ce qui lui est précisément dénié tant par le nationalisme oppresseur grand-serbe que par les puissances impérialistes), a en revanche du mal à franchir les lèvres de nombre de militants...

Du droit de la nation kosovare à disposer d'elle-même

P our s'orienter dans la situation actuelle, il est indispensable de comprendre qu'il n'y a pas un seul mais deux conflits en cours, qui se superposent, s'entrelacent et se combinent : l'affrontement militaire OTAN/Serbie, et celui qui oppose la Serbie au peuple du Kosovo. Nous dénonçons et combattons l'intervention impérialiste de l'OTAN ainsi que les gouvernements qui la mettent en œuvre, en particulier notre propre gouvernement, les Chirac, Jospin, Gayssot et compagnie, qui agissent en Serbie-Monténégro et au Kosovo comme ils agissent en France : au service non de la démocratie et de la liberté, mais de la dictature du capital financier. L'article de Charles Jérémie et de François Chesnais, dans cette même édition, développe large-

ment toutes ces questions. Cependant, notre totale opposition à l'OTAN ne signifie pas que nous devrions cesser d'être inconditionnellement aux côtés du peuple kosovar dans son combat légitime, démocratique, émancipateur, contre l'oppression nationale et contre la barbarie de la purification ethnique déchaînées à son encontre par le régime de Milosevic. C'est de ce dernier aspect dont on traitera ici.

Plusieurs auteurs ont signalé que la violente campagne nationaliste anti-albanaise lancée par Milosevic en 1987, et qui déboucha deux années plus tard sur la suppression de l'autonomie dont le Kosovo bénéficiait au sein de la République de Serbie et de la Fédération yougoslave, avait marqué le début du processus

d'éclatement de l'ex-Yougoslavie. De même, la prédiction selon laquelle «la guerre a commencé et finira au Kosovo» était couramment avancée par les commentateurs avisés. Les événements dramatiques auxquels nous assistons entrent donc, d'abord, dans le cadre général de la «crise yougoslave». Mais cette dernière s'inscrit à son tour dans un processus beaucoup plus global : celui de l'effondrement, à partir de 1989, des Etats bureaucratiques de type stalinien dans tout l'Est de l'Europe.

L'ÉCLATEMENT DES ETATS STALINIENS MULTINATIONAUX

En général, une caractéristique importante de ce processus n'a pas été suffisamment soulignée et analysée, ou alors a donné lieu à des interprétations unilatérales et superficielles : l'effondrement du bloc de l'Est s'est accompagné de l'éclatement en plusieurs nouveaux Etats, nationalement homogènes (ou plus homogènes), des trois Etats qui étaient basés sur une réalité multinationale et avaient une structure fédérale. La Yougoslavie a disparu comme a disparu l'URSS (qui a aussi connu en divers points, notamment au Haut-Karabakh et en Tchétchénie, de sérieux affrontements nationaux) et comme a également disparu la Tchécoslovaquie (quoique dans ce cas la séparation ait pris une forme nettement moins dramatique). Le point commun entre ces pays, par delà les inégalités et différences de situation et de processus, est que la bureaucratie s'y est fracturée puis réorganisée sur des lignes «nationales».

Les systèmes bureaucratiques avaient cette particularité que la domination économique et le pouvoir

politique y étaient totalement imbriqués. La position dominante de la bureaucratie dans l'économie était directement tributaire de son contrôle des institutions de l'Etat. Elle s'appropriait la majeure partie de la plus-value produite par les travailleurs, au moyen des très hauts salaires et des avantages en nature de toute sorte qu'elle s'arrogeait, grâce à son monopole du pouvoir politique. Dans ce cadre, afin d'arracher la plus grande part de gâteau, les bureaucrates et groupes de bureaucrates se livraient entre eux une lutte sourde mais permanente, arbitrée par le sommet de l'Etat. La capacité de chaque groupe de bureaucrates à s'approprier pour lui-même la fraction la plus large possible de la plus-value étatique ou nationale dépendait donc de son influence politique dans les institutions de l'Etat, puisque ce sont ces dernières qui déterminaient le montant des fonds d'investissement et de fonctionnement attribués à chaque branche, région, ville ou entreprise.

En toute logique, dans les Etats multinationaux que constituaient l'URSS, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, les intérêts bureaucratiques tendaient, bien avant l'effondrement des années quatre-vingt, à se regrouper et à s'organiser dans les institutions politiques situées «au plus près du terrain» d'exploitation, c'est-à-dire au niveau des régions ou républiques. Lorsque la crise économique et le mécontentement populaire ont ébranlé et en partie balayé les vieilles structures, les membres de la classe dominante ont naturellement choisi la carte «nationale». Ils l'ont fait d'autant plus volontiers que cela leur permettait de manipuler des aspirations nationales légitimes et/ou de jouer de l'arme idéologique du nationalisme, dans le but de désamorcer la colère des masses, de se bâtir

une nouvelle légitimité et de commencer, dans le cadre du processus de restauration capitaliste, à se partager l'ancienne propriété collective bureaucratique.

Il est vrai que les Etats capitalistes occidentaux ont parfois utilisé et attisé ces affrontements au compte de leurs propres intérêts particuliers, en compétition avec leurs alliés et néanmoins concurrents impérialistes. C'est ainsi que l'Allemagne a reconnu unilatéralement les indépendances croate et slovène, au grand dam des gouvernements français et britannique. Mais d'une part, on ne pouvait attendre du capital financier et de ses Etats qu'ils exercent la moindre influence ou action qui ne soit pas totalement destructrice et réactionnaire, et il faut donc s'attacher avant tout aux causes endogènes de l'éclatement. D'autant plus lorsque l'on a la responsabilité d'avoir (bien à tort) dit aux travailleurs pendant des dizaines d'années que tout ou partie de ces Etats et systèmes d'exploitation pourris, dont tout le monde peut voir aujourd'hui ce qu'ils ont engendré, auraient été «socialistes», ou bien «ouvriers» (quoique «bureaucratiquement dégénérés ou déformés»), ou un tant soit peu progressistes grâce à l'étatisation et à la planification (bureaucratique) de l'économie. D'autre part, l'orientation consistant à «jouer les cliques nationalistes les unes contres les autres» (texte d'Arlette Laguiller et Alain Krivine dans Libération du 13 avril) a été loin d'être dominante avant l'éclatement de ces Etats multinationaux. Pour l'essentiel, les centres de décision du grand capital craignaient au contraire les facteurs de déstabilisation induits par la remise en cause des frontières. C'est pourquoi ils ont soutenu jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à ce que les indépendances

deviennent irrémédiables, l'URSS de Gorbatchev et «l'unité yougoslave» dont le héraut, déjà, n'était autre que le boucher Milosevic.

SPÉCIFICITÉ DE

« L'EXPÉRIENCE

YOUGOSLAVE » ...

La prétendue autogestion yougoslave, dans laquelle ont voulu croire tant de militants de gauche à la recherche d'un modèle de socialisme alternatif (mais néanmoins «réellement existant») au stalinisme de Moscou et de Pékin, n'était qu'un mythe. Appeler la propriété bureaucratique «propriété sociale», diversifier ses formes juridiques (propriété d'Etat, des républiques, des communes...) ne changeait absolument rien au fait que la majeure partie de la plus-value allait dans les poches des membres du parti unique, qui était seul à décider des orientations économiques pour tout ce qui comptait vraiment : que produire, avec quels moyens et quel taux d'exploitation. Si l'on veut résumer de ce point de vue la particularité de l'expérience yougoslave, on peut dire que les travailleurs avaient en principe le droit d'élire le directeur d'usine parmi différents candidats membres du parti unique de la bureaucratie exploiteuse, et qu'ils étaient en outre invités, à travers les dits «conseils ouvriers» et «conseils d'autogestion», à participer à leur propre exploitation : les idéologues titistes ont été en quelque sorte des précurseurs «socialistes» du toyotisme...

Il y avait une deuxième différence, celle-ci importante, par rapport au reste du bloc de l'Est. A la suite de la rupture Tito/Staline de 1948, la bureaucratie yougoslave a dû, dans son propre intérêt bien senti, «navi-

guer entre deux eaux» et composer, bien davantage que ses sœurs de l'Est, avec l'impérialisme capitaliste. Pour cette raison, la seconde Fédération yougoslave est devenue le pays de l'Est le plus «ouvert» à l'Occident, en particulier pour les échanges économiques et les flux financiers. Dès les années cinquante, les institutions financières internationales lui ont accordé des prêts importants. Sa dépendance économique par rapport au monde capitaliste a été bien plus forte que celle des autres pays de l'Est. La fin du boom d'après-guerre, l'irruption de la crise économique mondiale avec la récession généralisée de 1974, l'ont frappée de plein fouet. A la fin des années soixante-dix, la Yougoslavie s'est enfoncée dans la crise économique. Le poids de la dette extérieure est devenu de plus en plus insupportable. Les manifestations étudiantes, ouvrières et populaires pour la défense du niveau de vie, pour la démocratie, pour les droits nationaux (en particulier au Kosovo), s'y sont développées bien avant les grandes mobilisations populaires et les bouleversements qui se sont enchaînés à l'Est de l'Europe en 1989.

Troisième particularité, elle aussi réelle et sensible : l'Etat yougoslave (contrairement, sous cet aspect, à l'URSS) était véritablement fédéral. Les prérogatives des six républiques constitutives y étaient importantes et, à partir de la Constitution de 1974, elles commencèrent même à prendre le pas sur celles de l'Etat central, en gros limitées à l'armée, la monnaie, la diplomatie et quelques grandes orientations économiques. Dans une moindre mesure, les deux provinces autonomes de Serbie, Kosovo et Voïvodine, bénéficièrent aussi, depuis la fin des années 60, des mesures de décentralisation. Beau-

coup plus qu'en URSS, où la bureaucratie grand-russe était absolument dominante et exerçait une oppression nationale féroce contre les peuples des autres républiques ou minoritaires en Russie même, les rivalités interbureaucratiques s'exprimaient en fonction de lignes nationales. Chaque bureaucratie nationale cherchait à récupérer la plus large part des fonds alloués par l'Etat fédéral, et développait pour son propre compte des affaires avec ses partenaires occidentaux (comme les bureaucraties croate et slovène avec les capitalistes allemands). Ce polycentrisme bureaucratique avait d'ailleurs pour conséquence le maintien et même l'approfondissement de très profondes inégalités nationales et régionales. Ainsi en 1986, le produit social réel par habitant, sur une base 100 pour l'ensemble de la Yougoslavie, était de 179 en Slovénie, 94 en Serbie et 36 au Kosovo. Dans ces mêmes entités et pour la même année, le taux de chômage dans le «secteur autogéré» était respectivement de 1,7 %, 17,7 % et 55,9 % ! (chiffres cités par Paul Gardé dans *Vie et mort de la Yougoslavie*, Fayard, 1992).

Logiquement, les tendances à l'éclatement, avivées par le fédéralisme bureaucratique ainsi que par la plus forte dépendance économique envers l'Occident, se sont également manifestées très tôt. On voit bien combien les racines profondes de la dislocation de la Yougoslavie de Tito sont avant tout endogènes, internes à ce système et à cet Etat bureaucratiques de type stalinien. Les causes de «l'échec de l'expérience yougoslave» ne résident pas non plus dans le fait que la (soi-disant) autogestion titiste, à laquelle on reconnaît outrageusement un contenu socialiste, aurait été contrecarrée (alternative-

ment ou simultanément) par le « marché » et par l'étatisme (thèse développée par Catherine Samary dans son livre de 1988, *L'expérience yougoslave - Le marché contre l'auto-gestion*). Il n'y avait pas en Yougoslavie de mécanisme de régulation interne par le marché, ainsi qu'il en existe dans les sociétés capitalistes. Comme il n'y avait pas non plus de régulation interne par les besoins sociaux (chose totalement impossible sans démocratie, donc sans auto-gouvernement des travailleurs !), il n'y avait en fait pas de régulation interne du tout en dehors des « mécanismes » de l'arbitraire, de la gabegie et de l'inefficacité bureaucratiques. Autrement dit, il n'y avait ni capitalisme, ni le moindre élément de transition au socialisme. Comme en ex-URSS et dans les autres pays de l'Est, il y avait un système d'exploitation bâtarde, non organique (« tous les vices du capitalisme sans posséder aucune de ses vertus », disait Trotsky dans *La Révolution trahie*), qui s'est effondré comme un château de cartes sous le poids de ses propres contradictions, dans le cadre global de la pression du système capitaliste dominant à l'échelle planétaire (et qui sous cet aspect est bien évidemment, en dernière instance, responsable de tous les maux qui assaillent l'humanité).

... ET DE L'ÉCLATEMENT DE LA FÉDÉRATION

Une fois que l'on a constaté que la bureaucratie s'est divisée et réorganisée selon des lignes nationales, que l'on a analysé ce processus et ses conséquences, on n'a cependant fait qu'une partie du chemin permettant de comprendre ce qui s'est passé et se passe aujourd'hui en ex-Yougoslavie. Après tout, les bureaucrates, mafieux,

nouveaux riches et néo-capitalistes tchèques et slovaques ont mené leur séparation de façon civilisée... Pourquoi tant d'horreurs dans les Balkans ? Les explications faisant appel à l'héritage historique des imbrications, affrontements et sentiments nationaux sont tout aussi superficielles que celles qui ne voient que la main noire de l'impérialisme capitaliste. Il faut donc, ici, prendre en considération l'autre donnée fondamentale et spécifique : la politique concrètement suivie par le régime de Milosevic.

Confrontée à d'immenses difficultés économiques, sociales et politiques, la majorité de la bureaucratie serbe, qui occupait elle-même une place prépondérante dans la plupart des institutions fédérales (à commencer par l'armée), a décidé, pour offrir un exutoire au mécontentement populaire et parvenir ainsi à se maintenir au pouvoir, d'utiliser l'arme du (micro) impérialisme serbe et de son nationalisme agressif et haineux. Cette classe dominante, résidu tito-stalinien qui a trouvé son chef en la personne de Milosevic, a ressuscité et instrumentalisé le vieux nationalisme grand-serbe, idéologie née au XIX^e siècle dont le projet est de réunir dans un même Etat toutes les terres « historiquement » habitées par des Serbes (qu'ils y soient d'ailleurs majoritaires ou non). Le moyen mis en œuvre pour avancer vers la Grande-Serbie se confond avec la fin : c'est la « purification ethnique », idée et pratique ouvertement revendiquées par les « intellectuels » à la solde du régime, depuis le Mémoire de l'Académie des sciences de Serbie, rédigé en 1986. Les pires méthodes de type nazi (discriminations de tout type, passages à tabac systématiques, tortures, meurtres, destruction d'habitations et d'édifices religieux, viols et violences sexuelles, camps de

concentration et déportations des populations « impures ») sont froidement mises en œuvre et justifiées par l'objectif de la réunion des Serbes dans un même Etat.

Parvenu en 1986 à la direction du PC serbe, Milosevic a d'abord lancé la purification ethnique au Kosovo, peuplé à 90 % d'Albanais mais que l'idéologie grand-serbe considère comme le berceau médiéval de la patrie. Inventant de toutes pièces une soi-disant « campagne de terreur » des Albanais contre les Serbes, il a engagé la répression dès 1987, occupant militairement le Kosovo, expulsant les Albanais de toutes les institutions (6 000 enseignants chassés de leur poste, licenciement en bloc des membres de la défense territoriale...), annulant le statut d'autonomie (1989) puis dissolvant le gouvernement et le parlement kosovars (1990). Le plan « Fer à cheval » d'expulsion massive des Albanais de leur pays, que le régime serbe a pu mettre en œuvre à la faveur des bombardements de l'OTAN, n'est qu'un aboutissement de toute cette politique.

Après le Kosovo à la fin des années quatre-vingt, le régime dirigé par le parti (rebaptisé « socialiste ») de Milosevic s'est attaqué aux républiques habitées par des Serbes. En Croatie, il a encouragé et appuyé militairement la sécession de la Krajina (Knin) et de la Slavonie (Vukovar), accompagnée du massacre ou de l'expulsion de ses populations croates, y compris dans les zones où elles étaient majoritaires. Puis il a déchaîné la terrible guerre de Bosnie-Herzégovine, sans cesser pour autant de louvoyer lorsque cela lui apparaissait nécessaire, ni d'être reconnu par la « communauté internationale » comme un interlocuteur incontournable, voire un facteur de stabilité régionale.

C'est ce nationalisme fascisant qui

porte la responsabilité fondamentale, sinon de la division de l'ex-Yougoslavie (qui était pour ainsi dire «contenu» dans l'échec du projet bureaucratique titiste), du moins de la barbarie qui l'a accompagnée et continue à s'y manifester. Il est politiquement et moralement faux de mettre dans un même sac tous les nationalismes ex-yougoslaves (position qui conduit à ne pas distinguer entre oppresseurs et opprimés, massacreurs et massacrés). Ces divers nationalismes présentent certes des points communs (volonté de développement national séparé, impulsion dans ce cadre de la restauration capitaliste), mais aussi de sérieuses différences. La principale d'entre elles est celle qui sépare les partisans de la purification ethnique (le régime de Tudjman en Croatie présentant bien des ressemblances avec celui de Milosevic) des nationalismes qui, pour une large part, ont préconisé la séparation en réaction à cette politique et continuent d'ailleurs, vaille que vaille, à défendre ou à admettre des formes de coexistence multiethnique et multiculturelle. La déclaration d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, comme celle de la Macédoine (où le parti de la composante albanaise est actuellement associé au pouvoir, au côté des représentants des slaves macédoniens), ont ainsi été surtout motivées par le refus de se laisser entraîner dans la guerre d'agression serbo-yougoslave contre la Croatie. Défendre l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine signifiait défendre une société où les nationalités et les cultures pouvaient (et pour une large part, souhaitaient) cohabiter. Le nationalisme kosovar, quant à lui, représente encore une autre réalité : celle de la révolte d'un peuple colonisé, placé sur sa propre terre (où il représente 90 % de la population) en situation d'apartheid.

LA QUESTION NATIONALE KOSOVARE/ALBANAISE

Il a souvent été dit que contrairement à l'URSS, la Yougoslavie de Tito n'était pas une prison des peuples. C'est vrai à condition de préciser : des peuples slaves. Ce n'était pas le cas des Albanais. L'oppression nationale séculaire dont ils ont souffert, d'abord sous la domination de l'empire ottoman, ensuite sous celle de la monarchie serbe, a été perpétuée par le régime titiste.

La question nationale kosovare est directement liée à celle, plus générale, de la nation albanaise. A l'issue de la première guerre balkanique, conclue par la défaite de l'empire ottoman face à la coalition serbe, monténégrine, bulgare et grecque, les nouvelles frontières des Balkans sont négociées et dessinées, sous la dictée des impérialismes occidentaux, lors la conférence internationale de Londres. Cette conférence satisfait la revendication grand-serbe sur l'actuel Kosovo. Le peuple albanaise est coupé en deux, seule la partie qui porte le nom d'Albanie devient indépendante.

En 1944-45, après la victoire des partisans sur les troupes nazies et fascistes, la question nationale albanaise demeure entière. Reniant la promesse faite aux Kosovars de respecter leur droit à l'autodétermination, Tito et le PC yougoslave poursuivent à leurs dépens la politique grand-serbe. Contre la décision des partisans kosovars, qui dans leur Conférence de Bujan s'étaient prononcés pour l'union avec l'Albanie voisine, l'armée «populaire de libération» annexe le Kosovo par la force, au prix d'affrontements armés ponctués par des massacres et conclus par de sévères mesures de répres-

sion. De plus, afin d'affaiblir la revendication nationale albanaise et de donner une consistance territoriale et démographique à deux petites républiques slaves, les titistes divisent les Albanais «yougoslaves» entre trois républiques constitutives de la fédération : la Serbie (Kosovo), la Macédoine et le Monténégro. Les Albanais vivant en Yougoslavie (dont les deux tiers au Kosovo) représentent numériquement la troisième nationalité de la fédération, devant les Slovènes, les «Musulmans» bosniaques, les Macédoniens et les Monténégrins. Mais la seconde fédération yougoslave persiste à leur dénier le droit à l'existence nationale.

En 1948, lorsqu'intervient la rupture Tito/Staline, l'Albanie d'Enver Hoxha prend position pour Staline contre Tito. Dès lors, les Kosovars sont en outre considérés comme des agents en puissance de l'Etat albanaise et de l'URSS. Jusqu'en 1966, l'armée fédérale agit dans les villes et villages du Kosovo comme une armée d'occupation, la sinistre police politique dirigée par Rankovic (vice-président de la fédération) multiplie les arrestations, intimidations et tortures. La chute de Rankovic ouvre une période de libéralisation. Confronté à une résurgence générale des problèmes nationaux, Tito choisit de lâcher du lest. La Constitution de 1974 accorde à la province autonome du Kosovo des droits étendus. Néanmoins, «dans la même période, les arrestations d'Albanais accusés de séparatisme continuèrent. Il y en eut plus de six cents entre 1974 et le début de 1981, et un grand procès en 1976» (Paul Garde, op. cit.). Dans cette région qui est la plus pauvre et marginalisée de l'ex-Yougoslavie, les masses continuent à revendiquer pour le Kosovo le statut de «république constitutive». Elles estiment

que la situation économique et sociale pourrait s'améliorer si le Kosovo était placé sur un plan d'égalité avec les six républiques de la fédération. Une insurrection (sauvagement réprimée) éclate en 1981, au cours de laquelle les revendications sociales se mêlent à la revendication nationale. Les mineurs et les étudiants forment la colonne vertébrale du mouvement. Au Kosovo plus que partout ailleurs dans les Balkans, le nationalisme est, comme disait Trotsky, «l'enveloppe de l'indignation sociale des masses».

Milosevic mènera ensuite la contre-attaque de l'Etat serbo-yougoslave, qui débouchera sur la situation actuelle. En réponse à l'apartheid grand-serbe, les Kosovars organisent d'abord une résistance passive, non violente, au moyen de la mise en place d'institutions parallèles d'une «contre-société albanaise». L'apparition puis le développement de l'UCK sont une conséquence directe de l'échec de cette stratégie, préconisée et mise en œuvre par la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) d'Ibrahim Rugova.

AU KOSOVO, DROIT À L'AUTODÉTERMINATION SIGNIFIE INDÉPENDANCE

Du 26 au 30 septembre 1991, les autorités clandestines du Kosovo (désormais à nouveau sous occupation militaire serbe) organisent un référendum. La participation atteint 87 % de la population du pays. 99 % des participants votent en faveur de l'indépendance. Ce choix est ensuite plusieurs fois confirmé : lors de toutes les élections, parlementaires ou présidentielles, organisées dans le cadre de la société parallèle kosovare/albanaise, les voix se portent massivement sur

les représentants des partis favorables à l'indépendance. Cette volonté s'exprime dans tous les actes de la

vie sociale et, depuis un an, dans le développement d'un soutien de masse à l'UCK.

LÉNINE ET LE DROIT À L'INDÉPENDANCE DES NATIONS OPPRIMÉES

Contre Milosevic et contre l'OTAN, il faut défendre le droit démocratique du peuple kosovar, nationalement opprimé par la Serbie, à se séparer de la Serbie (et de sa fédération «yougoslave») pour former son propre Etat et, le cas échéant, s'unir d'un commun accord avec qui il déciderait de s'unir. «Il serait faux d'entendre par droit de libre détermination autre chose que le droit d'exister en tant qu'Etat distinct», écrivait Lénine dans son article «Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes» (in Œuvres, Paris/Moscou, édition de 1973, tome 20). Répondant par avance à ceux qui affirment aujourd'hui qu'un Kosovo indépendant ne serait «pas viable», il ironise sur «les raisonnements d'où il ressort que le développement des grandes puissances et l'impérialisme rendent illusoire pour les petits peuples le «droit de libre détermination», en signalant que cela n'a «absolument rien à voir avec les mouvements nationaux et l'Etat national». En effet, «les larges couches de la population connaissent fort bien, par leur expérience quotidienne, les avantages d'un vaste marché et d'un vaste Etat, et elles ne penseront à se séparer que si l'oppression nationale et les frictions nationales rendent la vie commune absolument insupportable et entravent les rapports économiques de toutes sortes».

Son problème n'est pas non plus la «possibilité de réalisation» de cette revendication (ou d'ailleurs de toute autre revendication), question «qui intéresse surtout la bourgeoisie». «Le mot d'ordre du praticisme n'est en fait que le mot d'ordre de l'adhésion non critique aux

aspirations bourgeoises (...) Le prolétariat, lui, tend à renforcer sa propre classe contre la bourgeoisie, à éduquer les masses dans l'esprit d'une démocratie conséquente et du socialisme». Autrement dit, il s'agit d'une part de lutter contre toute oppression («nous sommes l'ennemi le plus hardi et le plus conséquent de l'oppression») et d'autre part, en combattant l'oppression spécifique nationale, de travailler à rendre possible la «solidarité complète et la plus étroite unité des ouvriers de toutes les nations», indispensables afin de développer le combat pour le socialisme. Seuls des peuples libres et égaux en droits pourront constituer dans les Balkans des unions inter-étatiques qui ne soient pas de nouveaux cadres d'oppression. La lutte pour une fédération socialiste des Balkans, dans la voie des Etats-Unis socialistes d'Europe, lie indissociablement libération nationale et émancipation sociale.

Quant à l'argument selon lequel «en soutenant le droit de séparation, vous soutenez le nationalisme bourgeois des nations opprimées», Lénine répond : «Dans tout nationalisme bourgeois d'une nation opprimée, il existe un contenu démocratique général dirigé contre l'oppression ; et c'est ce contenu que nous appuyons sans restrictions, tout en le séparant rigoureusement de la tendance à l'exclusivisme national, en luttant contre la tendance du bourgeois polonais à écraser le Juif, etc., etc.». Cette position peut être transposée littéralement au Kosovo de 1999, où il faut défendre le «nationalisme dirigé contre l'oppression», en soutenant le droit à la séparation d'avec la Serbie, tout en combattant toute manifestation «d'exclusivisme national», c'est-à-dire en défendant également par avance les droits des

La position «léniniste» traditionnelle (voir encadré), en général reconnue par les marxistes révolutionnaires à l'exception de certains courants «ultra-gauches», défend le droit à l'autodétermination nationale, en signalant que ce droit n'a de sens que s'il inclut le choix de la séparation et de la constitution en nation indépendante. Certes, dans la plupart des cas, les révolutionnaires socialistes ne préconisent pas un tel choix (quoique Marx l'ait préconisé pour la Pologne et l'Irlande, Lénine également pour la Pologne, Trotsky pour l'Ukraine...). Mais parce qu'ils sont des défenseurs conséquents de la démocratie, ils considèrent dans tous les cas comme de leur devoir de défendre ce choix une fois que la nation opprimée l'a fait sien. Avancer aujourd'hui le mot d'ordre «Droit à l'autodétermination du Kosovo» comporte donc une ambiguïté. En effet, les Kosovars se sont déjà autodéterminés, qui plus est à de multiples reprises. Ils ont souverainement décidé d'opter pour l'indépendance. Ce dont il s'agit aujourd'hui, c'est de faire respecter leur choix, contre l'OTAN et contre le régime nationaliste grand-serbe.

Un argument contraire assez souvent utilisé à gauche est que vu l'imbrication des nationalités dans les Balkans, et surtout la «charge passionnelle» que la question du Kosovo représente pour les Serbes (ou certains d'entre eux), défendre l'indépendance signifierait entrer dans un engrenage d'affrontements nationalistes et même de purification ethnique. La purification ethnique n'est cependant pas une catastrophe naturelle tombée du ciel ! C'est une politique délibérée, en premier lieu de Milosevic. Et jusqu'à présent, les Albanais du Kosovo (et d'Albanie) n'ont jamais préconisé une quelconque purification ethnique des Serbes. Il est vrai qu'un danger peut

exister que ce type de position apparaisse ou se développe par désespoir et manque de perspectives. Mais ce sera surtout le cas si le mouvement ouvrier international ne fait rien pour défendre les droits démocratiques des Kosovars, donc ne défend par leur droit à constituer une nation.

C'est d'une certaine façon ce que nous enseigne l'expérience de la Bosnie, où le désespoir et l'isolement ont conduit à un renforcement du courant musulman le plus «identitaire». La campagne menée en France par le Secours ouvrier pour la Bosnie visait notamment à briser cet isolement et par voie de conséquence à renforcer en Bosnie même le courant «multiethnique». Mais il y avait pour cela un préalable, politique et de principe : nous étions au côté des Bosniaques contre l'agression tchetnik, nous défendions l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine. C'est par principe que, tout en conservant leur totale indépendance politique, les marxistes révolutionnaires se placent clairement dans le camp des opprimés. Et au Kosovo, les opprimés ne sont pas les Serbes. Leur situation est celle de colons qui, après avoir tiré profit d'un régime d'apartheid, soutiennent pour la plupart la campagne d'assassinat et de déportation de tout un peuple. Elle se rapproche, dans des conditions encore plus épouvantables, de celle des colons français en Algérie. Ces derniers, s'ils voulaient défendre la justice et la démocratie, avaient pour seule et unique possibilité de se retourner contre leur gouvernement et contre leur «patrie», et de rejoindre le camp des opprimés en lutte pour l'indépendance.

Les affirmations selon lesquelles l'indépendance du Kosovo entraînerait la menace d'une «Grande Albanie», symétrique de celle de la «Grande-

Serbie», sont tout aussi déplacées. Pour les raisons signalées précédemment (on ne peut pas confondre oppresseurs et opprimés, massacreurs et massacrés), mais aussi parce que si le Kosovo indépendant décidait librement, en accord avec l'Albanie, de s'unir avec cette dernière, ce serait un progrès, puisqu'il s'agirait d'un premier regroupement allant à l'encontre de la tendance à l'éclatement de tous les Etats de la région. Il est d'ailleurs symptomatique que ce fantasme de la Grande-Albanie soit agité par les propagandistes de l'OTAN (pour refuser l'indépendance du Kosovo et prévoir probablement une sorte de protectorat militaire de longue durée, peut-être assorti d'une partition sur le modèle chypriote) comme par ceux du régime de Belgrade (pour justifier la purification ethnique). Pendant plus de dix ans, les gouvernements occidentaux ont instrumentalisé Ibrahim Rugova, dont la stratégie non violente avait à leurs yeux le mérite de maintenir sous contrôle la révolte du peuple kosovar, mais sans pour autant lui apporter le moindre soutien concret. Ils ont commencé à se préoccuper vraiment du Kosovo lorsque la guérilla de l'UCK s'est développée et a gagné un soutien de masse. C'est alors qu'ils ont tenté d'imposer les accords de Rambouillet, dont les piliers étaient le maintien du Kosovo dans le cadre de la Serbie et de l'actuelle fédération «yougoslave», et le désarmement de l'UCK, dont les combattants auraient dû intégrer une police commune avec les forces serbes (!), sous la tutelle de 30 000 soldats de l'OTAN. Aujourd'hui encore, les porte-parole des grandes puissances répètent sur tous les tons qu'il n'est pas question d'indépendance, comme il n'est pas non plus question de donner aux Kosovars les moyens de se défendre par eux-mêmes. La situation ne peut pas être

plus claire. Ne pas soutenir l'indépendance du Kosovo, c'est ne pas s'opposer conséquemment, jusqu'au bout, à la politique des oppresseurs.

CONSTRUIRE

LE « TROISIEME CAMP »

DES TRAVAILLEURS ET

DES OPPRIMÉS

La tâche actuelle et urgente est de construire à l'échelle nationale et internationale, dans ce conflit qui d'une façon ou d'une autre se poursuivra bien au-delà de quelques semaines, le « troisième camp » qui aujourd'hui n'existe pas, le camp opposé aussi résolument aux puissances impérialistes qu'à la dictature génocide de Milosevic. Pour cela, la plus grande clarté est nécessaire. Il est inadmissible de manifester « contre la guerre » dans un front commun avec les partisans de la purification ethnique et autres nostalgiques du titisme. « Quelle connerie, la guerre ! », répètent les militants du PC avec quelques pacifistes bêtards. Les marxistes révolutionnaires (qui ne sont d'ailleurs pas « pour la paix », mais pour une paix juste, dans l'intérêt des opprimés) ne peuvent que répondre : « Quelles saloperies, l'OTAN et Milosevic ». Il faut désigner l'ennemi dans les deux conflits en cours, et pas seulement l'ennemi « principal », capitaliste impérialiste, politique qui a mené les trotskystes, dans le passé, à tant d'errements opportunistes devant le stalinisme et différents courants petits-bourgeois. La base minimale indispensable pour construire le troisième camp est de mobiliser contre l'OTAN (et, en France, contre le gouvernement Chirac-Jospin qui applique sur le fond la même politique contre les travailleurs du pays) ainsi que contre le

régime de Milosevic, en soutien au peuple kosovar et à sa lutte. Signalons ici qu'il est très positif que les représentants de la liste LO-LCR se soient accordés sur une telle position de principe et la propagandisent.

Construire ce troisième camp est certes une tâche gigantesque. C'est qu'elle se confond avec celle de la reconstruction, sur de nouveaux axes de classe, d'un mouvement ouvrier qui est aujourd'hui désorienté et privé d'une perspective indépendante. Cela implique d'éviter de rechercher des solutions supposément « pratiques » ou « réalisables » mais qui ne se situent pas sur le terrain des intérêts des exploités et des opprimés. Demander ainsi une « solution politique » au conflit pose immédiatement le problème (étroitement lié à son contenu) de savoir qui va la mettre en œuvre. Préconiser une force d'interposition de l'ONU revient à demander à ce repaire de brigands, totalement dépendant de l'impérialisme, de cesser d'être un repaire de brigands dépendant de l'impérialisme. Réclamer le traitement de la question du Kosovo par une conférence balkanique des Etats de la région revient en pratique à demander à ce que des gens tels que Milosevic et Tudjman deviennent des démocrates... Tout « utopique » qu'elle paraisse, la construction d'un camp totalement indépendant est l'unique option réaliste. Les initiatives prises dans ce sens par des secteurs du mouvement syndical (notamment SUD-PTT) montrent la voie à suivre. L'impossibilité de se prononcer simplement « contre la guerre » s'exprime avant tout dans la nécessité de prendre position en soutenant la guerre juste, d'autodéfense et de libération, de la nation kosovare (faute de quoi l'affirmation selon laquelle on défend son indépendance serait pla-

tonique). Les gouvernements des puissances impérialistes ont beau affirmer qu'ils défendent les opprimés (y compris à coups de missiles sur les colonnes de réfugiés !), il est très probable qu'ils se retourneront demain contre les Kosovars, qui continueront à réclamer leur pleine souveraineté nationale et s'opposeront donc à la tutelle de l'OTAN. C'est bien pourquoi les représentants de la coalition impérialiste continuent à répéter qu'il n'est pas question pour eux d'armer l'UCK, contrainte d'affronter les chars serbes avec de mauvaises kalachnikov. « Rambouillet a prévu explicitement que l'UCK doit être désarmée. Les Albanais du Kosovo de l'UCK l'ont approuvé. Cet objectif ne peut être atteint que s'il y a une forte présence militaire internationale au Kosovo ». C'est ici Rudolf Scharping, ministre allemand de la défense, qui parle dans une interview au Monde (18/03/99), mais tous les dirigeants impérialistes sont sur la même longueur d'onde et l'on pourrait remplir une page entière de déclarations identiques. Si demain l'OTAN infléchissait quelque peu cette orientation, ce serait pour utiliser les combattants kosovars comme chair à canon dans une opération terrestre qui serait devenue inévitable, mais en s'efforçant dans le même temps de domestiquer tout ou partie de leurs forces.

Les immigrés kosovars qui voient des militants révolutionnaires français distribuer des tracts contre les bombardements de l'OTAN, dans le même temps où ils s'affirment cependant solidaires du Kosovo, sont en droit de leur demander ce qu'ils proposent pour venir en aide à leur peuple. La seule réponse correcte et adéquate est : « Pas d'intervention militaire impérialiste, mais le droit à

l'autodéfense pour les Kosovars, des armes pour l'UCK». La résolution 1160 du conseil de sécurité de l'ONU (31 mars 1998), qui a prononcé un embargo total sur les livraisons d'armes au régime de Belgrade (à la «République fédérale de Yougoslavie») sert surtout de cadre légal pour refuser aux Kosovars le droit de s'armer. La levée de cette interdiction est une exigence, certes non pacifiste, mais démocratique.

Cette position n'implique aucun soutien politique à l'UCK et à ses dirigeants, qui très probablement aspirent moins à débarrasser le Kosovo de toute oppression qu'à conquérir pour eux-mêmes des privilèges auxquels les nationalistes grands-serbes leur ont fermé tout accès. Il est nécessaire de souligner les sérieuses erreurs commises par cette direction, du point de vue même (nationaliste) dont elle se situe, et le fait qu'elles s'expliquent précisément par les limites inhérentes à sa nature de classe. L'aventurisme consistant pour des troupes peu aguerries et insuffisamment équipées à prétendre constituer en territoire kosovar des «zones libérées» (politique qui a entraîné une grave défaite militaire) est à mettre directement en relation avec la confiance que la direction de l'UCK a improprement placée dans les gouvernements occidentaux et l'OTAN. Elle est allée jusqu'à signer les accords de Rambouillet qui niaient le droit à l'indépendance du Kosovo, ce qui a entraîné la démission de son poste de représentant politique du plus prestigieux combattant de la cause nationale kosovare, Adem Demaci, emprisonné 26 années sous Tito puis sous Milosevic.

Enfin, nombre de témoignages, faisant état d'enrôlements forcés et de mesures d'intimidation à l'encontre de partis politiques kosovars, mon-

TROTSKY ET LA LUTTE DE PRINCIPE CONTRE LA «PURIFICATION ETHNIQUE»

Outre le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, nous avons une raison supplémentaire de prendre position au côté du peuple kosovar : le fait que ce dernier est victime d'une politique de liquidation physique de la part de l'Etat qui l'opprime.

En 1912-13, Trotsky était correspondant de guerre dans les Balkans pour le journal ukrainien *Kievskaja Mysl*. La première guerre des Balkans opposait les Serbes, les Bulgares et les Grecs à l'Empire ottoman, puissance coloniale dont ces peuples tentaient de se libérer. Comme la quasi totalité des socialistes, Trotsky considère alors, à juste titre, que la lutte de libération nationale des Serbes est historiquement progressive (à l'inverse, notons-le, de la situation actuelle dans laquelle la nation opprimée est le Kosovo). Mais il est horrifié par les massacres et atrocités dont les Turcs et les autres populations musulmanes, notamment (déjà !) les Albanais, sont victimes au nom du christianisme et de la Grande-Serbie.

Dans un article publié en février 1913 (reproduit dans *The Balkan Wars* (1912/13, Pathfinder Press), il attaque les libéraux bourgeois russes du parti Cadet qui estiment que puisque la lutte des Serbes est progressiste, il n'y a pas lieu de protester contre les atrocités qu'ils commettent. Trotsky justifie tout d'abord l'appel aux sentiments humanitaires : «En appelant immédiatement et directement à l'opinion publique, on peut réussir à sauver les vies de quelques milliers, peut-être dizaines de milliers de Turcs blessés, prisonniers, de civils et de leurs familles [...] Si la presse russe

n'avait pas été complice, mais avait tiré le signal d'alarme dès le début, les états-majors bulgare et serbe auraient été contraints, sous la pression de leurs propres ambassadeurs, de faire preuve de quelque retenue dans leurs exploits sanglants. Mais depuis que les journaux de Russie s'obstinent à chanter leurs louanges, en étouffant ou en niant les dénonciations publiées dans la presse démocratique, un certain nombre de bébés albanais peuvent être inscrits, Monsieur le Député, sur votre livre de comptes slavophile. Demandez à votre premier portier de les rechercher dans votre bureau, M. Milioukov !».

Trotsky élargit ensuite le débat, dans une démonstration passionnée et brillante du contenu et de la finalité humanitaires du combat pour le socialisme : «Un individu, un groupe, un parti ou une classe qui est capable de se boucher "objectivement" le nez en regardant des hommes ivres de sang et excités d'en haut massacrer des gens sans défense, est condamné par l'histoire à pourrir et à être rongé par les vers de son vivant. A l'inverse, un parti ou une classe qui s'élève contre tout acte abominable, où qu'il se produise, aussi vigoureusement et spontanément qu'un organisme vivant réagit pour se protéger les yeux d'une agression extérieure, un tel parti ou une telle classe est fondamentalement sain. La protestation contre les atrocités dans les Balkans nettoie l'atmosphère sociale dans notre pays, élève la conscience morale de notre peuple. Les masses laborieuses sont potentiellement dans chaque pays à la fois l'instrument et la victime de tels outrages. Par conséquent, une protestation inconditionnelle contre les atrocités sert non seulement l'objectif de l'autodéfense morale de l'individu et du parti, mais aussi celui de

trent que les commandants de l'UCK, ou certains d'entre eux, semblent avoir une conception de la démocratie qui ne diffère pas fondamentalement de celle d'autres mouvements de libération nationale, comme par exemple le PKK au Kurdistan du nord. Tout cela peut et doit être dit, dès à présent. Mais pour avoir le droit politique et moral de lancer ces avertissements, et aider ainsi à construire dès maintenant le camp des travailleurs, il faut tout d'abord prendre position clairement dans la guerre en cours : contre les troupes de Milosevic, avec la résistance kosovare.

Pour les hommes politiques et les groupes industriels financiers des deux côtés de l'Atlantique qui étaient hier les initiateurs du projet de traité de l'AMI et qui persistent aujourd'hui dans leur projet avec le «Round du millénaire» à l'OMC et le grand «partenariat économique transatlantique», le rôle assigné à l'OTAN de défense de «l'économie de marché» ne fait pas mystère. La guerre, qui ne veut pas dire son nom et se drape des oripeaux de «l'humanitaire», se déroule aussi dans une conjoncture économique et boursière précise sur laquelle il ne faut pas faire l'impasse, pas plus que sur les «dividendes de guerre» qui tombent dans l'escarcelle des producteurs et marchands d'armes américains.

La guerre, Wall Street et les industries d'armement

Un journaliste américain spécialisé dans des questions de stratégie, William Pfaff, expliquait trois mois avant le début des bombardements que «la redéfinition du rôle de l'OTAN fait partie des nouvelles modalités de la stratégie globale des Etats-Unis dont les axes sont apparus parallèlement à la globalisation de l'économie» (International Herald Tribune 5-6 /12/1998). L'organisation militaire doit être le garant armé de la stabilité politique de la globalisation financière et du capitalisme «patrimonial» (1) soumis aux formes de valorisation propres aux fonds de pension et de placement financier. Dans une situation où les Etats-Unis, et dans une moindre mesure l'Union européenne, apparaissent de plus en plus comme des espaces de prospérité économique dans un océan mondial

de misère grandissante (2), il faut pouvoir répondre aux désordres politiques naissant de la pénurie. Mais aussi continuer à faire pression sur l'ennemi d'hier. Comment oublier que pour un stratège politique aussi influent que Zbigniew Brzezinski, la stratégie de refoulement de la Russie n'est pas achevée (3). L'Ukraine est toujours un enjeu, de même que la liberté absolue d'exploiter les réserves pétrolières du Caucase et des républiques ex-soviétiques en Asie. Imposer l'OTAN comme bras armé du capital est un but que le capital industriel et financier européen, toujours plus «atlantisé», partage pleinement avec le capital américain. Parmi les facteurs qui soudent «l'alliance» et conduisent les gouvernements de l'Union européenne à se ranger derrière la diplomatie et le commandement militaire des Etats-

Unis, figure la poussée récente dans «l'entrelacement du capital» (terme de Lénine dans L'impérialisme, stade de suprême), s'effectuant comme «entrelacement» transnational, et plus précisément encore comme

Les plus grandes opérations de fusions internationales depuis janvier 1998

| Cible | Pays | Acquéreur | Pays | Secteur | Mrds \$ |
|------------------------|------------|--------------------|------------|------------|---------|
| Telecom Italia | Italie | Deutsche Telekom | Allemagne | Télécoms | ~65,0 |
| AirTouch | Etats-Unis | Vodafone | Roy.-Uni | Télécoms | 62,0 |
| Amoco | Etats-Unis | BP | Roy.-Uni | Pétrole | 48,2 |
| Chrysler | Etats-Unis | Daimler Benz | Allemagne | Automobile | 40,5 |
| Astra | Suède | Zeneca | Roy.-Uni | Pharmacie | 31,0 |
| Atlantic Richfield | Etats-Unis | BP | Roy.-Uni | Pétrole | 27,5 |
| Rhone Poulenc | France | Hoechst | Allemagne | Pharmacie | ~23,0 |
| Petrofina | Belgique | Total | France | Pétrole | ~11,0 |
| Energy Group | Roy.-Uni | Texas Utilities | Etats-Unis | Energie | 10,9 |
| PolyGram | Pays-Bas | Universal Studios | Etats-Unis | Medias | 10,7 |
| Bankers Trust | Etats-Unis | Deutsche Bank | Allemagne | Finance | 10,1 |
| Bay Networks | Etats-Unis | Northern Telecom | Canada | Télécoms | 9,3 |
| Transamerica | Etats-Unis | Aegon | Pays-Bas | Finance | 9,0 |
| Newcourt | Canada | CIT Group | Etats-Unis | Finance | 9,0 |
| Lucas Varity | Roy.-Uni | TRW | Etats-Unis | Automobile | 7,0 |
| Volvo (voitures part.) | Suède | Ford | Etats-Unis | Automobile | 6,5 |
| Excel Communic. | Etats-Unis | Teleglobe | Canada | Medias | 6,4 |
| Sté Gale de Belgique | Belgique | Suez LyonEaux | France | Finance | 5,9 |
| Guardian Royal Exch. | | Roy.-Uni | AXA | France | Finance |
| 5,6 | | | | | |
| Nissan (36,8 %) | Japon | Renault | France | Automobile | 5,5 |
| TELESP | Brésil | groupe d'investis. | Espagne | Télécoms | 5,0 |
| Stora Koppabergs | Suède | Enso | Finlande | Papier | 4,9 |
| ICI (Chimie de base) | Roy.-Uni | Huntsman | Etats-Unis | Chimie | 2,7 |
| American Bankers In. | Etats-Unis | Fortis | Belgique | Finance | 2,6 |
| Banco Real | Brésil | ABN Amro | Pays-Bas | Finance | 2,1 |

«entrelacement» transatlantique. Il y a dix ans le Japon aurait figuré dans tout tableau de ce type comme acquéreur. Aujourd'hui il ne figure que comme pays dont l'un des groupes autrefois les plus prospères a été pris comme cible. Il faut en chercher les causes dans la gravité de la crise que ce pays subit, comme conséquence d'abord de l'inexpérience dont il a fait preuve dans le jeu de la finance de marché, de la Bourse et de la mondialisation financière

(gravité du krach de 1990 et incapacité à en surmonter les conséquences), et ensuite de son appartenance à l'Asie plongée en récession elle aussi, pour un ensemble de causes au centre desquelles il y a les formes d'intégration des pays de la région dans la mondialisation financière. Aujourd'hui sous une hégémonie politique américaine à sens unique, mais sur ce fond d'interpénétration capitaliste portée par le mouvement de concentration transatlan-

tique, «l'Occident» prétend construire au travers du «Partenariat économique transatlantique» et l'OTAN, un directoire mondial dirigé simultanément contre «l'Orient», contre «l'Est» dont les vestiges doivent être éradiqués sans qu'il y ait place pour la démocratie dans l'affaire, et contre le «Sud».

À WALL STREET

Signe du recul des réflexes anti-impérialistes et anti-militaristes élémentaires et de l'intériorisation de la pression de la campagne politique sur «l'humanitaire», c'est à un journaliste franc-tireur travaillant pour un quotidien économique et financier qu'il est revenu d'évoquer ce lien : «Le capitalisme a besoin de la paix pour prospérer. Le capitalisme de casino, c'est moins sûr» (4). De son côté, le Financial Times, commentant la flambée des cours à Wall Street des groupes industriels géants de l'armement, écrit : «Il pourrait sembler un peu macabre de chercher les bénéficiaires du conflit du Kosovo, mais les bourses ne sont pas sentimentales» (5). L'article évoque également «les dividendes de la guerre si les pays réévaluent leurs besoins militaires à la lumière des événements». Se déroulant en Europe, la guerre en Yougoslavie n'a pas eu le même effet dopant sur les bourses européennes. Celles-ci n'en ont pas moins atteint des records dans la foulée de la bulle à Wall Street, et l'article des Echos cité note aussi la «bonne tenue» des actions de groupes tels que Dassault...

S'ajoutant à l'euphorie qui a fait perdre tout sens des réalités aux opérateurs à Wall Street, ainsi qu'aux détenteurs d'actions grands ou petits (au sujet de ceux-ci, voir la citation de Marx donnée par Claude Serfati dans son article sur les retraites, dans ce numéro), l'effet dopant de la guerre sur Wall Street pourrait avoir contribué à pousser le gonflement de la bulle encore plus loin, et donc aggravé le choc immense qui se prépare au moment du retournement. Mais la crainte d'un effet négatif boomerang, susceptible d'être l'élément déclenchant du kra-

ch, dans le cas où l'intervention de l'OTAN serait perçue par les «marchés» comme un échec, doit être pris en compte comme un autre facteur poussant Clinton et Albright à poursuivre la guerre à tout prix.

La situation économique mondiale en ce printemps de 1999 est plus que jamais celle d'une récession mondiale rampante, dans le cadre de laquelle les facteurs de crise se propagent comme une lèpre et la «croissance» du produit brut mondial tombe de mois en mois (les projections non «dopées» sont de 1,5 % pour les mois à venir). Les commentateurs continuent à s'étonner, pour s'en féliciter, de la tonicité de la consommation interne des Etats-Unis et de la santé mentale dont les investisseurs à Wall Street, notamment les porteurs individuels, continuent à faire preuve. Mais Robert Rubin vient de rappeler aux autres membres du G7 que «les Etats-Unis ne peuvent être la locomotive de l'économie mondiale à eux seuls». Le Japon s'installe dans la récession (6) et l'Europe va inévitablement subir, quelle que soit l'issue exacte de la guerre, des contrecoups économiques très sérieux, directement mais aussi indirectement, du fait de l'instabilité endémique aggravée dans les Balkans et en Méditerranée. Le taux d'accumulation très faible se traduit par une extension des situations de surproduction latente ou ouverte. Selon les estimations les plus conservatrices, les surcapacités des groupes industriels mondiaux de l'automobile seraient de 20 %. La situation «brillante» de Wall Street est suspendue à un fil si fragile qu'il doit nécessairement craquer. La consommation interne américaine, fondée sur les retombées de la bulle à Wall Street, ne suffit pas. Le degré d'internationalisation des banques et des

groupes industriels américains a rendu leur profitabilité fortement dépendante de la situation conjoncturelle mondiale, ainsi que d'événements dans d'autres parties de l'économie internationale.

En septembre 1998, c'est la prise de conscience soudaine de cette dépendance à l'occasion de la défaillance russe et de l'effondrement du rouble qui a entraîné la chute de la valeur fictive des cours boursiers. Un choc peut venir à tout moment de n'importe quelle partie de l'économie mondiale et provoquer un nouveau retournement. Mais celui-ci peut avoir des causes internes au système financier. D'où la préoccupation soudaine des conséquences de la remontée des taux d'intérêt que le Trésor américain a dû accepter de payer lors des émissions récentes d'obligations à moyen terme. On ne sait pas s'il s'agit de l'expression d'un début de retrait des placements japonais ou d'une anticipation par les investisseurs de conditions économiques moins brillantes. Mais les effets bénins en temps normal, à savoir le mouvement de vente sur le marché secondaire des obligations des bons du trésor émis précédemment avec un rendement inférieur et la possibilité que des investisseurs prudents préfèrent se délester dès maintenant d'une partie de leurs actions pour se placer de nouveau en titres publics, provoquent une inquiétude très grande, dont le président de la banque centrale américaine (la Fed) s'est fait le porte-parole.

L'INDUSTRIE

D'ARMEMENT

AMÉRICAIN RENFORCE

SON AVANCE

A nouveaux contextes politiques,

nouveaux objectifs (c'est la Revolution in military affairs, nouvelle doctrine stratégique mise au pont par le Pentagone ces dernières années qui a désigné les nouvelles «missions» de l'OTAN), mais aussi nouvelles armes. L'amnésie qui a frappé ceux qui ont travaillé naguère sur le complexe militaro-industriel est consternante. Tout au long de la guerre froide, les armements nucléaires se sont empilés sans offrir d'utilisation aisée, en raison des risques de «destruction mutuelle assurée». Le nucléaire, parce que tout avait été focalisé sur lui, avait même contribué à négliger d'autres types de conflits, ce qui explique en partie les déboires du Vietnam. Le mettre en réserve supposait au préalable des avancées importantes dans l'électronisation des armes et la maîtrise complète des systèmes spatiaux. Tel fut le but du programme de recherche militaire très coûteux de la «guerre des étoiles», lancé en 1983. Il exerça une forte pression sur l'URSS, accélérant ainsi son effondrement, mais constitua surtout un immense laboratoire pour l'extension de la «révolution électronique» au champ de bataille. La guerre contre l'Irak a fourni une première occasion pour améliorer la furtivité des matériaux, la précision des guidages laser et les systèmes d'observation par satellite. Les opérations dans ce qui reste de l'ex-Yougoslavie en offrent une seconde. Dès l'automne un influent organe du complexe militaro-industriel annonçait à sa manière qu'une guerre en Yougoslavie était sinon programmée, du moins à l'ordre du jour (7). «Angéliques» sont ceux qui ne l'ont pas compris.

Au début de la décennie 90, certains ont voulu croire (notamment dans la mouvance du PCF et du «mouvement de la paix» qui n'a pas survécu

à l'effondrement de l'URSS...) que la fin de la «guerre froide» mettrait fin à la gigantesque accumulation de systèmes d'armes réalisée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les plus crédules annonçaient même la venue des «dividendes de la paix» et la mort lente (par reconversion) de l'appareil militaro-industriel qui s'était consolidé au cours de la «guerre froide» (8). Les systèmes d'armes déployés dans l'ex-Yougoslavie, parfois expérimentés pour la première fois dans un théâtre militaire, apportent à nouveau un cinglant démenti. On voit certains, sûrs de défendre une «cause juste», reconnaître néanmoins que la guerre est aussi l'occasion bien sûr «d'étrenner de nouvelles armes». Mais il faut être plus précis. Les opérations de l'OTAN marquent la conclusion d'une période de formidables concentrations dans le secteur de l'armement (portant sur plus de 60 milliards de dollars d'actifs entre 1993 et 1998) qui ont donné naissance à trois groupes industriels géants, Boeing-Mc Donnell, Lockheed-Martin et Raytheon. En 1999, ces trois groupes bénéficient de plus de la moitié des 50 milliards de dollars de commandes d'armes et de 35 milliards de crédits de recherche et développement inscrits au budget militaire. Ils ont reçu mission de mettre au point de nouveaux systèmes d'armes fondés sur l'utilisation des technologies de l'information et spatiales, dont la part est devenue majeure dans le budget militaire (les dépenses consacrées au C3I passeront de 44 milliards de dollars en 1999 à 56 milliards en 2005)(9). Mais également les technologies à utiliser au cas où à l'avenir les forces terrestres devraient malgré tout être engagées («cybercombattants»).

Les fonds de pension et de place-

ment financier ont été des participants actifs dans ce processus de fusion et ont été associés à l'architecture des groupes. La conception et la production d'armes offrent des taux de rendement élevés. Les actions des groupes à production aérospatiale font partie du noyau de valeurs dont la «santé» du Dow Jones est étroitement dépendante. Leurs activités ne dépendent pas seulement des orientations du Pentagone, mais se déroulent sous l'œil attentif des actionnaires. L'industrie a toujours eu des profits supérieurs à la moyenne, mais cette fois-ci il en va des intérêts des nouveaux actionnaires. Hautement rentables, les armes exigent des investissements très élevés, et pour amortir ceux-ci il faut que les débouchés suivent. L'«odeur de la poudre», sous la forme contemporaine des missiles de longue portée et des bombes larguées à partir des bombardiers intouchables, a pour effet l'augmentation immédiate des plans de charge des groupes (10). Aujourd'hui elle a pour effet de doper les actions des groupes, avec le danger d'effet boomerang comme on vient de le voir. Demain elle signifiera de nouveaux marchés pour les systèmes d'armes américains et un retard technologique encore plus fort des groupes européens de l'armement. Derrière tous les discours hypocrites sur la beauté de «l'alliance», une concurrence acharnée se livre entre les groupes militaires des différents pays. La marginalisation des militaires français dans les bombardements (le rôle de supplétifs qui leur est assigné) est le meilleur moyen pour le commandement militaire américain de sceller le sort des groupes français de l'armement. De sorte que ceux-ci sont loin de partager l'enthousiasme guerrier moralisateur pour la guerre de Chirac et de

Jospin (11).

Déjà, la guerre de l'Irak avait eu un formidable effet de démonstration sur les clients (du Moyen-orient, d'Asie du Sud-Est) et la marginalisation des exportateurs européens. Elle avait également servi de justification au maintien à un niveau élevé du budget militaire. Les niveaux de crédits et d'emplois industriels militaires des Etats-Unis des années 90 sont supérieurs à ceux du milieu des années 70. A son tour le budget militaire adopté pour 1999 est le premier à connaître une hausse de-

puis 1989. Le «legs» politique du Président Clinton est une augmentation du budget d'équipement et Recherche et Développement, qui passerait de 85 milliards de dollars en 1999 à 100 milliards en 2003 (12). Il annonce que les Etats-Unis n'hésiteront pas à relancer la production d'armement à grande échelle pour se sortir de la crise économique qui vient, avec toutes les conséquences que cette priorité a toujours comportées. L'impérialisme demeure une réalité ; la guerre contre la Serbie correspond à des besoins généraux

de domination du capital financier, comme à une série de besoins particuliers des Etats-Unis. Aujourd'hui comme dans le passé, la position face à la guerre commence à conduire à des clarifications politiques importantes. Faisons en sorte que ces clivages soient bénéfiques pour la «refondation» du mouvement ouvrier sur des positions anti-capitalistes et anti-impérialistes.

Notes

(1) C'est le terme utilisé par Michel Aglietta, membre très influent du Conseil d'analyse économique créé par Lionel Jospin en 1997, pour désigner les fondements du «régime de croissance» américain. Il en a défendu l'adoption par la France dans une publication récente de la Fondation Saint-Simon.

(2) Voir le numéro de Business Week au titre évocateur, «The Atlantic Century ?», February 8, 1999

(3) La lecture du livre de Zbigniew Brzezinski, Le grand échiquier, Bayard Edition, 1997 est édifiante, tout comme l'est l'article publié par Le Monde du 17 avril dans lequel il explique pourquoi la victoire totale de l'OTAN est nécessaire, quels que soient les

moyens que les Etats-Unis et leurs «alliés» (dont certains sont jugés «tièdes») doivent mettre en œuvre pour y parvenir.

(4) Paul Fabra, Les Echos, 2-3 avril, 1999. Fabra a récidivé dans Les Echos du 30 avril avec un article dans lequel il expliquait pourquoi la guerre est aussi un coup de semonce à l'égard de la Chine...

(5) Rubrique de Lex, 12 avril, 1999.

(6) Voir l'article de Patrice Geoffron, pourtant enclin à l'optimisme dans le supplément économique du Monde du 11 mai 1999.

(7) «Kosovo May Have Spurred Clinton's Budget Reversal», Defense News, October 5-11, 1998

(8) Pour une analyse de la place centrale des appareils militaro-industriels dans l'évolution économique et technologique, voir Claude Serfati, Production d'armes, croissance et innovation, Economica, 1995.

(9) «Pentagon's Battlefield C3I Spending to Surge», Defense News, February 22, 1999. (C3I signifie Command Computer Control Intelligence).

(10) Notamment celui de Raytheon, fabriquant des missiles de croisière Tomahawk. Voir l'enquête à New York du Nouvel Economiste, 9 avril 1999.

(11) A cet égard, voir par exemple les éditoriaux acides de Jean-Michel Quatrepoint dans Le Nouvel Economiste.

(12) «Industry will Benefit from Procurement Rise», Defense News, February 9-15, 1998

La guerre déclenchée par les grandes puissances de l'Otan dans la partie balkanique de l'Europe agit comme un révélateur implacable. La nature barbare du système capitaliste montre sa face guerrière à grande échelle tandis que la guerre économique du libéralisme se poursuit à l'échelle mondiale à coup de licenciements massifs, de suppression des acquis pour les salariés et les retraités, de maintien dans la précarité, le chômage et la misère pour une partie grandissante des classes populaires.

La guerre dans les Balkans : guerre impérialiste, défi pour le mouvement révolutionnaire

La guerre de l'Otan dévoile les positions fondamentales de tous les partis au service de la bourgeoisie et notamment de ceux qui participent au gouvernement. Elle provoque une vive inquiétude parmi les travailleurs et la jeunesse et une aspiration à en comprendre les enjeux. Les révolutionnaires marxistes sont les seuls en mesure de fournir les éclairages indispensables sur les causes et sur le sens de cette guerre. C'est une tâche fondamentale pour contribuer à leur donner les moyens de s'opposer à cette guerre, de supprimer le pouvoir de nuisance des puissances impérialistes et de prendre en mains les des-

tinées de la société à l'échelle mondiale.

LA GUERRE «MORALE»
POUR CACHER
LES OBJECTIFS D'UNE
GUERRE DE CLASSE

La guerre de l'Otan se mène sur plusieurs fronts. Sur le front médiatique, il s'agit de bombarder les esprits de considérations moralisantes, de les paralyser en montrant soir après soir le désarroi des réfugiés kosovars et, au-delà du cas de Milosevic, d'insinuer que les «méchants» sont les Serbes. C'est une opération de

«bourrage des crânes» qui complète celle des bombardiers de l'Otan. Car même sur le terrain humanitaire, il est flagrant que pendant près de quinze jours, aucune aide n'a été apportée par les belligérants occidentaux, comme s'il était nécessaire de les laisser dans le plus complet dénuement pour bien émouvoir l'opinion publique. Chirac et Jospin se sont singularisés parmi la cohorte des chefs de guerre de l'Otan par leur surenchère cynique en refusant dans un premier temps que des réfugiés kosovars foulent le sol français et en faisant en sorte que le plus petit nombre y soit accueillis. Il est aussi révélateur que des jeunes Serbes fuyant l'enrôlement dans l'armée de Milosevic n'obtiennent pas de visas pour se réfugier en France, faute de pouvoir prouver à l'administration leur état de déserteurs.

Comme toujours «la morale» est utilisée par les gredins impérialistes comme un rideau de fumée pour cacher leurs objectifs réels, inavouables à la population. «L'humanitaire» est une fois de plus le volet complémentaire obligé des aventures militaires. Il est destiné à prendre en otage l'opinion publique. Pour paraphraser Trotsky, les hautes doses de «morale» secrétées et injectées dans les médias par les commentateurs, supplétifs de l'Otan, indiquent aussi à quel point ils ont peur que la supercherie de cette guerre éclate au grand jour et entraîne en retour un mouvement d'hostilité à l'égard du gouvernement Chirac-Jospin (on ne saurait les dissocier désormais, compte tenu de leur accord total dans cette affaire comme sur tous les dossiers essentiels concernant la bourgeoisie française). La façon dont cette guerre est menée, le facteur d'accélération de la «purification ethnique» qu'elle a été,

les bombardements sur les populations civiles, les «bavures» à répétition y compris contre des convois de réfugiés kosovars, tout cela met suffisamment en évidence que le but poursuivi est très accessoirement le renversement de Milosevic et beaucoup plus certainement la volonté de terroriser et de briser les peuples de la région, voire au-delà. A partir du moment où les Etats-Unis et les Etats de l'Union européenne mobilisaient les grands moyens militaires dans le contexte particulièrement conflictuel en lui-même de l'ex-Yougoslavie, cette guerre ne pouvait être limitée a priori, ni dans le temps, ni dans l'espace. L'escalade à laquelle nous avons assisté en cinq semaines montre par de nombreux aspects, le caractère de fuite en avant, de prise de risques incontrôlés par les dirigeants de l'Otan. Ils préparent d'arrache-pied la guerre terrestre et, en attendant, ils intensifient la guerre aérienne pour briser la population serbe et pour que la résistance au sol des troupes de Milosevic ne se solde pas par des pertes importantes, préoccupés qu'ils sont d'exorciser progressivement le «syndrome du Vietnam».

Leurs calculs n'enlèvent rien au caractère d'emballement absurde de cette guerre. On retrouve sur ce terrain la même irresponsabilité et le même comportement de fuite en avant qui sont ceux des financiers spéculant sans frein et sans répit sur toutes les places boursières du monde, sans pouvoir prévoir ou empêcher un krach majeur, mais au contraire en rendant son explosion inéluctable.

Le système capitaliste étale ainsi sur tous les plans ses contradictions, le déchaînement de ses forces aveugles dont les bourgeoisies impérialistes sont elles-mêmes le jouet.

Ce système apparaît plus que jamais pour ce qu'il est : une gigantesque machine infernale susceptible d'entraîner toute l'humanité dans le chaos, si la classe ouvrière internationale n'y mettait bon ordre en la brisant à temps.

LES BALKANS, UNE ZONE DE FRACTURES CONDAMNÉE AU SOUS- DÉVELOPPEMENT PAR LES GRANDES PUISSANCES

Cette guerre a été l'occasion pour la grande presse de revenir sur le passé des Balkans, déchirés depuis des siècles par les rivalités et les haines nationales. Leurs préjugés s'étalent de façon plus ou moins ostensible sur ces peuples qui seraient voués par nature à une «culture de la violence». Que dire alors des nations française, anglaise, allemande et américaine qui ont été prises dans la mêlée de deux guerres mondiales au cours de ce siècle, sans parler des guerres coloniales, de la guerre du Vietnam, etc. ?

Evoquer l'histoire mouvementée des Balkans n'explique rien sur la situation actuelle si l'on fait l'impasse sur le rôle désastreux joué par les Etats impérialistes à l'égard des peuples de cette partie de l'Europe. Situés dans une zone de confrontation entre grands empires rivaux pendant plusieurs siècles, notamment l'empire ottoman et l'empire austro-hongrois, les peuples balkaniques ont rencontré des obstacles insurmontables qui ne leur ont pas permis de constituer des nations cohérentes et de bénéficier du développement de l'économie capitaliste qui se polarisait dans la partie occidentale de

l'Europe.

Les Etats capitalistes ont pris le relais des vieux empires pour utiliser ces peuples comme mercenaires ou les ont dressés les uns contre les autres pour les affaiblir ou pour désamorcer leurs révoltes. Ils leur ont imposé à plusieurs reprises des frontières aberrantes, multipliant à n'en plus finir les minorités nationales et les prétextes à affrontements sanglants, les classes dirigeantes locales voulant construire depuis le début de ce siècle «la grande Serbie», «la grande Albanie» ou la «grande Roumanie». Le mécanisme du «diviser pour régner» n'a pu fonctionner efficacement et aussi longtemps que dans la mesure où les Balkans étaient maintenus dans leur état de sous-développement par les impérialismes. La faible industrialisation n'a permis la création que d'une classe ouvrière fort peu nombreuse au milieu d'une immense paysannerie pauvre, constituée en grande partie de petits propriétaires en Yougoslavie. Faute d'une révolution démocratique bourgeoise victorieuse au XIX^e siècle ou d'une révolution prolétarienne victorieuse dans le sillage de la Révolution russe, non seulement les forces productives ne s'étaient pas beaucoup développées mais toutes les questions nationales étaient non seulement pas résolues, mais délibérément envenimées par les grandes puissances jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

**LE RÉGIME DE TITO A
PERMIS LA
COHABITATION DES
PEUPLES MAIS PAS
LEUR ÉMANCIPATION**

Ce n'est pas le lieu dans cet article

de faire un bilan d'ensemble du régime titiste. Constatons simplement que pour la première fois et pendant près de quarante ans les peuples de Yougoslavie ont cohabité ensemble, les mariages intercommunautaires se sont multipliés et la population a pu commencer à accéder à certains progrès de la civilisation moderne. Cela a été le résultat du sursaut de ces peuples au cours de la guerre, luttant contre l'occupation fasciste et nazie, contre l'Etat nazi des Oustachi croates et contre les Tcheniks défenseurs de la royauté serbe. Leur volonté de dépasser leurs divisions pour constituer une nation yougoslave a trouvé un débouché dans la petite armée de Tito et de ses compagnons, et c'est cette mobilisation populaire qui les a portés au pouvoir. Le régime de Tito, aussi dictatorial soit-il, a permis aux peuples de cohabiter, mais il ne pouvait en aucune manière permettre leur pleine émancipation. Et cela d'autant plus que la Yougoslavie titiste vivait avec de faibles ressources, à la jointure entre le bloc de l'Est stalinien et le bloc de l'Ouest capitaliste. Dans l'optique nationaliste qui était celle de Tito, l'indépendance politique de la Yougoslavie ne pouvait la mettre à l'écart des rapports de forces internationaux. Elle ne pouvait finalement la soustraire à la dépendance à l'égard de l'économie impérialiste.

**LES FORCES
BOURGEOISES INTERNES
ET EXTERNES QUI ONT
DÉSINTÉGRÉ
LA YUGOSLAVIE**

Il est de rigueur pour tous les anti-communistes de mettre sur le compte du «communisme» de Tito et de

ses successeurs, la responsabilité de l'éclatement de la Yougoslavie et de tous les drames qui l'ont accompagné. Outre le fait que les dirigeants nationalistes titistes n'étaient pas communistes et avaient assassiné des communistes authentiques pendant la Seconde Guerre mondiale, à savoir les trotskystes yougoslaves, leur thèse vise à gommer les causes fondamentales de l'éclatement de la Yougoslavie. Se tournant vers les échanges avec l'Occident, la Yougoslavie de Tito ne pouvait que subir de plein fouet les effets de la crise de la fin des années soixante-dix.

A la mort de Tito en 1980, le pays avait, banalement pourrait-on dire, les caractères essentiels d'un pays sous-développé sous la coupe du marché mondial et du FMI. Sa dette extérieure était de 22 milliards de dollars et l'inflation de 40 %. Un nombre important de travailleurs avaient immigré dans les pays riches pour fuir la misère. Les progrès économiques des années antérieures avaient surtout profité à une couche de privilégiés liés aux entreprises et à l'appareil d'Etat. Elle pilla l'économie yougoslave comme toute bonne bourgeoisie compradore qui se respecte. Que nombre d'entre eux aient été par nécessité membres du parti unique intitulé la Ligue des communistes de Yougoslavie ne changeait rien à leurs bonnes affaires. C'était une condition momentanée pour les réaliser. Les fortunes personnelles poussaient comme des champignons parmi eux. Ce sont les mêmes qui obéissaient aux ordres des créanciers du FMI. Ils exigèrent un traitement de choc à partir de 1983, consistant à limiter des importations, ce qui provoqua des pénuries sur des produits de base et surtout aboutit à bloquer les salaires et à licencier

massivement alors que l'inflation devenait galopante. C'était des recettes classiques appliquées à bien des pays du Tiers monde mais qui entraînaient en Yougoslavie une vague de luttes ouvrières de plus en plus menaçantes entre 1986 et 1988.

Ce fut le début du sauve-qui-peut pour les couches privilégiées. Paniquées par la menace d'une explosion sociale s'en prenant à leurs intérêts, elles s'accrochèrent à leurs positions, dans l'appareil d'Etat fédéral ou dans celui de l'une ou l'autre des six républiques constitutives de la Yougoslavie. Le nationalisme devint une carte maîtresse dans les mains de ces gens-là pour briser le danger d'un regroupement des forces de la classe ouvrière et pour dévoyer tous les mécontentements sociaux contre un autre peuple. Les bourgeois yougoslaves les mieux placés étaient ceux des deux républiques les plus riches, la Slovénie et la Croatie, qui avaient déjà réalisé depuis des années des affaires d'autant plus fructueuses aux dépens des autres républiques qu'ils s'étaient connectés avec les capitalistes allemands, autrichiens et italiens. L'effondrement de l'économie yougoslave en 1989, avec un taux d'inflation de 2 700 % et une série de dévaluations l'année suivante, ne pouvaient que stimuler les dirigeants nationalistes slovènes et croates à quitter ce navire en perdition. Comme cerise sur le gâteau des séparatismes slovène et croate, il leur suffisait de se dire démocrates et anticommunistes pour obtenir la compréhension des Etats occidentaux. L'Allemagne fédérale s'empressa de reconnaître leur indépendance proclamée en 1991, et les autres puissances impérialistes finirent par lui emboîter le pas. C'était la caution internationale au début de démembrement de la Yougoslavie.

Il suivait de peu l'éclatement de l'URSS. En complicité avec les bureaucrates ex-soviétiques convertis à l'économie de marché, les Occidentaux l'avaient encouragé dans la mesure où tombait ainsi le dernier vestige de la révolution ouvrière de 1917 et une barrière sur laquelle s'étaient appuyé pour exister de nombreux Etats dont la Yougoslavie, voulant échapper dans les années d'après-guerre à la domination sans partage du camp impérialiste. L'effondrement de l'URSS en 1990-1991 permettait la pénétration sans obstacle du capital en ex-URSS et surtout la possibilité pour lui de piller les richesses de la défunte économie soviétique. Ce changement dans le rapport des forces internationales fragilisait la Yougoslavie et accélérerait sa dislocation.

**MILOSEVIC,
UN BOURREAU
QUI MAINTIENT L'ORDRE
EN YUGOSLAVIE
SANS QUE
LES IMPÉRIALISTES
S'EN PLAIGNENT**

Au même titre que Saddam Hussein, Milosevic est un dictateur qui a joué pendant un temps des faveurs des grandes puissances. Elles ne lui contestèrent pas sa position de chef d'Etat à la fois de la fédération yougoslave réduite et de la Serbie. Milosevic, qui avait gardé le contrôle de la puissante armée fédérale et exploité la veine du chauvinisme grand serbe, joua sur les deux tableaux.

Il est une créature monstrueuse parmi d'autres de ce monde nouveau où, l'URSS disparaissant, le libéralisme règne sans partage sur le mon-

de. Mais ce système avait d'autant plus un besoin pressant de relais dictatoriaux. Leur rôle était de remplir les vides créés par cette situation et de tenir en respect les travailleurs et les peuples pris à la gorge par la crise et s'illusionnant sur un Occident apportant la démocratie et la prospérité.

Tudjman et Milosevic ont donc pu commettre avec leurs bandes armées les pires atrocités sans que les dirigeants des «démocraties» occidentales s'en émeuvent. Ils avaient chacun leurs supporters privilégiés mais de toute façon aucune grande puissance n'était vraiment contre eux. Ces derniers attendirent le résultat des massacres pour entériner les rapports de force. Ils n'intervinrent contre Milosevic que dans la mesure où cet homme d'ordre devenait à la longue un facteur de désordre. Il était de fait acculé à reprendre constamment l'initiative sur le plan militaire dans sa position fragile, constamment débordé sur sa droite, menacé par des mouvements sociaux en Serbie même, sans parler de ses difficultés à contenir la révolte du peuple kosovar. Les dirigeants américains et de l'Union européenne pensaient être arrivés à un point de stabilisation de Milosevic et de tous les chefs de guerre de l'ex-Yougoslavie avec les accords de Dayton de 1995. Ayant lâché ses amis ultra nationalistes en Bosnie et acceptant d'autant plus de signer ces accords qu'il gardait la haute main sur le Kosovo, Milosevic redevenait un homme de bonne compagnie sur la scène internationale.

La logique inexorable de répression du peuple kosovar a pris des formes de plus en plus sanglantes à partir de février 1998. Elle avait été tacitement couverte par les grandes puissances à Dayton et confirmée ensuite par le

refus réitéré par elles d'envisager l'indépendance du Kosovo. L'escalade dans la répression contre l'UCK au cours de l'année dernière n'a en aucune façon dérangé la « communauté internationale » jusqu'à l'automne dernier. Elle a laissé sa chance pendant des mois à Milosevic d'éradiquer l'UCK sans qu'il y parvienne. C'est ce qui a motivé les accords de Rambouillet pour endiguer Milosevic dans ses activités de répression au Kosovo qui conduisait à terme à une nouvelle déstabilisation pouvant entraîner la Macédoine, l'Albanie et le Monténégro.

QUELLE FORCE PEUT GARANTIR LE DROIT DES PEUPLES À

D'EUX-MEMES ?

Les révolutionnaires combattent tous les auteurs de guerre et dénoncent tout particulièrement ceux de leur propre pays, en l'occurrence pour nous le gouvernement Chirac-Jospin. L'extrême-gauche est en fait la seule force politique qui dénonce cette sale guerre en ex-Yougoslavie alors que le PCF, derrière ses discours ambigus, et les Verts, qui réclament une intervention terrestre, s'alignent sur la politique de Chirac-Jospin. Ce fait est en lui-même éclairant pour tous ceux au sein de la jeunesse et du monde du travail qui refusent cette guerre et qui ne peuvent trouver qu'auprès de l'extrême-gauche les réponses à leurs interrogations et le point d'appui pour exprimer leur protestation. Encore faut-il que les révolutionnaires de toutes les tendances prennent conscience qu'ils forment à eux tous le seul parti anti-guerre, un parti qui est loin d'être

à contre-courant des sentiments profonds de nombreux travailleurs.

Cette position commune fondamentale des révolutionnaires contre la guerre de l'OTAN et contre Milosevic et ses sbires ne les empêche pas de mener le débat entre eux sur certaines questions où des positions différentes et même divergentes existent. Sans passer en revue l'éventail de ces positions, il est évident que tous les militants révolutionnaires n'apportent pas la même réponse au problème du droit des peuples de l'ex-Yougoslavie à disposer d'eux-mêmes. Certains insistent sur la nécessité de l'indépendance du Kosovo. Le droit à l'indépendance du peuple kosovar ne saurait être contesté par aucun révolutionnaire, mais dans les conditions actuelles, il reste à préciser quelle force est susceptible de garantir une telle indépendance, quel contenu elle aurait et enfin si elle est réalisable actuellement sans que ce soit aux dépens d'autres peuples et en particulier des populations minoritaires du Kosovo. L'UCK, mouvement nationaliste se plaçant dans la perspective de la réalisation d'une grande Albanie, n'est en aucune façon une force de ce type, pas plus que l'ONU, qui n'est que la couverture internationale des puissances impérialistes. A l'aube du XXI^e siècle, les nationalismes sont les réponses les plus réactionnaires aux questions nationales non résolues par l'histoire. L'internationalisme est la seule réponse d'avenir à ces questions. Lui seul peut y apporter des réponses humainement et économiquement progressistes.

Seule l'union de tous les travailleurs des Balkans, en liaison avec ceux du reste de l'Europe, est susceptible de constituer dans l'avenir une telle force internationale. Elle ne serait pas une force d'interposition mais une

force d'intervention, balayant le pouvoir de tous les privilégiés et de leurs cliques militaires. Car c'est la première condition pour instaurer dans les Balkans une paix démocratique qui permettra au peuple kosovar comme à tous les autres peuples de vivre libres, de coopérer fraternellement dans un cadre social débarrassé de la cause essentielle de l'oppression qu'est le libéralisme et les Etats qui défendent sa logique infernale. Nous avons à y œuvrer ici même, dans une des principales citadelles de l'impérialisme.

Je suis en accord de fond avec le second point développé par le groupe de travail chômage/programme économique, intitulé «approche et premiers éléments concrets d'un programme pour la France», que nous discutons dans ces journées d'études consacrées à un «programme anti-capitaliste» d'urgence. Je me réjouis de la volonté de s'appuyer sur trois des éléments constitutifs de notre tradition nationale que sont les comités d'entreprise (je souscris aux propositions d'extension de leurs pouvoirs), la destination commune des propriétés (et donc l'éventuelle réquisition), la planification. Je souhaite ajouter un quatrième tremplin à une action anticapitaliste «à la française» : le salaire socialisé. Qu'est-ce à dire ?

Le salaire socialisé : une tradition anticapitaliste à

COTISATIONS SOCIALES ET GRILLES SALARIALES

Le salaire socialisé désigne le salaire dans ses deux caractéristiques de péréquation et de barème qui l'éloignent encore, dans les pays d'Europe continentale qui l'ont inventé, du salaire-prix du marché de la force de travail tel que le théorise la science économique et que le pratiquent plus ou moins des pays comme le Royaume-Uni :

▮ péréquation : aujourd'hui, sur les huit mille milliards de F. de produit national annuel, cinq mille (seulement) retournent aux salariés, dont trois mille sous forme de salaires directs et deux mille sous forme de co-

tisations sociales. Ces dernières constituent donc environ 40 % du salaire, et cette répartition macro-économique vaut aussi au niveau micro : au début des années quatre-vingt-dix, quel que soit le salaire direct (de un à quatre fois le plafond), la cotisation sociale représentait trente-huit pour cent du salaire total. Certes une partie des cotisations a été remplacée depuis par un impôt affecté, la CSG, et la proportionnalité de la cotisation a été battue en brèche s'agissant des bas salaires, marqués par de nombreuses exonérations. Mais cette dérive n'a pas jusqu'à présent remis en cause ce qui fait de la protection sociale un élément du salaire : son financement à l'occasion de l'emploi, par des cotisations propor-

tionnelles aux salaires directs versées aux caisses par les employeurs, cotisations immédiatement transformées en prestations individualisées.

▮ barème : plutôt qu'un prix, le salaire est un tarif. Cela vaut pour le salaire direct, qui obéit aux échelles indiciaires des grades des emplois publics, ou aux grilles des conventions collectives définissant les qualifications des emplois privés et largement homogénéisées d'une branche à l'autre, ou à la réglementation du salaire minimum. Cela vaut aussi pour le salaire indirect, dont les cotisations comme les prestations relèvent de dispositifs nationaux. Le salaire, plutôt qu'un prix de marché assurant un échange d'équivalents entre un travail individuel et une rémunération individuelle, est un barème (inter)professionnel qui assure une distribution politique tant du salaire direct que du salaire indirect, ces deux éléments inséparables et concomitants qui répondent à la même logique.

Ainsi, le salaire n'est pas la simple contrepartie de mon travail individuel. C'est la part qui me revient selon les conventions passées au niveau interprofessionnel dans la lutte pour le retour aux travailleurs du produit du travail collectif. Par exemple, le retraité ne touche pas la contrepartie de ses cotisations passées : sa pension a comme contrepartie le travail des actifs aujourd'hui, et c'est pourquoi elle doit être indexée sur les salaires comme l'est la pension de la fonction publique. De même, la distinction entre ressources contributives et non contributives n'a pas de sens, et nul ne peut dire : mon salaire est la contrepartie de mon travail, tandis que ton RMI n'est la contrepartie de rien du tout. C'est pourquoi il est nécessaire de préciser, quand

on revendique à juste titre comme le fait le texte de «débloquer immédiatement une allocation aux chômeurs», que cette allocation, comme le RMI et les autres minima sociaux, doit être financée par les cotisations sociales, elle doit être un élément du salaire socialisé.

Cela suppose donc de revenir sur les décisions qui depuis les années quatre-vingts ont successivement fait passer de la sécurité sociale au budget de l'Etat les minima sociaux comme le minimum vieillesse ou l'allocation aux adultes handicapés, jusqu'à tout récemment l'allocation de parent isolé. Par exemple, c'est au salaire d'assumer le droit au logement. Certes la proposition «d'étendre aux logements la sphère des réquisitions» (voir le document de Carré Rouge n°10) est tout à fait soutenable dans l'urgence. Mais une des lacunes essentielles de la sécurité sociale française est qu'elle n'a pas inscrit le logement dans les risques couverts. On trouve bien quelques allocations-logement en partie financées par les caisses d'allocations familiales, et pour le reste par le budget de l'Etat, mais pour l'essentiel le logement n'est pas un droit reconnu par la sécurité sociale, il reste à conquérir.

LE SALAIRE UNIVERSEL

Mais plus généralement, l'horizon d'un programme économique révolutionnaire dans le champ du revenu doit être selon moi le salaire universel, c'est-à-dire le fait que les employeurs assument par le salaire toutes les situations de hors-emploi, y compris en payant pendant trente ans des retraités «à ne rien faire», c'est-à-dire à vivre sans rien devoir à quelque employeur que ce soit, y compris en payant des personnes

qui, comme les handicapés congénitaux passés en 1975 de l'aide sociale à l'assurance-maladie, c'est-à-dire au salaire, n'ont jamais mis et ne mettront jamais les pieds dans une entreprise.

Pourquoi une telle insistance sur le salaire ?

Parce que, socialisé comme il l'est en Europe continentale au bout d'un siècle de luttes qui n'ont pas été que des échecs, loin s'en faut, il constitue le tremplin décisif d'une action anticapitaliste. Tremplin décisif pour plusieurs raisons que j'examine dans mon livre Et la cotisation sociale créera l'emploi, et que je résume ici. Le salaire socialisé :

▮ démontre l'inutilité de l'accumulation financière d'une période à l'autre pour assurer des engagements aussi massifs et de long terme que la retraite... et donc par extension pour assumer le financement de l'investissement, qui ne mobilise pas plus de capitaux, plus rapidement amortis. Le texte propose de manière très intéressante, pour l'immédiat, que les banques retrouvent leur fonction de «mise à la disposition des entreprises des formes de crédit bancaire qui leur sont nécessaires, sans profit, avec la simple facturation du travail correspondant», mais le modèle de la mutualisation du salaire fournit la piste de long terme d'une mutualisation de l'investissement.

▮ définit les salariés non pas comme propriétaires d'une force de travail dont ils récupèrent la valeur dans le salaire, quitte à payer un impôt de solidarité avec les exclus de ce «marché du travail», mais comme des membres du travailleur collectif participant à la distribution politique du salaire, essentiellement solidaires puisque c'est au moment où, par leurs cotisations, ils financent tous ceux qui sont en situation de hors-

emploi, qu'ils acquièrent eux-mêmes des droits individualisés au hors-emploi ;

n exprime l'imposition qui est faite aux employeurs de reconnaître de manière indissociable le temps de travail contraint et le temps de hors-travail, puisque la cotisation est une proportion, toujours plus grande avec les gains de productivité, du salaire direct. Autrement dit les travailleurs conquièrent le droit au temps, ils ne sont plus voués à leur destin de force de travail dont le temps se réduit au temps du capital.

CONTRE LA TYRANNIE

DES MARCHÉS POSER

LES SALARIÉS COMME

SUJET POLITIQUE

Conquête du temps sur le capital et donc dépassement de la subordination complète, dépassement du binôme propriété/solidarité par quoi les travailleurs intériorisent la logique du capital, mise en cause de l'accumulation financière : le salaire socialisé permet, à condition que les prétendus «droits sociaux» qui le construisent soient constitués en droits politiques, de poser les salariés comme sujet politique, comme salariat. Les salariés ne sont pas des citoyens abstraits, ce sont des citoyens d'une société capitaliste qui, parce qu'ils mènent leur lutte sur le terrain du salaire, assument sa contradiction et se mettent en situation de se poser comme des individus libérés du carcan du capital. C'est pourquoi l'obsession de la classe dirigeante est de faire reculer le salaire socialisé au bénéfice des deux formes traditionnelles de reconnaissance des travailleurs : la solidarité nationale pour les «faiblement employables» et la propriété

liée au travail pour les «inclus», la couche des salariés stables encore bénéficiaires de contrats à durée indéterminée.

C'est ce qu'exprime le texte lorsqu'il analyse «la reddition d'une partie de ceux dans les syndicats qui s'opposaient hier encore aux fonds de pensions privés» comme la conséquence de leur acceptation d'un recul sans retour de l'emploi, avec chômage permanent de quatre à cinq millions de personnes. Mais il faut bien voir que la mise en œuvre des fonds de pensions des uns n'est pas que la symétrique de l'organisation de «l'inemployabilité» des autres. La revendication d'un «droit au travail pour tous et à égalité de conditions» ne doit pas viser seulement les chômeurs ou les précaires. Car l'actuelle extension de l'Etat providence à coups de discriminations positives et de solidarité nationale va très au-delà de cette fraction de la population.

«Le programme anticapitaliste ne peut pas être un projet d'étatisation accrue de l'économie et de la société» : réaliser cette proposition du texte soumis à discussion ne passe pas seulement par la débureaucratization de l'Etat grâce à l'intervention des comités d'entreprises, cela passe aussi par un recul de l'Etat providence au bénéfice du salaire. La distribution politique du salaire relève de la «société civile», comme on dit, elle n'est pas une affaire d'Etat. «La "tyrannie des marchés" et "la dictature des créanciers" ne peuvent s'exercer qu'à l'égard de gouvernements qui s'endettent parce qu'ils ne veulent pas taxer la fortune et le capital, qui doivent refinancer en permanence leur dette publique en ré-émettant des bons du trésor...» : ce diagnostic porté par le texte en discussion est exact,

mais il faut le compléter en disant que la dette de l'Etat libéral d'aujourd'hui vient aussi de ce qu'il assure par l'emprunt des besoins qui devraient être couverts par le salaire. Au lieu de verser des salaires directs et des cotisations sociales qui sont perdues pour lui, le capital souscrit aux emprunts d'Etat et entretient une dette publique qui plombe les politiques publiques et lui assure une rente confortable.

Toutes les réformes de la protection sociale engagées depuis le gouvernement Rocard ont pour objectif de casser la sécurité sociale en deux. D'un côté un régime général de plus en plus financé par l'impôt et voué aux travailleurs de la réserve, ceux dont tant le travail que le hors travail sont reconnus à la fois par du salaire et de la fiscalité redistributive. De l'autre des régimes complémentaires de plus en plus financiarisés et voués aux héros positifs du capital, ceux dont tant le travail que le hors travail sont reconnus à la fois par du salaire et de l'épargne financière. Et ces deux piliers font système : toute dérive du régime général vers l'impôt s'accompagne de la promotion de l'épargne salariale.

Les libéraux de gauche actuellement au pouvoir prennent acte de ce rêve libéral d'une division de la population entre des travailleurs rentiers et des travailleurs allocataires et ils la rationalisent d'un point de vue de gauche. Ils estiment que le rapport de travail n'est plus le lieu central où se jouent la production et la répartition des richesses : le thème du «recul du rapport salarial» est à la mode. C'est dans la sphère financière que les travailleurs rentiers peuvent faire reconnaître leurs droits : aux syndicats de revendiquer la propriété des fonds de pensions pour participer à la gouver-

nance des entreprises. C'est dans celle de l'Etat-providence que les travailleurs allocataires peuvent obtenir une allocation universelle qui leur garantira des droits non stigmatisants.

Cela n'est qu'une rationalisation dans un langage «de gauche» d'une démission dans le long combat engagé par le mouvement ouvrier pour le salaire et l'emploi. Elle séduit nombre de militants syndicaux découragés par les échecs rencontrés face à la détermination de la classe dirigeante à faire recu-

ler le champ du salaire. C'est pourquoi d'ailleurs il me semble possible de dire que les libéraux de gauche sont aujourd'hui des dirigeants mieux placés pour faire la politique du capital que ne le sont les libéraux de droite. Et leur dénonciation, souvent virulente, par les multiples associations radicales qui apparaissent aujourd'hui n'est pas sans ambiguïté, car souvent ces associations naissent sur la base d'un rejet de «l'archaïsme de la lutte pour le salaire et l'emploi» dont témoigne par exemple le stupéfiant succès de

cet ouvrage halluciné qu'est L'horreur économique de Viviane Forrester. Que nous soyons indemnes de cette démission est à vérifier dans l'énergie que nous mettrons à lutter pour le salaire, contre le binôme fisco-financier et le dualisme social dont il est porteur.

En mai 1998, Lionel Jospin, arguant du « choc démographique inéluctable » demanda au commissaire général du Plan, Jean-Marie Charpin, de constituer une « Commission de concertation [...] destinées à préparer les adaptations nécessaires de nos systèmes de retraite » (citation de la lettre de mission, 29/05/1999) Tous les « partenaires sociaux » reconnus officiellement (ce qui exclut Sud et les autres syndicats du « Groupe des dix ») y ont participé et en avril, la commission vient de publier un rapport sur les retraites (le « rapport Charpin ») (1).

L'objectif du rapport Charpin : la destruction du système de retraites, conquête sociale majeure

«HYPOTHESES»ÉCONOMIQUES

OU PROGRAMME POLITIQUE ?

Les conclusions du rapport Charpin, sont que le « choc financier sur notre système de retraite est inéluctable ». Ce diagnostic d'un « choc démographique » aboutissant à « ce choc financier » est construit sur des à-peu-près, des présentations tendancieuses (2). Le mal viendrait d'un ratio retraités/actifs qui devrait s'élever considérablement continûment à partir de 2006, jusqu'en 2040. Cela creuserait un déficit du financement des retraites jugé « insupportable » par un gouvernement qui, en revanche, trouve parfaitement légitime que désormais, les sommes versées au capital financier au titre des intérêts de la dette publique soient

chaque année du même ordre (en 1999, 240 milliards de francs) que le déficit du régime de retraite « insupportable » prévu... pour 2020-30. Cependant, le trait le plus symptomatique du rapport, ce sont les hypothèses macroéconomiques utilisées pour justifier du « choc » financier. Les auteurs du rapport prévoient l'entrée dans une croissance économique incroyablement faible d'ici 2040 (+1,5 % de croissance annuelle du PIB, soit bien moins que dans la période 1973-98 : +2,5 % par an), qu'on peut pourtant analyser comme une période d'accumulation faible à caractère dépressif. Ces hypothèses sont conjuguées à celles d'un taux de chômage dont le niveau se situerait entre 9 % et 6 % (hypothèse opti-

miste) à partir de 2005. Au-delà de la question des retraites, les «non-dit» de ces hypothèses sont le degré de misère sociale auquel sont promis des millions de jeunes. De telles prévisions d'«experts», évidemment inconsistantes à un horizon aussi éloigné, constituent en revanche l'axe d'un programme politique pour les décennies à venir, celui de gouvernements qui seraient conduits à gérer cette évolution régressive du capitalisme, et qui consisterait à assurer la prospérité du capital financier et à faire face aux conséquences explosives qui naîtront de la catastrophe sociale.

Les mesures proposées par le rapport pour «préserver et consolider les régimes de retraite» consistent à :

- reculer l'âge de la retraite (65 ans),
- allonger la durée de cotisations nécessaire pour avoir le taux plein (42,5 ans, soit 170 trimestres d'ici 2019, contre 150 pour les fonctionnaires aujourd'hui, et 160 en 2003 pour les salariés du privé depuis la réforme Juppé),

- poursuivre «l'élargissement de l'assiette du financement du système à d'autres revenus des ménages» (par une augmentation de la CSG),

- et à promouvoir «la constitution d'un fonds de réserve investi partiellement en actions». Cela tombe bien, puisque le gouvernement a fait voter la création d'un tel fonds dans la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999...

La mise en œuvre de telles mesures signifierait qu'une majorité de salariés ne pourrait plus arriver au terme de la vie active avec une retraite décente. D'où les propositions de «compléter» la retraite par répartition (telle qu'elle existe en France) par le développement des fonds de pension, fondés sur la capitalisation. Le

rapport Charpin insiste sur le fait que «la technique de capitalisation pourrait apporter un complément utile à la gestion du système français de retraite».

L'ENJEU DE L'OFFENSIVE

CONTRE LES RETRAITES

Retraites par répartition, retraites par capitalisation : le débat n'est évidemment pas une question d'«experts». Comme le montre B. Friot (3) dans un récent travail, les retraites par répartition sont une composante du salaire socialisé. Dans le système par répartition, les salariés en activité cotisent pour d'autres salariés qui reçoivent une retraite. Aujourd'hui, en France, la masse de salaires représente aujourd'hui 5 000 milliards de francs (sur 8 000 milliards de francs de valeur ajoutée ou PIB), composée de 3 000 milliards de francs de salaires directs et de 2 000 milliards de francs de cotisations sociales, dont 1 000 milliards versées sous forme de retraite. Il s'agit donc d'un processus de péréquation nationale du salaire, au terme duquel les sommes sont immédiatement reversées. Son caractère de droit reconnu aux salariés en tant que corps collectif est même renforcé par l'obligation faite aux patrons d'assumer collectivement le coût financier des dommages sociaux, dont certains sont directement de leur responsabilité (licenciements, maladies professionnelles). Ainsi, ce système est la négation des mécanismes fondés sur une accumulation financière que chacun serait invité à réaliser sur des comptes d'épargne salariale, forme «française» des fonds de pension. On observe également que malgré les tentatives faites pour émuquer les différences, le système de retraite par répartition n'a rien à voir avec

une «redistribution» telle que peut la réaliser l'impôt qui transforme le salarié en bénéficiaire de la «solidarité nationale».

On comprend donc que le patronat et les gouvernements successifs n'aient eu de cesse de tenter de remettre en cause ce système. Pas à pas, depuis une dizaine d'années, les mesures ont été prises visant à substituer aux cotisations patronales le versement d'impôts, par exemple la CSG et la CRDS, qui sont pour l'essentiel supportés par les salariés. Les exonérations des cotisations sociales, qui concernent aujourd'hui des millions de jeunes, font ainsi passer ceux qui en sont victimes dans la catégorie des «assistés de la solidarité nationale». En ce qui concerne la retraite, une offensive de grande ampleur contre le système qui existe en France fut engagée par le gouvernement de M. Rocard (1991) avec la publication d'un Livre blanc. Ses recommandations furent mises en œuvre par le gouvernement Balladur à l'été 1993, puis par la réforme de 1995 du gouvernement Juppé, dont L. Jospin dit qu'elle avait fait perdre quatre ans à la France.

Depuis son installation, le gouvernement Jospin, avec une «méthode» qui lui est chère, a développé des dispositifs qui permettent de prolonger et d'amplifier les mesures de destruction du système de retraites prises par ses prédécesseurs. Comme le rapport Charpin, le gouvernement présente le développement des fonds de pension comme un «étage supplémentaire» du financement des retraites, venant en complément de la cotisation et de l'impôt. Pour les raisons qui viennent d'être rappelées, il s'agit d'un mensonge. Tout comme la fiscalisation des ressources de la sécurité sociale, l'épargne salariale n'a rien à voir

avec le salaire socialisé. Elle vise au contraire à transformer le salarié en rentier, dont la rémunération serait conditionnée par les performances boursières. C'est une tentative fort ancienne dont Marx montrait les dimensions politiques et économiques. «La caisse d'épargne est la chaîne d'or par laquelle le gouvernement tient une grande partie des ouvriers. Ceux-ci ne trouvent pas seulement de cette manière intérêt au maintien des conditions existantes. Il ne se produit pas seulement une scission entre la partie de la classe ouvrière qui participe aux caisses d'épargne et la partie qui n'y prend point part. Les ouvriers mettent ainsi dans les mains de leurs ennemis mêmes des armes pour la conservation de l'organisation existante de la société qui les opprime. L'argent reflue à la Banque nationale, celle-ci le prête de nouveau aux capitalistes et tous deux se partagent le profit, et ainsi, à l'aide de l'argent que le peuple leur prête à vil intérêt – et qui ne devient un levier que grâce à cette centralisation même – ils augmentent leur capital, leur domination directe sur le peuple» (4).

UNION NATIONALE POUR DES FONDS DE PENSION « À LA FRANÇAISE »

Ce mécanisme est déjà à l'œuvre et a déjà fait de sérieux ravages, créant la «scission» dont Marx parlait, entre les salariés à emploi stable pouvant acheter de l'assurance-vie ou des parts de SICAV et ceux, précaires et smigards quand ils ne sont pas chômeurs, à qui la possibilité est fermée. Avec les fonds de pension, il s'institutionnaliserait. La bonne compréhension que le patronat français a de ce mécanisme de «domination direc-

te sur le peuple» (compréhension éclairée par les publications de la Fondation Saint Simon ou du Conseil d'analyse économique créé par Lionel Jospin) est l'une des raisons derrière la campagne conduite sans relâche pour fonds de pension «à la française». La campagne est menée par le MEDEF, et de façon plus déterminée encore par les institutions financières qui en constituent le noyau central (Denis Kessler, qui est devenu le véritable dirigeant politique du MEDEF, est le président de la fédération française des sociétés d'assurance). Le patronat a réclamé les privatisations et la libéralisation et la déréglementation financière. A mesure que l'Etat se désengage et que la pression des capitalismes plus puissants se fait plus forte dans le cadre de la mondialisation du capital, la cohésion du patronat français s'est singulièrement lézardée. L'une des conséquences est que les «noyaux durs» voulus par le gouvernement Balladur ont volé en éclats (5) et que les fonds de pension et fonds mutuels étrangers (essentiellement anglo-saxons) contrôlent en 1998, selon les estimations, de 30 à 40 % du capital des grands groupes français. La dislocation des «noyaux durs» met en péril certains des mécanismes d'auto-recrutement et de reproduction sociale des sommets de l'Etat et du capitalisme par le truchement des grands corps de Polytechnique et de l'ENA. L'établissement de fonds de pension prétendument «à la française» aurait, nous dit-on, l'effet de permettre aux dirigeants et actionnaires français de ces fonds de consolider la base financière du capitalisme français (ce serait là également l'objectif de l'OPA de la BNP, soutenue semble-t-il par le gouvernement, sur la Société générale et Paribas).

Le caractère «à la française» des fonds de pension signifie donc que leur existence reposerait sur des prélèvements qui seraient réalisés sur les revenus des salariés des entreprises résidentes en France, et qu'ils seraient dans la mesure du possible contrôlés par les élites nationales, permettant aux classes dirigeantes du capitalisme français de prendre toute leur part et d'améliorer leurs positions dans la consolidation du capital financier qui, depuis deux décennies et grâce aux politiques de déréglementation des marchés financiers (6), a repris directement les leviers de commande de l'économie mondiale.

Le capital financier, dont la puissance concentrée se trouve aujourd'hui du côté des fonds de pension et mutuels, s'intéresse désormais directement à la création et à l'appropriation de la valeur, donc à la mise en œuvre des capacités de la force de travail. Ces fonds de placement sont aujourd'hui les actionnaires majoritaires des grands groupes multinationaux engagés dans la production aux États-Unis et au Royaume-Uni. L'objectif des nouveaux critères de gestion qu'ils ont introduits, tels que le «gouvernement d'entreprise» et la création de «valeur actionnariale», est celui qui a toujours rythmé l'évolution du capitalisme : obtenir toujours plus pour le capital, toujours moins pour le travail. Et cela alors que la crise économique qui ravage une partie de la planète fera sentir ses conséquences en Europe. Le capital financier, revenu en force depuis les années quatre-vingt, est bien le mode d'existence du capitalisme contemporain.

PARTICIPER AU RENFORCEMENT DE LA

«CHAÎNE D'OR» ?

A la sortie de la Seconde Guerre mondiale, dans le contexte de l'effondrement d'une part importante des institutions composant l'appareil d'Etat, les grands combats ouvriers qui prirent directement pour cible la domination du capital ont contraint alors la bourgeoisie française à céder beaucoup, plutôt que de tout perdre. Le rapport de force en faveur des salariés aboutit à la création de la sécurité sociale, à l'extension de la retraite par répartition, parfois même à la place de systèmes de capitalisation qui existaient avant-guerre pour certains salariés (7). Il s'agit aujourd'hui de mettre fin à cette situation en détruisant les régimes existants de retraite, et sur les décombres, de développer un système fondé sur l'accumulation financière pour les catégories de salariés qui en auront les moyens.

Aujourd'hui, accepter la «chaîne d'or» (à très faible carat, bien sûr) des fonds de pension revient à entériner la transformation du salarié en un épargnant détenteur de portefeuille, le privat de son appartenance à une classe, dont les revendications et actions collectives ont donné leur caractère «socialisé» au salaire (8). La conséquence en serait, comme le rappelle Marx, une division profonde entre les salariés, à laquelle contribuent déjà les mesures de fiscalisation des cotisations sociales, qui est revendiquée depuis des années par l'ensemble des dirigeants des organisations syndicales et ceux du PS et du PCF, farouches partisans de la CSG, et pour les plus «radicaux» l'élargissement de son assiette aux revenus du capital pour «sauver le régime par répartition». Certains partisans de la fiscalisation du régime général annoncent leur opposition aux fonds de pension,

alors que l'«un ne va pas sans les autres», ainsi que le montre l'analyse de Bernard Friot (op. cité). Mais d'autres responsables de «gauche», moins gênés, revendiquent la création de fonds de pension. Certains le font au nom d'une logique de prédation rentière qui fleure bon la «belle époque», celle où la France était encore une puissance impériale. «Le véritable apport des fonds de pension, c'est permettre la croissance extérieure... En participant par exemple au financement de la croissance d'un pays comme la Chine, les fonds de pension prélèveront sur la production intérieure brute chinoise. Cette idée n'a rien de "néo-impérialiste" [sic]. Il est logique que, si l'épargne, dégagée par les fonds de pension, contribue au financement de la croissance d'un pays, il y ait un retour à travers les revenus du capital» (9). Cet article était écrit par un député socialiste à un moment où la dévastation des pays d'Asie du sud-est produite par les institutions du capital financier mondialisé était déjà évidente (augmentation de 50 millions du nombre de chômeurs officiellement recensés par le BIT).

Robert Hue se déclare également partisan des fonds de pension, à condition qu'ils «soient à la française». Il déclare : «Je ne suis pas hostile au principe de la création d'un fonds de réserve [au moment de l'interview de Robert Hue, on n'en est plus au "principe", mais à sa mise en œuvre, cf supra] ... Je suis, en France et en Europe, pour une politique sociale de résistance à l'hégémonie américaine en matière de fonds de pension». Déjà, des représentants élus de la CGT mettent en œuvre cette «politique de résistance à l'hégémonie américaine» (10). Une telle position feint de comprendre que, ainsi que l'écrit Pierre Khalfa, «l'introduction

des fonds de pension, loin d'être le complément harmonieux d'une répartition consolidée, en serait le fossoyeur» (11).

Le gouvernement comme les dirigeants du MEDEF se souviennent de décembre 1995, ils savent le potentiel explosif que contient une offensive frontale contre le système de retraite. De commissions d'«experts» en séances de concertation avec les dirigeants syndicaux, puis en «expérimentation sociale» dans les grands groupes multinationaux, dont la (provisoire) bonne santé repose entre autres facteurs sur leurs capacités à ponctionner une partie de la valeur créée par les salariés employés dans les petites entreprises, y compris celles situées en France, tout est fait pour avancer prudemment mais obstinément vers une extension des fonds de pension.

Notes

- (1) Publié à la Documentation française.
- (2) On trouvera une critique minutieuse et argumentée des hypothèses économiques sur lesquelles est fondé le rapport Charpin dans le travail collectif demandé par la Fondation Copernic à un certain nombre de chercheurs et syndicalistes, P. Khalfa et P.-Y. Chanu (coordonné par), Les retraites au péril du libéralisme, Syllepses, 1999
- (3) B. Friot, Et la cotisation sociale créera l'emploi, La Dispute, 1999.
- (4) K. Marx, Travail salarié et capital (annexe point 6).
- (5) Par «noyaux durs», on entend un système de participations croisées permettant aux groupes de contrôler leur actionariat.
- (6) Le gouvernement de L. Fabius a très tôt pris des mesures visant à faciliter la liberté de manœuvre du capital financier. En 1985, le ministre des finances, Pierre Bérégovoy, prit une série de mesures tout à fait importantes allant dans ce sens.
- (7) En 1947, la création de la retraite complémentaire des cadres, l'AGIRC, a fait passer

les salariés qui étaient liés avant la guerre «de l'univers de la rente à celui de la pension en répartition indexée sur les salaires directs».

(8) La même offensive pour dépouiller le salarié de son appartenance à une classe se mène également dans les entreprises et contre le salaire direct, avec la généralisation de l'individualisation des salaires, de la notion de compétences opposée à celle de qualification, etc.

(9) J.C. Boulard, «Réflexion faite, oui aux fonds de pension» , Le Monde, 13/11/1998

(11) Par exemple à Thomson-CSF, où ils ont créé une «associations de défense des salariés actionnaires».

(11) P. Khalifa et P.-Y. Chanu, op. cité, page 181

Un lecteur de Carré Rouge, dont les fonctions exigent qu'il garde l'anonymat, a accepté de nous préparer cette note qui rend compte de deux livres qui aideront à argumenter la défense du système des retraites.

Matériaux pour la défense du système des retraites

Deux ouvrages récemment parus et assez complémentaires arrivent fort opportunément pour alimenter un débat confisqué jusqu'à présent par les experts au profit de la pensée unique. Il s'agit respectivement du livre collectif écrit par des syndicalistes, des praticiens, des chercheurs et des universitaires sous l'égide de la fondation Copernic intitulé : Les retraites au péril du libéralisme, et de celui de Jacques Nikonoff au titre évocateur : La comédie des fonds de pension (1). Il faut saluer la vertu pédagogique des livres par rapport à des questions qui peuvent paraître quelque peu ardues. La présence de syndicalistes cégétistes et cédétiste écrivant à titre personnel ne fait que souligner l'absence de prise de position claire (et même de réflexion) des confédérations auxquelles ils appartiennent. Il n'y a que Pierre Khalfa qui exprime des positions partagées par les syndicats de Sud dont il est un militant actif.

Le premier mérite de ces deux ouvrages est de jeter un pavé dans la mare du conformisme de la pensée économique, en dénonçant la vision catastrophiste, relayée par les médias de manière générale, qui a sous-tendu jusqu'à présent les travaux du Commissariat Général du Plan en France. Et de montrer que derrière le caractère apparemment technique des hypothèses retenues et des projections établies par ces experts, se

cachent en réalité des choix de société fondamentaux, rappelant une fois de plus s'il en était besoin que l'économie est éminemment politique.

Jacques Nikonoff rappelle en particulier le contexte de montée en puissance de la pensée néolibérale, qu'il n'hésite pas à qualifier de «révolution blanche», portée par les organisations internationales telles que l'OCDE et surtout la Banque mondiale. Cette dernière a en effet circonscrit étroitement les termes du débat sur les retraites à des enjeux exclusivement économiques, donnant ainsi le ton des réformes ou des débats en cours dans la plupart des pays. S'étant porté au devant des désirs des grandes institutions financières et trouvé l'appui idéologique de leurs représentants, cherchant à tirer profit du développement d'un «marché des retraites», le modèle de la Banque mondiale (les «trois piliers») s'est imposé comme l'étalon à l'aune duquel toute réforme devait être pensée (2). Voulant à toute force faire rentrer les questions de retraite dans les mécanismes de marché, et en particulier dans le monde de la finance, alors qu'il s'agit d'un domaine, la protection sociale, qui a été construit pour mettre précisément ses bénéficiaires à l'abri des défaillances de marché, ce débat a totalement évacué le fait que les systèmes de retraite sont avant tout les produits d'une construction sociale et historique propre à chaque pays et aux forces

sociales et politiques qui leur ont donné corps.

Ce constat vaut, on l'admettra, tout particulièrement pour la France. N'appartient-il pas à l'Etat, plutôt qu'au marché, de subvenir aux besoins des travailleurs vieillissants qui ont contribué, leur vie active durant, à l'enrichissement du Produit Intérieur Brut ? Et n'en va-t-il pas du progrès social, de l'intérêt général et de la cohésion d'une société que celle-ci mette en œuvre des mécanismes de solidarité entre générations, autant qu'entre riches et pauvres, malades et bien portants, etc. ?

Dès lors, la question des retraites ne relève pas tant de problèmes techniques ou financiers qui ont été volontairement amplifiés que de choix politiques quant à la répartition des richesses et à l'affectation des gains de productivité. Ainsi ces deux ouvrages relativisent le poids des arguments démographiques dans ce débat. Selon les experts du CGP, la détérioration du ratio nombre de retraités/nombre d'actifs est telle qu'elle entraînera automatiquement un déficit du régime de base des retraites. Déficit qu'il convient de prévenir en portant progressivement la durée des cotisations à 42,5 ans pour tout le monde, c'est-à-dire pour les salariés du secteur privé comme pour ceux du secteur public, et en introduisant une dose de capitalisation, via la constitution d'un fonds de réserve.

C'est oublier, nous disent les auteurs de ces deux ouvrages, que :

1/ l'augmentation de la population des retraités sera en partie compensée par la diminution du nombre de jeunes à charge des actifs ;

2/ que la question du financement des retraites est étroitement liée à celle de l'emploi. Or comment ne pas voir que porter à 42,5 ans la durée de cotisation pour avoir accès à une retraite à taux plein, alors même qu'une telle mesure renforcerait le phénomène d'éviction des jeunes du marché du travail, suppose de pouvoir offrir du travail à ces salariés vieillissants dont seul un tiers parviennent à l'âge de 65 ans dotés encore d'un emploi. A moins de considérer qu'ils choisiraient de partir avant, mais avec une retraite diminuée, ce qui revient à entériner une baisse des retraites.

Les prévisions des experts du Plan sont faites à partir d'hypothèses éminemment contestables : celles d'un taux de chômage de 9 % à partir de 2005, et d'une croissance du PIB très lente se stabilisant autour de 1,5 % en 2015. Et de ce point de vue, comment admettre que la capitalisation puisse venir en appoint de la répartition ? Car la capitalisation, contrairement à la répartition, dépend des rendements obtenus sur les marchés financiers. Or comment d'un point de vue macroéconomique soutenir qu'on peut avoir un rendement des actifs financiers durablement supérieur à celui du taux de croissance de l'économie, et d'un point de vue politique admettre que la déformation dans la répartition des revenus puisse se faire durablement au profit des rentiers et au détriment des salariés ?

Par rapport à cette question, le livre de Jacques Nikonoff est salutaire. Connaissant bien le système américain par capitalisation, l'auteur met en garde contre les comparaisons sim-

plistes et trompeuses. Il insiste sur le danger que constituent les fonds de pension et les fonds mutuels américains pour la stabilité des marchés financiers au plan mondial. Ce sont eux qui aujourd'hui sont devenus les principaux opérateurs sur ces marchés et décident de l'affectation d'une partie croissante de l'épargne américaine et mondiale. Ils sont le marché. Ce sont eux qui en France sont devenus les principaux actionnaires des grandes entreprises et ce faisant, ont mis en avant les impératifs de rentabilité financière et de maximisation de la valeur boursière de l'entreprise. De ce fait, seuls les intérêts de ces actionnaires sont pris en compte, au détriment de ceux des salariés qui perdent ainsi tout droit de regard sur le partage des gains de productivité. L'entreprise n'est plus dans ce contexte considérée un tant soit peu comme un bien commun ou citoyen, mais sa seule raison d'être est de procurer des dividendes et des plus-values aux actionnaires.

L'auteur balaie l'idée que ces salariés, en devenant actionnaires eux-mêmes, pourraient reconquérir le terrain perdu et contrôler l'usage qui est fait de leur épargne par les investisseurs institutionnels. Contrairement à Michel Aglietta qui défend la thèse d'un nouveau régime de croissance patrimoniale (3), où les salariés auraient so-disant leur mot à dire sur l'orientation des investissements, Jacques Nikonoff montre qu'il n'en est rien. En effet, aux Etats-Unis, les salariés bénéficiaires de régimes de retraites professionnels (fonds de pension), au demeurant fort inégalitaires puisqu'ils se limitent principalement à ceux qui travaillent à temps plein dans les grandes entreprises, accumulent soit des droits à retraite, soit une épargne dont ils ne contrôlent en rien l'investissement. Plutôt que d'un capitalisme patrimonial, il s'agirait selon lui d'un

«capitalisme fictif», au sens où il repose sur la confiance des épargnants et sur l'accumulation de titres-papier par les grandes institutions financières. Dès lors, c'est une nouvelle étape dans la libéralisation financière qui est franchie et qui est en voie de s'internationaliser avec l'extension des fonds de pension, au profit principalement des Etats-Unis, seuls à même de capter et de détourner à leur profit une part croissante de l'épargne mondiale. Et une menace grandissante pour une économie mondiale déjà bien mal en point, alors même que les risques d'un krach financier aux Etats-Unis sont à nouveau d'actualité, avec la conjonction entre la bulle sur le marché des actions et la remontée des taux longs outre-Atlantique.

Notes

(1) Pierre Khalfa et Pierre-Yves Chaunu (coord.), Les retraites au péril du libéralisme, Syllepse, Paris, 1999, et Jacques Nikonoff, La comédie des fonds de pension, Arléa, Paris, 1999.

(2) Voir Banque mondiale, Averting the Old Age : Policies to Protect the Old and Promote Growth, Washington D.C., 1994, où il est recommandé l'institution d'un système à trois piliers. Premier pilier, obligatoire : un système public d'assistance, financé par l'impôt, et chargé de verser un minimum vieillesse fixé à un bas niveau, puisque le rapport avance le chiffre de 20 % du salaire moyen. Second pilier, obligatoire : le cœur du système repose sur des comptes d'épargne individuels financés par des cotisations obligatoires et gérés par des institutions financières. Troisième pilier, facultatif : l'épargne individuelle permet à chacun de compléter, comme il l'entend, les piliers obligatoires.

(3) Pour une présentation des positions de Michel Aglietta à un public large, on lira son entretien avec Olivier Mongin dans Esprit novembre 1998, sous le titre «Nouveau régime de croissance et progrès social».

La question centrale de toute situation dans laquelle les mouvements, les grèves et les luttes se multiplient est celle de leur débouché politique. Je soumetts au débat dans Carré Rouge mes propres conclusions provisoires des discussions que nous menons à plusieurs autour du bulletin politique Liaisons. Celui-ci réunit des militants syndicaux et politiques de diverses appartenances habitant dans la Loire, la Haute Loire et le Puy de Dôme.

Problèmes politiques autour de la question

LE GOUVERNEMENT

JOSPIN,

«GOUVERNEMENT

DE GAUCHE» ?

«... Le gouvernement Jospin, même si l'on peut considérer qu'il fait bien souvent une politique décevante, est le gouvernement de la gauche, rassemblant la plupart des composantes de cette gauche.» (Démocratie et Socialisme, revue de la Gauche socialiste d'avril 99) En vertu de quoi, attaquer ce gouvernement serait attaquer l'ensemble de la «gauche», position qui conduit ses tenants à renier certaines des idées qu'ils ont défendues ces dernières années dans les rangs du parti socialiste, notamment contre le traité d'Amsterdam dont l'application ne leur pose plus

problème.

L'expression politique immédiate de ce qu'il ne faut pas appeler aussi vaguement la «gauche», car il s'agit du mouvement réel de la classe des salariés, actifs, retraités, chômeurs et jeunes, tel qu'il s'est manifesté depuis décembre 1995, est la majorité PS-PCF que ceux-ci ont portée à l'Assemblée nationale. Le fait que Lionel Jospin soit Premier ministre a répondu à une volonté démocratique majoritaire, mais de façon tronquée et trompeuse. La démocratie appliquée entièrement et jusqu'au bout, exigeait bien le départ de Chirac. Jospin a été imposé à Chirac par la volonté populaire, là est sa légitimité. Mais il a accepté d'être le Premier ministre de Jacques Chirac, dans le «respect des institutions de la V^e république», là est la première néga-

tion de cette volonté majoritaire. Au nom de la cohabitation, le traité d'Amsterdam dénoncé par Lionel Jospin pendant la campagne cadre dès le début toute la politique du gouvernement.

Très vite il s'avère que la politique de ce gouvernement prolonge et parfois aggrave celle de l'ancien gouvernement Juppé. Le ministre Strauss-Kahn est l'homme du traité d'Amsterdam, des critères de Maastricht et des fonds de pension «à la française». Le ministre Allègre est l'homme de la haine poujadiste et réactionnaire des enseignants et de la culture, le plus marqué à droite par ses actes de tout le gouvernement, alors que ses actes sont ceux de tout le gouvernement. Le ministre Chevènement devient l'homme du maintien des lois Pasqua-Debré, tandis qu'une «reprise en main»... mafieuse et barbouzarde de la Corse semble avoir été inspirée par les «hommes de Matignon», reprenant à leur compte les traditions de la V^e République et tombant sur plus expérimentés qu'eux... Et c'est aussi le ministre Gayssot qui devient l'homme des «ouvertures de capitaux» d'Air France aux Télécoms, et jusqu'à la ministre Voynet qui, pendant que les lobbies des sociétés de chasse et des céréaliers font diversion avec la complicité des services de police, concocte le démantèlement des communes rurales et des services publics dans le cadre des «pays» et des «régions». Sans oublier la ministre Aubry. Elle poursuit avec acharnement l'application difficile du plan Juppé, de concert avec son sous-ministre Kouchner. Mais son action est associée surtout aux mesures qui devaient incarner le fait que malgré tout, la gauche était bien au pouvoir, que malgré tout, des changements allaient dans le sens

d'une solution du chômage : les emplois-jeunes et les 35 h.

Aujourd'hui, qui est dupe des emplois-jeunes ? Depuis le mouvement lycéen de septembre-octobre 1998, qui réclamait des profs et des pions et auquel il fut répondu notamment par la création de nouveaux emplois-jeunes, leur rejet est devenu le point de vue populaire le plus répandu. Les emplois-jeunes, c'est l'utilisation du chômage pour imposer les CIP de Balladur, combinée à la préparation de la destruction des statuts des salariés de l'Etat. Ce sont les 35 h. qui ont semblé porter le plus d'espoir, espoir qui, s'il n'existe plus dans la masse des salariés, persiste encore assez souvent chez les militants syndicaux. Les hurlements de ce qui s'appelait alors encore le CNPF ont renforcé ces espoirs à gauche et ce désir de pouvoir avoir confiance en Lionel Jospin. Or, la loi Aubry ne reflète ni ce rapport de force, ni les promesses électorales, ni l'effet d'annonce du 10 octobre 1997, sauf son article Premier sur la durée légale du travail. Pratiquement tout le reste de la loi ne vise qu'à donner le cadre de négociations permettant aux entreprises d'accroître la flexibilité, d'autant plus que les dispositions se combinent avec celles de la loi Giraud non abrogée. Depuis le vote de la loi Aubry, les accords de branche signés ont tous ce caractère de destruction de pans du droit du travail et de porte ouverte à la flexibilité et à l'annualisation, qu'il s'agisse de celui, «maudit» par la «gauche plurielle», du CNPF et de FO dans la métallurgie, ou de celui, «béné» par elle, signé par les trois confédérations (CGT, CFDT, FO) et le patronat dans le textile. Le patronat a parfaitement maîtrisé l'utilisation de cette loi. Il a transformé le CNPF en MEDEF pour mieux faire de l'«entreprise» le

cadre des «relations sociales nouvelles», ainsi que le demande Madame Aubry et que la Convention entreprise du PS l'a avalisé en partie...

LE CARACTERE DES

MOUVEMENTS DES

DERNIERS HUIT MOIS

L'ensemble du salariat, actifs, retraités, chômeurs, jeunes, ont fait de mois en mois une double expérience politique : celle d'un gouvernement prétendant les représenter, dans lequel siègent, en effet, la plupart des composantes de la «gauche», et qui les combat, parfois ouvertement comme Allègre avec les enseignants, parfois insidieusement, dans tous les cas avec une grande force de nuisance ; et celle d'une majorité de députés qui ont tout avalé, tout voté (sauf pour certains sur le traité d'Amsterdam, mais leur refus a été vide de toute portée réelle, justement parce qu'ils ont voté par ailleurs toutes les mesures concrètes liées à ce traité). C'est cette expérience qui a commencé à déboucher depuis cet automne sur la montée des grèves et des manifestations, exprimant la conscience que rien de bon ne viendra d'en haut.

Il ne s'agit pas de se dire que commence forcément un mouvement conduisant vers l'explosion sociale ou la grève générale à brève échéance. En revanche il s'agit bien de comprendre qu'a commencé un mouvement extrêmement profond se dirigeant vers l'intervention directe des exploités pour régler eux-mêmes leurs problèmes. Annoncé par les chômeurs, c'est avec la jeunesse lycéenne que ce mouvement profond a commencé à peser sur la situation politique. Son principal foyer a été l'Education nationale, lieu straté-

gique en France pour les relations sociales, l'organisation de l'Etat et la mobilisation de la jeunesse. L'enjeu de la crise qui s'y déroule dépasse de loin la seule Education nationale. Elle met au pied du mur tout militant de gauche, car ici, le choix est soit de combattre avec les salariés et les jeunes et contre le gouvernement... ou de faire l'inverse. Sans doute est-ce pour cela qu'au sein de la «gauche» des faits aussi importants que les 80 000 manifestants du 20 mars (chiffre officiel provenant après coup des RG) doivent être passés sous silence ou niés ...

Parallèlement à ce mûrissement profond parmi les salariés, se produit à nouveau une poussée vers l'unité chez les militants syndicaux. Les dirigeants de la CGT et de la CFDT voudraient lui donner la forme d'une unité pour «l'emploi» dans le cadre d'un soutien éventuellement critique (ça ne mange pas de pain...) à la loi Aubry et à la politique gouvernementale, tâche plus difficile à appliquer sur le terrain qu'à décliner à la tribune des congrès. A l'heure où sont écrites ces lignes, la grève s'étend spontanément à la SNCF malgré les efforts faits par les fédérations CGT et CFDT pour l'empêcher. Ce n'est pas, pas plus que chez les enseignants, un mouvement «corporatiste» (sauf en ce qu'il défend des revendications catégorielles parfaitement légitimes), mais un mouvement extrêmement politique : cette fois-ci, le premier grand mouvement de masse directement dirigé contre les conséquences de la loi Aubry, dans un secteur dont sont issus le ministre PCF des transports et le nouveau secrétaire général de la CGT.

UNE RELATION

COMPLEXE

La démonstration est faite que dire que ce gouvernement est le nôtre revient à se ranger du côté de ceux qui s'opposent frontalement, comme dans l'enseignement, comme à présent à la SNCF (ou comme dans un nombre croissant d'autres secteurs de biais) au mouvement réel de la vraie «gauche» qui n'est pas celle des ministres du gouvernement «pluriel», mais celle de la majorité des travailleurs et des jeunes de ce pays. Si ceux-ci ne disent pas encore dans leur masse que ce gouvernement est leur adversaire (bien que beaucoup le disent tout de même), ils ne disent certainement pas, ou ne disent plus, qu'il est leur gouvernement. En fait la masse du «peuple de gauche» ne traite absolument pas ce gouvernement comme le «sien», mais se heurte au problème de l'absence d'alternative (c'est celle-ci qui nourrit le danger de droite).

Ceux qui se croient très malins en ironisant sur les militants qui s'isoleraient de façon sectaire en ne soutenant pas le gouvernement, feraient bien de regarder un peu autour d'eux-mêmes : c'est eux qui sont en train de s'isoler. De jour en jour il devient de plus en plus clair pour l'écrasante majorité des travailleurs que la politique du gouvernement ne comporte pas de différence fondamentale avec celle d'un gouvernement de droite, ce qui fait qu'ils n'attendent par exemple pas grand-chose de la seconde loi Aubry.

La guerre renforce considérablement cette situation ; elle concentre le problème politique auquel les plus larges masses se trouvent confrontées. Elles n'ont pas encore porté de «verdict» définitif sur Jospin et cela peut encore prendre du temps, mais

la guerre leur montre qu'ils n'ont plus affaire à Jospin, mais à l'exécutif bicéphale Chirac-Jospin. En juin 1997, ils n'ont pas pourtant voté pour M. Chirac-Jospin, ni pour cette politique, ni pour son aggravation annoncée (rapport Charpin contre les retraites, rapport Roché ...), ni pour cette guerre.

UN AUTRE

GOUVERNEMENT...

Un autre gouvernement, représentatif de la volonté populaire majoritaire de décembre 95 et de mai 97, pour mener une politique de gauche et pas une politique de droite, serait un gouvernement qui dénoncerait la signature du traité d'Amsterdam, un gouvernement qui exigerait le départ du président Chirac désavoué et maintenant poursuivi par la justice, un gouvernement qui serait responsable devant la majorité de l'Assemblée nationale et devant la volonté populaire : telle est l'exigence légitime.

La rupture avec Chirac et avec le traité d'Amsterdam ouvrirait la voie à l'application d'un programme conforme aux intérêts du salariat. Le contenu de ce programme n'est pas un préalable (il ne faut ni en faire une condition de la rupture, ni faire croire que PS et PCF voudraient le réaliser) mais l'on peut le dessiner facilement dans ses grands traits :

- plan d'urgence contre le chômage et la précarité faisant appel au contrôle et à la mobilisation populaire (voir Carré rouge n° 10, «Un programme anticapitaliste d'urgence»),
- 35 h. sans perte de salaire ni flexibilité, retrait du plan Juppé contre la Sécu, retrait des mesures de privatisations, de «réforme de l'Etat» et de démantèlement de l'école (ici le volet «positif» peut s'inspirer des textes et

revendications comme le Manifeste pour un Lycée démocratique ou le texte signé par plusieurs syndicats enseignants le 15 février),

l'ouverture d'un processus constituant, vers une République sociale, appel aux peuples d'Europe (à l'Est comme à l'Ouest) pour bâtir ensemble la démocratie. Ici je ne développe pas ce point, bien sûr essentiel : la démission d'Oskar Lafontaine pose au fond cette question du gouvernement à l'échelle de l'UE, et la guerre des Balkans montre qu'elle doit être résolue à l'échelle du continent. A cette étape, cette exigence démocratique s'adresse aux députés PS, PCF et MDC, à Lionel Jospin et aux dirigeants des partis PS et PCF. C'est toujours leur demander de rompre avec le patronat, la droite et leur Etat. Mais elle s'adresse à eux, comme une protestation violente envers leur propre violence antisociale et antidémocratique. Son sens est de grouper les militants pour une solution à gauche, et de donner une perspective politique globale aux mouvements sociaux en cours et aux revendications politiques partielles (comme celle de «Allègre démission»), ou encore aux sentiments diffus comme l'absence de toute confiance envers une seconde loi «Aubry» sur les 35 h quelle qu'elle soit.

LA LISTE LO-LCR

C'est dans ce contexte que la liste LO-LCR aux élections européennes, ou plus exactement les résultats qu'elle peut avoir et les débats qu'elle suscite chez les militants, ont une importance. Car le vote pour cette liste constitue effectivement, de facto, le seul vote à la fois hostile à la droite, à l'extrême-droite, et à la politique pro-capitaliste du gouverne-

ment. Du fait de la situation politique, il ne s'agit donc pas d'une liste «extrême-gauche» classique, ainsi qu'on la présente dans les médias et que trop souvent elle se présente elle-même. J'ai pu constater que le vote Arlette-Krivine est réellement une menace qui plane dans les couloirs des réunions du PS et du PCF. Elle plane parce qu'à la base, chez les électeurs, cela se dit et se pense encore plus. En même temps, la campagne des deux organisations n'a pas encore en elle-même une «dynamique» forte et reste déconnectée du mouvement profond que j'ai tenté d'analyser. Impossible donc de dire ce qu'il en sera dans les urnes, et plus encore le fait de savoir si un regroupement durable peut à partir de là cristalliser l'association de militants de toutes tendances (ce qui veut dire notamment de militants socialistes et communistes, et de syndicalistes) comme une étape vers la représentation politique nouvelle de toute notre classe.

Ces limites viennent moins des limitations «programmatisées» de la plate-forme LO-LCR, que de ce que la question du gouvernement est esquivée. LCR et LO se placent en critiques «radicaux» de la politique gouvernementale. Ils disent bien, même de plus en plus, que celui-ci n'est «pas de gauche», et ils se présentent comme une éventuelle «alternative», mais ils n'aident pas à grouper la masse du salariat pour un gouvernement en rupture avec le patronat, avec Chirac et avec cette «Europe». Un gouvernement qui ne peut être présenté ni comme un gouvernement LCR-LO, ni comme un gouvernement «du mouvement social» (ce qui ne voudrait rien dire). A cette étape, c'est bien à Jospin, à la majorité parlementaire et aux partis PS et PCF que s'adresse logique-

ment cette exigence de rupture. Mais une telle exigence (dont il faut débattre : comment la formuler, comment l'affiner...) serait un formidable levier, car elle donnerait une perspective. Elle serait en fait un levier pour une «alternative»...

Second problème, lié d'ailleurs au premier : LO ayant appelé à l'abstention sur Maastricht, la LCR ayant adapté son discours sur l'Union européenne au point de réclamer une «constitution européenne» élaborée par une «chambre des peuples», rentrant ainsi dans le débat sur l'amélioration du «déficit démocratique» de l'actuelle UE, la plate-forme comme les interventions des deux têtes de liste se placent dans un cadre qui est celui de la réforme «radicale» de l'Union Européenne, antidémocratique par essence et par définition. D'où un malaise que la tendance «Révolution» de la Ligue, par exemple, tente de surmonter en rappelant que c'est «dans les luttes que ça se passe», ce qui ne surmonte rien du tout : il faudrait là aussi avoir une perspective, celle de l'union libre (c'est-à-dire confédérale) des nations de tout le continent, véritable «mot d'ordre transitoire» rompant avec l'UE et avec l'OTAN, et le disant.

Troisième problème : les blocages d'appareil, celui de LO qui fait le plus possible cavalier seul (et l'on comprend pourquoi quand on voit Krivine en doublette avec Arlette : l'un parle, l'autre répète) ; celui des deux envers les autres composantes qui se sont engagées dans la campagne (telles que Voix des Travailleurs ou Carré Rouge, sans oublier leurs propres minorités internes), et a fortiori envers les militants dits «inorganisés», qui sont pourtant la clef de toute «dynamique».

COMMENT FORMULER

UNE ISSUE POLITIQUE ?

Comment poser la question du pouvoir en combinant l'exigence de rupture avec ce qui est, avec celle d'avancer concrètement à partir de ce qui est ? Réfléchissant sur le mot d'ordre de démission d'Allègre, le «4 pages» de Carré Rouge diffusé dans la manifestation enseignante du 20 mars reprend une idée très juste déjà exprimée dans l'article de Charles Jérémie paru dans le n° 10 : le cycle politique de la gauche portée au pouvoir par les salariés et les jeunes qui les trompent ramenant ainsi la droite au pouvoir, ne saurait se répéter indéfiniment (ajoutons : après la chute du Mur de Berlin). Déjà, la droite de retour s'est cassée les dents, en 1986, en 1995, et la gauche a pris la suite, pour mieux faire le sale boulot, mais sans pouvoir le faire au rythme souhaité par les «marchés».

A présent, ce qui sourd c'est la possibilité d'un «mouvement social» contre le gouvernement «de gauche». Cette possibilité nourrit la discussion menée à mots couverts par les appareils sur décembre 95 : Nicole Notat ouvrant le congrès CFDT en saluant le contraste entre l'hiver 98 et celui de 95, Bernard Thibault précisant à la fin de celui de la CGT qu'il n'est «pas envisagé» de recommencer la chose, Marc Blondel s'en réclamant par contre, mais dans un cavalier seul ostensible et non sans signer lui aussi et parfois plus que les autres des accords inacceptables. Il est en fait exact qu'une nouvelle explosion sociale ne ressemblerait pas à décembre 95 : confrontée à l'union sacrée de la «gauche plurielle», elle devrait d'emblée aller plus loin au plan de l'auto-organisation. Il faut, en même temps, faire attention à ne pas aller plus vite

que la musique. Précisément parce que le processus est profond, la décantation sera nécessairement lente et comportera des décalages entre secteurs, dont le gouvernement Jospin tentera de se servir. Dans cette affaire, la guerre en Yougoslavie peut d'abord être un frein, puis un accélérateur, pour peu qu'elle ne se traduise pas par une totale incapacité du mouvement ouvrier à intervenir contre elle.

C'est après avoir souligné ce caractère fondamentalement politique du processus en cours que l'analyse faite dans Carré Rouge s'arrête. Que le mouvement spontané cherche à s'ouvrir sa propre issue et puisse surprendre tout le monde, certes ; mais c'est la question du pouvoir, du pouvoir central, du pouvoir d'Etat, du gouvernement, qui est posée. Donc de l'organisation répondant, au même niveau de centralisation, à ce mouvement spontané, et pas seulement, bien qu'aussi, de l'auto-organisation à tous les niveaux. Les «gens comme nous», c'est-à-dire les militants qui s'expriment dans de petits bulletins et qui suivent les regroupements des tendances et courants de grande et de petite taille, n'ont pas de prise sur le rythme global du mouvement spontané. Ils ont, par contre, une responsabilité : engager, en se hâtant lentement, mais bien en se hâtant, le débat sur cette question de l'organisation politique.

Je citerai l'un des deux bulletins *Combattre pour le socialisme* (celui animé par Serge Goudard) commentant le même mouvement contre Allègre et son contenu politique : «Ce qu'exprime ce mot d'ordre [Allègre démission], au-delà de la mise en cause d'un ministre particulier, c'est la volonté d'infliger une défaite politique à ce gouvernement, la volonté que soient retirées toutes les ré-

formes et mesures réactionnaires imposées depuis vingt mois. Ce qu'exprime ce mot d'ordre, c'est la recherche, tâtonnante, d'une réponse politique à la question : quel gouvernement, quel autre gouvernement, est à même de satisfaire les revendications des travailleurs ? Car vingt mois après la défaite politique infligée à Chirac en mai-juin 1997, après l'éviction de la majorité RPR-UDF et alors que siège, depuis cette date, une majorité de députés du PS et du PCF, la question décisive demeure : comment imposer à cette majorité PS-PCF à l'Assemblée qu'elle constitue un autre gouvernement ? Sur quelle base ? ». Il me semble que les camarades posent là la question qui manquait au «4 pages» de Carré Rouge. Par contre, ils mésestiment peut-être la recherche spontanée d'une issue dans la lutte elle-même. Surtout, ils devraient enfin s'intégrer aux côtés des autres dans la «recherche tâtonnante» : nous en sommes tous au même point, et l'organisation en groupe centralisé ne procure pas de plus grande certitude ni de plus grande capacité de résistance aux «pressions de la bourgeoisie».

La question d'un autre gouvernement est posée ; s'adresse-t-elle seulement, ou principalement, à la majorité PS-PCF (qui, soit dit en passant, n'est arithmétiquement majoritaire qu'avec le MDC) ? Ou bien, comme je le pense plutôt, la nouvelle phase engagée avec le mouvement lycéen, approfondie les 15, 16 et 20 mars, ne signifie-t-elle pas justement que les «masses» passent peu à peu de la tendance à faire pression sur cette majorité à la tendance à l'action sociale directe, grève, manifestation, auto-organisation ? Enfin, dernière question : pour mener ce débat avec l'ampleur qu'il mériterait,

quel cadre ?

TROUVER

LES MÉDIATIONS VERS

UN NOUVEAU PARTI

Un parti révolutionnaire, permettant aux travailleurs de briser l'Etat, d'exercer le pouvoir, de socialiser le capital : un tel but, un tel souhait, n'ont rien de «minoritaires». Ils résument simplement les conclusions auxquelles on est conduit raisonnablement en regard de la situation actuelle. Ce but et ce souhait s'identifient à la nécessité d'une nouvelle représentation politique de la classe salariale, démocratique.

Les médiations pour y parvenir ne peuvent pas être fixées a priori.

Mais on peut indiquer deux méthodes qui n'y conduisent pas. D'une part, celle qui consiste à vouloir tellement s'intégrer dans les organisations existantes que l'on calque les discours de leurs dirigeants jusqu'aux tromperies incluses ; cette méthode ne fait que fabriquer de nouveaux bureaucrates. D'autre part, celle qui consiste à autoproclamer une organisation de taille réduite censée détenir le fil qui en fait l'embryon nécessaire du futur parti, que ce soit en envisageant une croissance continue ou des métamorphoses : ce type d'organisation véhicule autant sinon plus les «pressions de la bourgeoisie» sur leurs membres que ne le font les militants isolés qui ne perdent pas le Nord. La recherche des médiations

nécessite le débat. Un débat transversal, le plus large possible, entre militants membres ou non membres de toutes les organisations du mouvement ouvrier, et un débat international. Ce n'est là qu'une première étape, mais elle est nécessaire : elle passe par de véritables tribunes libres, de véritables discussions et de véritables réseaux. D'où l'intérêt des militants autour de Liaisons pour le cycle des «journées d'études» dont Carré Rouge a pris l'initiative.

Aujourd'hui, l'idée qu'il faut un nouveau parti anti-capitaliste des salariés est de plus en plus largement partagée et discutée. Et pour cause : elle correspond aux besoins d'une classe ouvrière de plus en plus privée de représentation politique. Et pas seulement en France : un peu partout en Europe, on trouve les mêmes débats et des initiatives pouvant aller dans ce sens.

Vers un nouveau parti anti-capitaliste des salariés

La question de la construction de partis ouvriers indépendants se pose depuis les débuts du mouvement ouvrier en Europe. Mais elle ne s'est pas toujours posée de la même façon. A l'époque de la Première et de la Deuxième Internationales, il s'agissait de rassembler tous ceux qui étaient pour construire des organisations du prolétariat indépendantes, la seule scission significative intervenant avec le courant anarchiste. Le résultat en était l'apparition partout en Europe de partis ouvriers de masse, plus ou moins influencés par le marxisme selon les pays, rassemblant des courants et des sensibilités diverses. Si ces partis n'étaient pas explicitement réformistes, il serait inexact de caractériser la plupart d'entre eux comme révolutionnaires.

Ce n'est que par la suite, sous l'impact de la guerre impérialiste et de la révolution russe, qu'une différenciation a eu lieu entre révolutionnaires et réformistes, conduisant à la création de l'Internationale communiste et de partis explicitement révolutionnaires.

naires.

Suite à la dégénérescence du parti bolchevique et de l'Etat issu de la révolution russe, le courant trotskiste s'est constitué en opposition à la montée du stalinisme. Ce serait faux pour autant de réduire le trotskisme à l'antistalinisme. Le trotskysme, à ses origines, représentait la continuation, sur les plans du programme et de l'organisation, du communisme, du marxisme révolutionnaire après la dégénérescence de l'Internationale communiste. Par la suite, le trotskisme allait incarner à la fois la continuation de ces acquis et le développement du marxisme sur une série de questions nouvelles, notamment l'analyse de la dégénérescence de l'URSS et la question de la bureaucratie, le fascisme, les fronts populaires.

Dès 1933, le courant trotskiste s'est fixé la tâche de créer de nouveaux partis. Il ne s'agissait pas de créer des partis « trotskistes » (concept qui n'existait pas à l'époque) mais de rassembler les courants du mouvement ouvrier en rupture avec le stali-

nisme et la social-démocratie, sur la base de plates-formes permettant de s'orienter correctement sur les grandes questions d'une période marquée par l'actualité brûlante de la révolution, de la contre-révolution, de la guerre. Les possibilités étaient réelles, les forces politiques existaient et, dans les années 30, Trotsky cherchait avec beaucoup d'opiniâtreté à faire naître des nouvelles formations révolutionnaires de masse. Mais, il faut bien le reconnaître, sans beaucoup de succès. Trotsky lui-même attribuait cet échec en dernière analyse aux causes objectives, dans une période marquée surtout par des défaites (notamment dans un entretien avec CLR James, «Discussion sur la situation de la IV^e Internationale», Œuvres 21, p 41).

UNE LONGUE PHASE

D'ISOLEMENT

Bien sûr, même dans des conditions objectives difficiles, des tactiques correctes ou incorrectes peuvent faire une différence : en témoignent les succès relatifs des trotskystes américains comparés aux erreurs et aux occasions manquées des sections française et espagnole en particulier. On pourrait aussi discuter jusqu'à quel point les erreurs de beaucoup de groupes trotskystes pendant la Deuxième Guerre mondiale, et les difficultés pour comprendre la réalité de l'après-guerre, ont contribué à la faiblesse du mouvement.

Ce qui est incontestable, c'est que le renforcement énorme du stalinisme et de la social-démocratie à l'issue de la guerre et pendant la période d'expansion d'après-guerre a créé des conditions qui laissaient isolé le mouvement trotskiste pour toute une période. Cette situation commençait à se modifier seulement vers la fin

des années 60, et n'a changé qualitativement que dans la dernière décennie.

Dès la Libération, pendant les mal nommées «trente glorieuses» et jusque dans les années 1970 et 1980, le mouvement ouvrier dans les pays capitalistes avancés d'Europe était structuré par les deux colosses de la social-démocratie et du stalinisme, par les partis eux-mêmes, par des syndicats liés à ces partis, par tout un réseau d'associations. Pendant toute cette période, le mouvement trotskyste dans ses différentes composantes a cherché à construire des partis révolutionnaires en opposition aux partis sociaux-démocrates et stalinien.

Le trotskysme a donc dû exister pendant plusieurs décennies face à des partis stalinien et sociaux-démocrates puissants, qui étaient soutenus par la majorité de la classe ouvrière. Ainsi le trotskysme était-il obligé de se vivre comme une opposition de gauche, à se démarquer sur le plan programmatique des réformistes et des stalinien, tout en cherchant à s'adresser de l'extérieur ou de l'intérieur de ces partis aux travailleurs et aux jeunes qui les suivaient. Les tactiques ont varié, il y a eu des succès : tout le monde n'a pas échoué au même degré. Mais nulle part les trotskystes n'ont réussi à construire des partis révolutionnaires de masse. Aujourd'hui, il faut bien reconnaître que les raisons en étaient objectives. Dire cela ne sert d'aucune manière à dédouaner les différents courants trotskistes de la responsabilité de leurs erreurs, ni à dire qu'ils n'auraient pas pu se renforcer davantage. Il s'agit simplement de comprendre que toutes leurs erreurs, sectaires et opportunistes, avaient des racines profondes et objectives dans leur im-

puissance à sortir des marges du mouvement ouvrier.

La masse des travailleurs n'avait pas vécu des expériences lui permettant de rompre avec le réformisme et le stalinisme. Le comportement du mouvement trotskyste fut déterminé par cette réalité. Coupé d'une pratique de masse en tant que courant (bien que des militants individuels aient pu en avoir), réduit à l'état de groupes de propagande, chaque courant a tiré sa légitimité de sa critique du stalinisme et de la social-démocratie, et surtout de toutes les autres organisations trotskistes. Cette démarcation avait forcément un caractère idéologique, chaque courant ayant son «shibboleth», comme l'a dit Marx, sa spécificité qui le distinguait de tous les autres, qui fondait sa légitimité, qui justifiait son existence séparée.

Les choses ont commencé à changer à partir des années 60. Toute une série d'organisations trotskistes ont réussi à se construire de façon plus ou moins importante à partir de la radicalisation de la jeunesse et en particulier de la jeunesse scolarisée. Certaines ont commencé dès les années 1970 à avoir une implantation modeste mais réelle dans le monde du travail. Mais aucune organisation n'a pu démontrer définitivement sa supériorité en faisant la démonstration de sa capacité à construire un parti révolutionnaire de masse. Pour une raison très simple et sans appel : il était objectivement impossible de construire un tel parti pendant la période en question. L'horizon est resté bouché par le poids des partis traditionnels.

LES DONNÉES

ONT CHANGÉ

La situation est radicalement diffé-

rente aujourd'hui. Elle est différente parce que les deux appareils bureaucratiques qui avaient dominé le mouvement ouvrier européen pendant des décennies ne fonctionnent plus de la même façon. La domination de ces appareils pendant des décennies avait des racines matérielles. Ces partis étaient associés aux acquis obtenus dans l'après-guerre et par la suite : nationalisations, sécurité sociale, droit à l'éducation, au logement, droits démocratiques. Bref, tout ce qui a fait en sorte que la vie des travailleurs dans l'après-guerre était réellement différente de celle d'avant. Non pas que les travailleurs aient obtenu ces acquis sans lutter. Les réformistes n'ont jamais fait de cadeau sans sentir la pression d'en bas. Mais pendant une trentaine d'années, un capitalisme en expansion a pu accorder des concessions en échange d'une (relative) paix sociale. Et les partis traditionnels étaient considérés par les travailleurs comme en quelque sorte les garants de leurs acquis, comme les leurs, comme des instruments utiles pour se défendre et améliorer leur situation. La social-démocratie était associée aux conquêtes de l'après-guerre. Quant aux partis communistes, ils étaient associés non seulement à celles-ci, mais à des régimes en URSS, en Europe de l'Est, en Chine, qui avaient encore une force d'attraction pour de nombreux travailleurs. Les uns et les autres continuaient à définir le socialisme comme but ultime. L'idée d'y aller à partir des conquêtes qui existaient déjà, au niveau national et international, paraissait crédible.

Ces points méritent d'être soulignés. Les travailleurs n'adhéraient pas à leurs partis par bêtise, par ignorance, par manque de conscience politique. Ils y adhéraient parce que ces partis

représentaient la concrétisation d'un certain nombre d'acquis et l'espoir d'un véritable changement dans l'intérêt des travailleurs. C'est important de comprendre que l'adhésion des travailleurs à leurs partis avait un fondement rationnel et objectif. Il suffit de voir, par exemple, quels étaient les acquis de la classe ouvrière sous la social-démocratie en Suède ou en Autriche pour comprendre que la paix sociale qui régnait dans ces pays avait des fondements matériels.

La relative imperméabilité des travailleurs aux idées des marxistes révolutionnaires découlait des conditions de leur existence. Il y avait aussi, bien sûr, l'élément de la répression bureaucratique contre les militants révolutionnaires, surtout là où il existait des partis stalinien puissants, mais c'était un élément secondaire. Aujourd'hui, ce qu'il faut surtout comprendre, c'est que si la force du réformisme et la faiblesse des idées révolutionnaires pendant des décennies avaient une explication rationnelle, dans une situation différente les travailleurs ne peuvent que devenir plus réceptifs aux arguments des révolutionnaires. C'est d'ailleurs ce qui se passe aujourd'hui, modestement mais incontestablement.

Au plan politique, tant que cette situation perdurait la possibilité de scissions de gauche, de nouveaux partis, était limitée. Là où il y a eu de telles scissions dans la social-démocratie ou les partis stalinien, aucune n'a évolué vers des positions révolutionnaires. Partout ces partis ont été soit réabsorbés par la social-démocratie, soit ont disparu, soit (notamment en Scandinavie) ils se sont cristallisés comme des formations réformistes de gauche.

Cette situation a commencé à changer dès la fin des années 1970.

L'évolution de la social-démocratie vers un rôle de simple gestionnaire du capitalisme est étroitement liée à la crise qui a commencé en 1974-75 et à l'offensive engagée contre la classe ouvrière à partir de la deuxième moitié des années 70, à des rythmes différentes suivant les pays. Le recentrage à droite des partis traditionnels, le fait que ces partis étaient soit à la pointe des attaques contre la classe ouvrière, soit étaient incapables d'organiser une résistance efficace, est décisif pour comprendre les défaites qui ont été infligées à la classe ouvrière en Europe occidentale au cours des vingt dernières années.

Cette évolution de la social-démocratie a été renforcée et accélérée par l'apparent triomphe du capitalisme, qui a accompagné la chute du stalinisme. Quant aux partis communistes, la plupart d'entre eux avaient déjà montré des tendances croissantes à la social-démocratisation. L'effondrement de l'URSS les a poussés vers la droite, vers la social-démocratie et, tendanciellement, vers l'extinction.

Il faut bien caractériser l'évolution des partis traditionnels de la classe ouvrière comme un processus de bourgeoisification. On peut discuter du degré d'achèvement du processus, mais le sens de l'évolution est clair. Il n'est plus possible de caractériser ces partis comme avant, comme des partis ouvriers, même des partis ouvriers-bourgeois. Ils tendent à devenir de plus en plus tout simplement des partis bourgeois, avec néanmoins un certain rapport résiduel avec la classe ouvrière, hérité de leur histoire.

PEUT-ON PARLER

DE « RÉFORMISME » ?

Aujourd'hui, il est dénué de sens de parler de partis réformistes, car où sont les réformes ? Ce sont des partis qui appliquent sans faille la politique des secteurs dominants de la bourgeoisie, en alliance avec des forces bourgeoises classiques. Les «réformes» qu'ils appliquent sont plutôt des contre-réformes, car non seulement ils n'ajoutent rien aux acquis de la classe ouvrière, mais ils s'attaquent systématiquement à ceux qui existe. On peut même dire, et leur dominance actuelle dans les gouvernements de l'Union européenne le souligne, que face à la crise de la droite traditionnelle, ce sont aujourd'hui les instruments privilégiés de gestion des affaires de la bourgeoisie. La bourgeoisification de ces partis ne se limite pas à la politique qu'ils appliquent. Elle s'accompagne d'une intégration croissante à l'appareil d'Etat, aux conseils d'administration des grandes sociétés, aux diverses fondations et cercles de réflexion de la bourgeoisie. Elle s'accompagne aussi d'un changement de la composition sociale, qui va souvent de pair avec de nouvelles règles de fonctionnement qui autonomisent les sommets des partis par rapport à la base. Sur ce point comme sur tant d'autres, c'est le New Labour de Tony Blair qui montre le chemin, comme dans son temps Thatcher était le fer de lance de l'offensive néolibérale. Tout logiquement, les uns après les autres, ces partis abandonnent formellement l'objectif du socialisme. On voit difficilement comment ce processus pourrait s'inverser, si ce n'est par un afflux tout à fait improbable de travailleurs vers ces partis.

Cette évolution des partis traditionnels a des conséquences sur leurs rapports avec la classe ouvrière. D'abord, ces partis se vident pro-

gressivement de leurs militants ouvriers. Ce processus n'est pas complet. Pour l'instant, tant qu'il n'y a pas d'alternative crédible, un certain nombre de militants préfèrent rester dans ces partis faute de mieux. Ensuite, une partie croissante de leur base électorale a tendance à désertter ces partis. Après s'être exprimée dans un premier temps (et encore aujourd'hui) par une abstention de plus en plus importante de l'électorat ouvrier et populaire, cette désaffection commence à s'exprimer par une disponibilité à voter pour des forces politiques à gauche de la gauche institutionnelle. De ce point de vue, le phénomène de la liste LO-LCR en France, s'il est peut-être plus avancé qu'ailleurs, n'est pas unique. Les résultats d'une série d'élections montrent cette tendance à l'œuvre un peu partout en Europe.

LES TERMES

DU DÉFI ACTUEL

Cette évolution des partis traditionnels crée une situation complètement nouvelle. Il faut donc commencer par se débarrasser des vieux schémas. Pour paraphraser Lénine, de «formules qui ont vieilli, qui ne sont plus bonnes à rien, qui sont mortes et que personne n'arrivera à ressusciter». Ainsi c'est en vain qu'on attendra un afflux des masses vers les partis traditionnels. Par quelle opération du Saint-Esprit les salariés iraient-ils adhérer à des partis qui n'ont de cesse de les attaquer ? Ainsi, on sombrerait dans l'absurdité totale à continuer à ânonner «gouvernement PS-PC». Sans parler de «sans ministre bourgeois». Ce serait donc un ministre ouvrier, Strauss-Kahn ? Cela rend la perspective d'un gouvernement ouvrier difficile à concrétiser ? Sans doute. Mais telle

est la réalité. Pour s'en sortir, il faut d'abord qu'existent les forces politiques qui pourraient constituer un tel gouvernement, que celles-ci disposent d'un soutien de masse, qu'existent des institutions de démocratie ouvrière sur lesquelles un gouvernement des travailleurs s'appuierait. Quant à l'interpellation du PS ou du PC, que certains ont présentée dans le temps comme une expression de la tactique de Front unique, elle tombe également en désuétude.

Pour les militants révolutionnaires, la perspective n'est plus celle de chercher à construire des partis révolutionnaires en opposition aux partis réformistes, avec l'idée de détacher des pans entiers de ces partis. Aujourd'hui, il s'agit de construire des partis, non pas en opposition à des puissants partis réformistes et staliens, mais pour remplacer ces partis qui quittent le terrain du mouvement ouvrier. Il s'agit de créer de nouveaux partis ouvriers sur la base de la défense intransigeante des intérêts des travailleurs. Mais aussi de reconstruire tout le mouvement ouvrier sur de nouvelles bases politiques. Ce qui implique pour des militants révolutionnaires d'assumer de plus en plus des positions de direction dans les luttes, dans les syndicats, dans les associations. C'est d'ailleurs ce qui se passe et ce qui représente une recombinaison moléculaire du tissu du mouvement ouvrier.

Si la tâche est de construire des nouveaux partis, certaines questions se posent. D'abord, quel est l'état du terrain où nous devons intervenir pour remplir cette tâche ? Ensuite, sur quelles bases peut-on construire un parti ? Enfin, quelles sont les responsabilités des révolutionnaires ? D'abord, quel est l'état des lieux ? Une expression revient souvent dans

les discours de ceux qui cherchent à comprendre la situation actuelle du mouvement ouvrier pour la transformer : celle d'un «vide» à occuper à gauche de la gauche institutionnelle. Cela décrit une certaine réalité mais le terme est mal choisi. Il vaut mieux parler d'un espace à conquérir. Car le terrain n'est pas vide mais jonché des débris de la période précédente. Le mouvement ouvrier n'a pas disparu avec la bourgeoisification de ses partis et le recentrage à droite des directions syndicales. On trouve dans le désordre, des militants qui restent au PS et au PCF mais qui restent fidèles à leur classe, des syndicalistes, des militants associatifs. On trouve des organisations de l'extrême-gauche trotskiste, libertaire, plus rarement maoïste, des courants rouges-verts. Toutes ces forces-là, plus les nouvelles générations qui rentrent en lice constituent les matières premières pour un nouveau parti.

L'hypothèse que de nouveaux partis surgiraient d'une scission verticale à gauche dans les partis traditionnels a été largement invalidée par l'expérience. Seule l'Italie a connu ce type de scission, produit du brutal virement à droite du PCI devenu le PDS, et qui a conduit à la création du PRC, mieux connu comme Refondation Communiste. Et encore faut-il prendre en compte l'afflux rapide dans ce parti de forces venant de l'extrême-gauche, de syndicalistes sans affiliation politique, de jeunes. En Espagne, le PCE a pu impulser la création de la Gauche unie, fédération assez hétérogène, allant de courants révolutionnaires à des réformistes tentés par l'alliance avec le PSOE.

Dans les deux cas, il s'agit de formations pas encore dégagées du réformisme et du stalinisme, plutôt in-

stables, mais qui sont des partis ouvriers dans lesquels se reconnaît et milite une frange de la classe ouvrière. Il semble donc juste que des révolutionnaires y militent et cherchent à peser sur leur évolution. En France, on ne peut pas exclure une scission de gauche du PCF. Mais vu ce que représente ce parti aujourd'hui, une telle scission aurait moins d'impact qu'en Italie et le résultat ne dépasserait probablement pas le poids des grosses organisations d'extrême-gauche. Il faut tenir compte du fait que les forces et la base électorale du PCF ressemblent davantage à celles du PRC qu'à celles du vieux PCI. Et sa capacité de mobilisation est probablement moindre que celle du parti de Bertinotti.

En France, la responsabilité d'avancer vers un nouveau parti des travailleurs repose essentiellement sur l'extrême-gauche, et surtout sur les courants trotskistes. Aujourd'hui, la tâche est d'œuvrer pour rassembler toutes ces forces, tous les militants qui sont disponibles pour combattre le capitalisme, voire qui le combattent chaque jour, chacun à sa façon. Il ne s'agit pas de faire d'abord l'unité des trotskistes ou l'unité des révolutionnaires. Ce serait une vision idéologique et non pas politique du processus. Evidemment, tout regroupement d'organisations révolutionnaires qui est possible sur la base d'un accord suffisant pour agir ensemble peut être un pas vers un nouveau parti. Mais ce n'est pas un passage obligé, une étape à franchir. La perspective est celle de regrouper des forces, non pas sur des critères idéologiques préétablis, mais sur la base des défis de la situation politique et des tâches qui en découlent.

L'EXIGENCE MAJEURE :

UN VRAI PROGRAMME

ANTI-CAPITALISTE

Quels pourraient être les bases politiques d'un nouveau parti ? On ne peut pas répondre avec précision à cette question. La tâche essentielle est de rassembler tous ceux qui refusent le capitalisme comme horizon indépassable, qui refusent le nouvel ordre mondial, qui sont prêts à résister aux multiples attaques lancées par le gouvernement et le patronat. Nous avons besoin d'un parti anticapitaliste, ce qui implique une opposition sans ambiguïté au gouvernement Jospin, qui est un gouvernement capitaliste. Nous avons besoin d'un parti qui défende l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière, pas seulement en France, mais au niveau international, donc d'un parti qui est internationaliste, anti-impérialiste, antiraciste. Les contours exacts d'un nouveau parti dépendront des conditions de sa naissance, des forces qui le composent. Mais ce ne sera pas un parti révolutionnaire classique, au sens où les trotskistes l'ont jusqu'ici compris, c'est-à-dire ayant intégré a priori les leçons de l'histoire du mouvement ouvrier, des quatre premiers congrès de l'IC, de l'apport du mouvement trotskiste. Un parti vivant comprendrait forcément des éléments qui ne se définissent pas comme des révolutionnaires, dont la rupture avec le réformisme n'est pas achevée. Les différenciations qui auront lieu auront surtout lieu par rapport aux défis et aux échéances de la lutte des classes, pas par rapport à des clivages idéologiques.

Est-ce que cela veut dire que le programme historique du trotskisme est dépassé ? Pas du tout. Les éléments fondamentaux de ce programme gardent leur actualité : unité et indé-

pendance du prolétariat, opposition aux fronts inter-classistes, actualité de la révolution socialiste, démarche transitoire, démocratie ouvrière, gouvernement des travailleurs.

La tâche des révolutionnaires dans un nouveau parti sera de se battre pour donner à ce parti le programme anticapitaliste le plus clair et le plus avancé possible, se battant pour leurs idées dans un cadre démocratique et pluraliste. Les idées essentielles qui ont été défendues par le courant trotskiste pendant des décennies peuvent aujourd'hui être saisies par les masses, car elles correspondent à leurs besoins. La base objective du réformisme est en train de disparaître. Cela ne veut pas dire que, sous les coups de la crise capitaliste, il ne peut pas y avoir apparition de courants et de projets réformistes. Cela veut dire que des nouvelles formations réformistes seront plus faibles, moins stables qu'avant. Les marxistes révolutionnaires peuvent donc avoir confiance en leurs propres idées et dans leur capacité à faire avancer leur classe.

Il serait complètement erroné et potentiellement catastrophique de rentrer dans un nouveau parti dans un esprit «entriste», dans une logique de fraction contre fraction. Les marxistes révolutionnaires peuvent être comme des poissons dans l'eau dans un parti des travailleurs, enraciné dans les luttes quotidiennes, luttant autour d'un programme d'action anticapitaliste, d'un plan d'urgence, se fixant comme objectif la rupture avec le capitalisme.

De façon générale, un défi est posé pour les organisations révolutionnaires, grandes ou petites. Soit elles seront capables de répondre à la tâche de l'heure, soit elles sont condamnées à rentrer en crise, connaître des scissions, se marginaliser, disparaître. Il n'y a plus d'avenir

pour des organisations qui s'autoproclament «le» parti révolutionnaire, si jamais il y en a eu. Quant à celles qui se prennent simplement pour le «noyau» du parti révolutionnaire, elles font preuve d'un peu plus de modestie. Pour autant, les marxistes ne croient pas à la prédestination. Il n'y a aucune garantie qu'un noyau deviendra un parti ou aidera à construire un parti. Cela dépend de l'existence d'un programme, de perspectives, d'une stratégie et de tactiques dont la justesse se confirme dans les faits. Et surtout, pour un petit groupe, cela dépendra de sa capacité à éviter comme la peste ce que Cannon appelait «la maladie politique» du sectarisme. Aujourd'hui l'époque est révolue où une organisation trotskiste pouvait se contenter d'exister et de recruter en critiquant le stalinisme, la social-démocratie et les autres trotskistes. Maintenant, les trotskistes vont être jugés surtout sur leur capacité à diriger les luttes des travailleurs et à construire des nouveaux partis qui défendent réellement les intérêts de la classe ouvrière.

Aujourd'hui en France, il s'agit de savoir comment on peut avancer concrètement vers un tel parti. Nous sommes devant une occasion à ne pas rater. La liste LO-LCR est dès le début de la campagne électorale apparue comme la seule liste de gauche indépendante du gouvernement, comme la seule liste ouvrière et anticapitaliste. Aujourd'hui, on peut ajouter que c'est la seule liste qui a pris position contre les bombardements de l'OTAN et pour le droit à l'autodétermination des Kosovars. Cela creuse davantage le fossé avec les listes de la gauche plurielle. Il est donc important que cette liste obtienne le meilleur score possible. Mais il faut surtout voir comment partir de là pour avancer, pour commencer à

combler le vide de représentation politique de la classe ouvrière.

Des centaines de milliers de travailleurs, de jeunes, de chômeurs vont voter pour cette liste. Des dizaines de milliers se déplacent pour écouter Arlette Laguiller et Alain Krivine. L'assistance à leurs meetings dépasse largement le public habituel de l'extrême-gauche et comprend de nombreux syndicalistes et un nombre non négligeable de militants du PCF. Que va-t-on leur proposer à la fin de la campagne ? Choisir entre adhérer à l'un ou l'autre des groupes d'extrême-gauche ou rentrer chez eux ? Belle façon de garantir que la montagne de la campagne accouche à une souris.

L'enjeu est évidemment ailleurs, et de taille. Il s'agit de proposer un cadre pour militer ensemble au-delà des élections, pour constituer une force capable d'intervenir dans toutes les luttes contre l'exploitation et l'oppression. Bien sûr, on ne peut pas créer un parti par un coup de baguette magique. Personne ne s'attend à ce que LO et la LCR annoncent le soir du 13 juin un nouveau parti. D'ailleurs, en la matière, le précédent de 1995 n'est pas encourageant.

On ne surmontera pas les divergences, les divisions, les méfiances du jour au lendemain. Mais on peut commencer à avancer vers une collaboration structurée, vers un front, une alliance, un cadre qui permette à la fois l'adhésion de courants de groupes et d'individus. Sans attendre le résultat du 13 juin, mais encore plus après, il est plus que temps que tous ceux qui partagent cette objectif agissent ensemble pour avancer. La nouvelle session des journées d'étude organisées par Carré rouge le 27 juin peut constituer un moment important dans ce processus.

Ecole et précarité

RÉDUIRE LE COUT DU TRAVAIL ET DE LA FORMATION

On forme, dans une université parisienne, des étudiants à un diplôme de niveau Bac + 5, dont le titre est : «DESS de DRH, option licenciement». Commettre l'injustice, menacer ceux qui travaillent, assurer la gestion de la peur au quotidien devient une profession qualifiée et banalisée. Comment en est-on arrivé là ? Car il ne s'agit pas d'une dérive ou d'une extravagance de l'enseignement supérieur. C'est bien le signe que, non seulement, le libéralisme est devenu la norme dominante mais, aussi, que l'histoire prend un nouveau tournant. Nous entrons dans l'ère du management généralisé, de l'intérim et de la précarité. Ce n'est pas un nouveau stade du capitalisme. Mais une nouvelle façon d'affronter le salariat afin de combattre la baisse tendancielle du taux de profit. Réduire le coût du travail suppose une attaque en règle contre la fonction publique, le code du travail et les conventions collectives. La flexibilité est à ce prix. Dans une telle perspective, l'éducation devient aussi un enjeu. L'objectif est de former à moindre coût. Non plus transmettre des savoirs et donner une qualifica-

tion mais développer des compétences et favoriser une manière d'être. Il faut savoir se vendre et, donc, gérer sa propre image. Il faut monter «un projet professionnel». Ce qui ne va pas de soi lorsque la seule perspective est la précarité ou le chômage ! Le discours lénifiant sur l'éducation à la citoyenneté cache (mal) la volonté d'en finir avec l'enseignement public comme vecteur de la culture. Il ne s'agit plus d'enseigner mais d'occuper ou de distraire. Les emplois-jeunes dans l'éducation nationale organisent la déqualification et contribuent à la transformation des écoles en autant de «lieux de vie». Cela suffit pour former des futurs salariés voués à l'intérim, à la flexibilité et à la menace permanente du licenciement.

Quelques chiffres permettent de mesurer les tendances lourdes de la crise actuelle du mode de production capitaliste. En Asie, 10 millions d'emplois ont disparu dont 3,5 millions pour la Chine (chiffres du BIT). Le nombre de chômeurs a triplé en Indonésie et en Thaïlande. Le Brésil entre en récession. Aux Etats-Unis, Kodak vient de supprimer 10 000 emplois et prévoit d'en éliminer 10 000 de plus. En Grande-Bretagne, 13,5 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. En

Russie, 30 % de la population vit avec 170 F par mois, contre 21 % un an plus tôt. En France, 2,2 millions de salariés sont au SMIC, 7 millions de salariés ont un statut précaire et 75 % des embauches se font en CDD. Le travail mort (machines, automatisation) se substitue de plus en plus au travail vivant. Il est prévu que les investissements en robots industriels dans le monde entier dépasse de 40 % en 2001 leur niveau de 1997. En Allemagne, leur nombre ferait un bond de 43 %. La France (en retard) devrait voir son parc augmenter de 22 % en 3 ans, la Grande-Bretagne de 150 % et les Etats-Unis de 200 %. Tous les secteurs se convertissent à l'automatisation : l'agroalimentaire et même les services. On comprend pourquoi l'essentiel de la main d'œuvre doit être formé à moindre coût.

LA «CULTURE D'ENTREPRISE»

Les années 80 sont marquées par la révolution conservatrice Reagan-Thatcher. Révolution qui met, en particulier, le prolétariat anglais et américain à genoux. Ce sont aussi les années où la Gauche réhabilite les valeurs liées au monde de l'entreprise et de la Bourse. On découvre les vertus du réalisme et du pragmatisme. Le syndicalisme se transforme en courroie de transmission des partis réformistes au gouvernement. C'est dans ce contexte qu'émerge la nouvelle notion de «ressources humaines». Le patronat et les cadres, au nom de «la culture d'entreprise» élaborent de nouvelles pratiques en terme de mobilisation et de projet qui divisent et émiettent la résistance collective des salariés. L'entreprise est un lieu qui organise et gère des «ressources humaines». Elle devient

promesse de bonheur et de réalisation de soi. Désormais, ce qui la caractérise, ce n'est plus la production ou le travail. Mais son organisation, sa gestion ou son management. La «centralité» du travail est alors contestée tant sur le plan économique que sur le plan politique ou idéologique. Le travail deviendrait une denrée rare pour n'occuper que les marges de la société. Belle façon d'évacuer la réalité et de dénier l'existence de la lutte des classes ! Si le travail disparaît, c'est que nous sommes entrés dans une nouvelle société. Un obscur fonctionnaire du département d'Etat américain écrit un ouvrage laborieux intitulé *La fin de l'Histoire*. Cela suffit à en faire un best-seller ! Evacuer la souffrance et les aspirations de millions d'hommes et de femmes, telle est l'impoture du libéralisme. Or, le mode de production capitaliste exige, à l'intérieur même de l'entreprise, de nouvelles méthodes d'organisation du travail : chasse aux temps morts, flexibilité des horaires, pressions de la hiérarchie, etc. La vie entière du salarié doit appartenir à l'employeur. «La machine se transforme aussitôt entre les mains du capitaliste en moyen systématique d'extorquer à chaque moment plus de labeur.» (Marx, *Le capital*, livre I). Par exemple, l'informatique de gestion permet d'accroître l'intensité du travail. L'ordinateur concentre l'employé sur sa tâche et limite les à-côtés. La productivité augmente et peut être mesurée avec précision.

C'est au moment où l'on diffuse (y compris dans l'enseignement technique et professionnel) largement le slogan de «la qualité totale» que les incidents sont de plus en plus nombreux et que les conditions d'hygiène et de sécurité se dégradent dans les administrations et les hôpitaux. Les

accidents du travail deviennent de plus en plus fréquents dans le bâtiment et les travaux publics. La sûreté même des centrales nucléaires est contestée. Les entreprises cherchent à travailler en réseau. La proximité devient un atout. Mais les salariés subissent des pressions accrues de la part de leur hiérarchie ou de l'administration. Les contrôles et la bureaucratie se développent. La flexibilité, la mobilité, la précarité et l'intérim deviennent un mode de gestion de la production et des coûts. Il s'agit bien d'émietter au maximum le processus de la production et les forces du salariat. La politique de «proximité» combinée à un souci obsessionnel de la «communication» permet d'exercer un contrôle social absolu. C'est dans ce cadre qu'apparaît la notion de «compétence». Denis Kessler (vice-président du CNPF) déclare contre la diminution du temps de travail : «Nous proposons, avec l'adoption de la logique de compétences, une démarche dynamique pour préserver et accroître l'emploi.» (Cf: *Le Monde* du 28/10/98). Depuis quelques années, la formation initiale et professionnelle s'intéresse aussi à la notion de compétence.

Nous sommes bien là à un tournant dans la façon d'envisager la formation de la force du travail. Il s'agit de rompre définitivement avec la qualification assurée par un diplôme de caractère national reconnu par les conventions collectives. Sous couvert d'individualisation, le patronat tente de briser l'un des facteurs qui, en France, constituait le prolétariat comme classe : la qualification professionnelle. On veut faire admettre que les qualités professionnelles dépassent la valeur du simple diplôme et qu'elles englobent également les acquis d'une pratique, des comporte-

ments, etc. bref : un savoir-être ! Par là, il faut comprendre que le patronat cherche à faire porter par le seul individu la responsabilité de sa formation. Formation qu'il pourra ensuite négocier dans le cadre de contrats. Par exemple, dans l'Education nationale, les emplois-jeunes correspondent à une volonté de polyvalence et de déqualification. On ne va surtout pas créer des postes d'enseignants qualifiés ou de surveillants aux statuts définis. Il suffit de nommer des «adultes» : telle est la réponse de C. Allègre au mouvement lycéen. Ensuite, il faut que l'entreprise puisse faire émerger des compétences et les évaluer en fonction de ses propres besoins. Le salarié doit être disponible et adaptable toute sa vie. Dans une conférence destinée aux DRH, le dépliant d'Euroforum parle «de l'entreprise apprenante à l'entreprise de soi». Toute une philosophie ! Il faut insister sur le fait que la notion de compétence individualise totalement le contrat salarié-employeur.

La notion de contrat se retrouve paradoxalement dans le domaine de la pédagogie et de l'école. Mais nous y reviendrons. La valorisation (ou non) des compétences conduit alors à la notion d'«employabilité». C'est bien au salarié de se former, de s'adapter pour vendre (au plus offrant) sa force de travail. Si la reconnaissance d'une qualification est la sanction d'un rapport de forces, la reconnaissance des compétences livre un salarié individualisé et désarmé à la logique féroce du marché. On peut même imaginer que le salarié gère lui-même son propre licenciement ! Le marché a non seulement besoin d'individualiser et de disloquer au maximum la force de travail mais il doit aussi organiser le mensonge sur la réalité du travail et isoler les per-

sonnes. Effacer la mémoire devient un moyen pour faire obstacle à l'élaboration d'une conscience de classe. Il faut écarter les «anciens» qui possèdent une expérience à la fois du travail et des formes de résistance. Par exemple, actuellement on écarte à la sécurité sociale des femmes de 35 à 40 ans parce qu'elles possèdent la mémoire des pratiques d'assistance de jadis et qu'elles savent résister aux pressions de l'encadrement. L'embauche des Bac + 2, sans qualification technique, permet de mettre les «anciens» à l'écart. L'effacement des traces permet également de soustraire les preuves en cas de plainte.

LA PLACE CENTRALE DE LA PRÉCARISATION

Les progrès techniques ne dégagent plus des gains de productivité sur l'échelle qui est exigée par les prétentions du capital financier et ils suppriment davantage d'emplois qu'ils n'en créent. Il est donc nécessaire de développer la précarité mais aussi de déstabiliser les emplois stables. La nécessité de développer la flexibilité et de détruire un cadre collectif éclaire ces processus de déréglementation drastique. On ne reviendra pas sur l'explosion de l'intérim ces dernières années. Mais rappelons simplement que, dans l'automobile, près de 20 % de l'effectif total est en intérim. Soit une hausse de 30 % depuis le début de l'année. Depuis 1994, quatre-vingt sociétés d'intérim voient le jour chaque année. Deux explications (d'après les experts) : le retour de la croissance et le passage aux 35 h. «Cette perspective a amené les entreprises à lever le pied sur le recrutement des permanents» souligne A. Daléry, directeur des opérations à Manpower. L'intérim

permet d'économiser 5 % par an sur la masse salariale dans l'automobile. Ce personnel est fiable, pré-sélectionné. Les salaires versés aux intérimaires passent dans les achats. Les entreprises sont ainsi exonérées de prélèvements dont l'assiette est fondée sur la masse salariale (taxe professionnelle, œuvres sociales). Il faut aussi savoir que les intérimaires sont toujours embauchés au minimum du salaire correspondant au poste, quelle que soit leur expérience. Aucune protection sociale ne s'exerce entre deux missions. Les sociétés d'intérim peuvent même envoyer dans les entreprises du personnel chargé de gérer les intérimaires et les CDD !

Cette «culture» de l'intérim, de la compétence et du contrat est largement développée en amont du processus de production. En effet, là encore depuis les années 80, l'école élabore une vision des savoirs et des apprentissages qui entre en résonance avec la culture d'entreprise. Plus exactement, le discours des sciences de l'éducation est intégralement calqué sur le discours économique. Ce discours tente d'induire des pratiques pédagogiques en relation avec le social-libéralisme. Tout d'abord, la tâche d'enseigner devient marginale ou périphérique. C'est cela qu'il faut entendre par la demande de mettre l'enfant au centre de l'acte éducatif. La pédagogie se définit comme la gestion d'une relation et d'un contrôle exercé sur l'enfant. L'école n'est pas le lieu où s'organise la relation entre le maître, le savoir et l'enfant mais plutôt un espace où se déploie l'expertise et la mise en œuvre des dispositifs didactiques et des items de tests. Le projet d'école, accepté ou non par l'inspecteur d'Académie, encadre et légitime la pratique pédagogique du maître. Du

coup, le contrôle exercé par l'enseignant sur l'élève (maillage évaluatif) devient l'autre face du contrôle exercé sur l'enseignant par la hiérarchie. La Charte pour l'école du XXI^e siècle de Claude Allègre est l'expression la plus élaborée de cette logique libérale productiviste. Logique appuyée sur la gestion des ressources humaines et l'utilisation de la polyvalence. Le maître (ingénieur, contremaître ou DRH, au choix !) initie aux savoirs fondamentaux (les compétences) et les aides-éducateurs (emplois-jeunes et intervenants extérieurs) éveillent la sensibilité. L'école devient en quelque sorte un lieu de ressources (lieu de vie, maison des jeunes et des loisirs, au choix !). L'élève (l'apprenant !) ne vient plus acquérir un savoir mais utiliser les ressources fournies par l'environnement local (ah, la proximité !) afin de développer ses compétences. Nous retrouvons là la même démarche que celle du rapport Meirieu sur les lycées. La notion de projet d'établissement ressemble étrangement au « caractère » propre des établissements privés catholiques. Bien sûr, ce projet sert d'abord les stratégies de carrière des chefs d'établissements. Et on finit par confondre ce qui relève de l'effet médiatique et ce qui appartient aux besoins éducatifs réels.

Soulignons que le nombre de postes offerts aux concours d'enseignement est en baisse constante. Par contre, les effectifs d'emplois-jeunes au sein de l'Education nationale ne cessent d'augmenter. D'ici à janvier 1999, plus de 54 600 emplois-jeunes auront été embauchés par l'Education nationale. En même temps, le ministère est en train de modifier le statut des surveillants (étudiants salariés) pour le faire disparaître. On comprend que Martine Aubry considère

que les emplois-jeunes sont « en train d'anticiper les métiers de demain dans la plupart des cas. » (Le Monde du 25/11/98). La polyvalence, le SMIC, un contrat de droit privé renouvelable chaque année : quelle aubaine !

LE ROLE DES « SCIENCES DE L'ÉDUCATION »

C'est ici que l'on situe alors la place véritable des sciences de l'éducation et d'un certain discours sur l'enfant : servir de légitimation à une pratique réductrice et techniciste de l'enseignement. Réductrice parce que la transmission des savoirs devient secondaire. Techniciste parce que la fonction d'expertise et de diagnostic devient primordiale et détermine les tâches d'instruction. Lorsque l'on invite à placer l'élève au centre du système éducatif, on cherche à dévaloriser les pratiques « traditionnelles » où les savoirs, et donc l'enseignant, étaient au centre. Cette invitation s'accompagne d'une volonté de « différencier la pédagogie » (à moyens constants, évidemment !) et donc de l'adapter à la singularité des sujets. De même, les entreprises et l'administration publique font référence aux « ressources humaines » et aux « postes à profil » afin d'individualiser au maximum l'organisation du processus de la production. Ce recentrage individuel a pour finalité d'exercer un contrôle total. Sous couvert de proximité, la « Réforme de l'Etat » vise à régionaliser et à privatiser les services publics. La multiplication des hiérarchies locales permet de diviser les personnels et de les rendre polyvalents.

A l'école, on en vient à une technologie pédagogique mettant en œuvre des apprentissages par objectifs. Il s'agit de faire prendre conscience aux élèves de leurs « stratégies indi-

viduelles d'apprentissage ». Stratégie forcément liée à un projet individuel ! Il ne s'agit plus d'intéresser l'élève (idée pédagogique triviale !), mais de s'intéresser à lui. Ainsi Meirieu recommande à l'enseignant de mener une véritable enquête psychologique auprès de l'élève (Qui est-il ? Ses références culturelles ? Les événements marquants de son histoire personnelle ? Ses goûts ? Ses centres d'intérêts ? etc.). Nous ne sommes pas si loin de la gestion des compétences. L'argument est connu : l'élève est un tout. On ne peut négliger l'affectivité de l'enfant et son milieu de vie... Certes ! Mais, justement, l'acte d'apprendre repose sur une rupture entre l'histoire personnelle de l'élève et son accès à l'universel. L'enseignement ne prolonge pas simplement le vécu de l'élève mais lui permet de le comprendre et de le maîtriser. La salle de classe n'est pas un confessionnal ! Un tel souci de la transparence est totalitaire et prépare l'enfant et l'adolescent à un mode de production fondé sur la mobilisation permanente du salarié. « La nature même de la grande industrie nécessite le changement dans le travail, la fluidité des fonctions, la mobilité universelle du travailleur. » Marx (Le Capital, L.1). A aucun moment les exigences liées aux pratiques pédagogiques et les problèmes des maîtres en relation directe avec l'enfant n'ont inspiré les sciences de l'éducation et les experts. « L'ingénierie pédagogique » (tout un programme !) traduit une vision technocratique de la pédagogie et, surtout, la contamination de la formation initiale par la formation d'adultes, totalement déconnectée des métiers enseignants. Il est demandé à l'enseignant d'adopter le point de vue du formateur et de l'organisateur (management oblige !):

étude de besoins, partenariat, objectifs, projets, etc. Or, la formation adulte n'a de sens que par rapport à des exigences extrinsèques d'ordre socio-économiques. Ce n'est pas du tout le cas de l'école qui s'adresse à l'enfant comme sujet en devenir.

L'individualisme pédagogique et l'apologie de la compétence préparent le conformisme généralisé. Conformisme propice à fournir une main-d'œuvre bon marché, taillable et corvéable à merci. La volonté de décentraliser la gestion des ressources humaines et le souci de proximité constituent le même fer de lance d'une politique libérale introduite au cœur de la fonction publique et de l'école.

LES ENJEUX POLITIQUES DE L'ÉCOLE

Loin d'être seulement l'une des médiations reproduisant fidèlement la stratification sociale, l'école est donc un enjeu. En effet, son évolution est partie prenante de l'histoire de la société française. La bourgeoisie et le mouvement ouvrier se sont toujours affrontés sur la question scolaire. Le syndicalisme enseignant a toujours fourni des militants de valeur. Le mouvement lycéen vient de révéler à quel point l'école est une plaque sensible cristallisant des contradictions sociales et politiques. En fait de «démocratisation», on a assisté au développement de la «massification». Jusqu'à la fin des années 50, l'enseignement secondaire a brutalement éliminé les enfants des familles culturellement défavorisées. Cette sélection semblait légitime et socialement acceptée. A partir des années 50, de nouvelles catégories sociales ont accédé au secondaire : commerçants, artisans, agriculteurs et ouvriers de l'industrie. Mais il ne suffi-

sait pas d'accéder à l'enseignement secondaire pour y réussir ou pour accéder à des positions sociales correspondantes. Les mécanismes de sélection et d'élimination ont été dilués dans la durée. La diversification des filières a reconstitué la différenciation sociale et culturel. L'école garde en son sein ceux qu'elle exclut ! En même temps, les pouvoirs politiques ont ordonné aux enseignants d'assumer (sans en avoir les moyens) les charges et les contradictions de ce processus de massification. Voilà ce qui explique la colère des enseignants et les mouvements lycéens de ces dernières années. L'école est devenue le lieu de contradictions terribles. Contradiction entre les aspirations à l'égalité et le caractère inégalitaire des filières et des établissements. Contradiction entre la formation des enseignants et le bureaucratisme pathologique de l'administration. Contradiction entre le statut des personnels et la volonté de déréglementer à tout crin. Aujourd'hui, il faudrait neutraliser cette situation explosive. Il faudrait «réformer» un système éducatif qui n'est plus directement adapté aux exigences d'un capitalisme en crise. Et, dans une telle perspective, réduire les coûts d'un personnel qualifié (et fortement syndiqué !). La transformation des statuts des enseignants et des pratiques pédagogiques, sous l'injonction du pouvoir des politiques et des sciences de l'éducation, a pour finalité la formation de l'individu à l'employabilité.

Le stalinisme a discrédité le projet socialiste dans la conscience collective, sinon durablement au moins pour toute une période. D'autre part, la question du pouvoir et celle de l'organisation d'avant-garde ne se posent plus dans les mêmes termes qu'avant. En dépit du chômage

structurel, l'emploi salarié s'est développé dans les pays riches. Mais la nature de cet emploi s'est modifiée et a conduit à un éclatement de la classe ouvrière traditionnelle. La flexibilité, la précarisation systématique et l'externalisation croissante ont disloqué la solidarité de classe. Ainsi Volkswagen avait annoncé la création au Brésil, dans une région de faible implantation syndicale, d'une entreprise sans salariés. La production devait être réalisée par des «sociétés de service» avec lesquelles le groupe devait traiter pour des contrats à durée déterminée. C'est sur ce modèle qu'étaient fondés les rapports entre les grands soyeux lyonnais et les canuts qui se sont révoltés en 1831 !

Caractériser l'école comme «bourgeoise» (appareil idéologique d'Etat, etc.) revient à se couper de l'histoire de l'institution et des conflits qui la travaillent. On se condamne alors au gauchisme incantatoire délaissant le terrain de l'éducation au profit de la réaction et des puissances économiques. Or le caractère «public» et «gratuit» de l'école a toujours été un enjeu dans l'histoire du mouvement ouvrier. La bourgeoisie et les forces qui lui sont liées ont toujours tenté de limiter le caractère public de l'enseignement (cf. développement de l'enseignement privé et de la formation patronale). Certes l'Ecole de J. Ferry était une école de classe conditionnant les enfants de la petite-bourgeoisie au chauvinisme et à l'amour de l'ordre. Mais les instituteurs étaient aussi le fer de lance du mouvement ouvrier et ses futurs organisateurs. Aujourd'hui, l'école fonctionne bien sûr comme un véritable marché. Il existe même des parents d'élèves «professionnels» qui savent placer leur progéniture. Les divers acteurs y sont souvent en concurren-

ce et mettent en œuvre des stratégies individuelles complexes pour s'approprier certaines qualifications. La compétition entre l'école publique et l'école privée, entre les différents établissements, entre les filières s'approfondit. Mais ce fonctionnement (exacerbé par la Réforme de l'Etat) affronte, de plein fouet, les aspirations collectives de la jeunesse et des enseignants.

On peut penser que, en dernier lieu, les mouvements sociaux de ces dernières années sont de caractère défensif. Il ne s'agit pas de monter à l'assaut du pouvoir mais de s'opposer à la remise en cause des droits

acquis. La dégradation de la condition ouvrière en Europe et aux Etats-Unis, les ravages de la crise en Asie, la contre-révolution économique en Russie marquent profondément la période. Par contre, d'autres signes nous montrent que le rapport entre les classes est en train d'évoluer : le mouvement social de novembre-décembre 95 en France, les grèves de 1997 en Corée, chez UPS et à GM aux Etats-unis, les grèves européennes, etc. Nous sommes, en quelque sorte, au milieu du gué. Les luttes de classes commencent à s'inscrire dans un espace européen, voire mondial. La question est bien

de construire une alternative économique et politique. Aucun terrain ne peut être abandonné. L'école est un lieu où toutes les contradictions de la société française se concentrent. Les batailles qui se mènent autour de la crise du système éducatif français sont déterminantes. C'est peut-être là qu'une nouvelle génération est en train de découvrir le combat politique. Le prolétariat s'est constitué comme classe au XIX^e siècle à partir de ses intérêts et des solidarités locales et professionnelles. En cette fin du XX^e siècle il faut reconstituer le tissu d'un mouvement ouvrier appuyé sur l'entreprise mais aussi sur les quartiers et les écoles pour tous ceux qui sont exclus du salariat.

A lire

Souffrance en France, Ch. Dejour (Seuil)
La fin du travail et la mondialisation, D Collin (L'Harmattan)
La pédagogie du vide, H. Boillot, M. Le Du (PUF)

Jean Kersau,
enseignant militant de
Voix des Travailleurs

Le mouvement contre les réformes d'Allègre a mobilisé des milliers d'enseignants lors de manifestations ou de grèves. Au stade actuel, il laisse chez ceux qui y participent des sentiments mélangés. D'une part, s'est affirmé un courant, qui en dépit des directions syndicales, a intimé son refus de la politique d'Allègre, de la politique libérale du gouvernement, s'exprimant notamment à travers le mot d'ordre «Allègre démission». De l'autre, le sentiment existe que le mouvement n'a pas permis d'exprimer tout le mécontentement accumulé par la politique d'Allègre. Les directions syndicales n'ont pas réussi à enrayer l'expression du mécontentement, mais le mouvement, s'il s'est donné des formes d'organisation telles que coordinations et collectifs, n'a pas non plus eu la force de faire reculer Allègre et de mettre en échec la politique du gouvernement. Cela a entraîné une déception et un certain découragement qui s'est manifesté lors des dernières assemblées générales. En fait, ces contradictions reflètent des évolutions en germe aujourd'hui, que le mouvement a révélées et qu'il nous faut discuter pour préparer les luttes à venir, car les choses n'en resteront pas là.

Ampleur et limites du mouvement contre les réformes d'Allègre

Le refus de la politique d'Allègre, c'est le refus de la politique libérale du gouvernement de la «gauche plurielle»

Le mouvement de mécontentement provoqué par les réformes d'Allègre a largement touché les salariés de l'Education nationale. Avant même que le contenu des réformes, celle

des lycées, de l'enseignement professionnel ou la «Charte du XXI^e siècle» n'aient été connues dans le détail, il y a eu un premier réflexe de rejet. Cela tient évidemment à la politique et à la personnalité d'Allègre, aux grossières provocations qui ont monté une grande partie des enseignants contre lui, mais aussi au fait que ses grandes déclarations de

principes sur la nécessité de «réno-
ver l'enseignement» ne pouvaient
être que dérisoires et mensongères
tant qu'il continuait par ailleurs à dire
«qu'il ne faut pas faire plus mais
mieux» et que toute réforme doit être
menée «à moyens constants». Ces
réformes ne pouvaient que se placer
dans la continuité de la politique pas-
sée, la politique de limitation des ef-
fectifs et des dépenses menée par le
gouvernement dans l'ensemble de la
Fonction publique et au nom de la-
quelle Allègre a porté ses attaques
contre les salariés de l'Education na-
tionale : développement de la préca-
risation, manque de personnel, dé-
gradation des conditions de travail,
attaques sur les salaires.

La précarité dans l'enseignement
s'est généralisée par l'embauche de
dizaines de milliers d'emplois-jeunes
dans l'Education nationale (des CDD
renouvelables pendant cinq ans et
payés au SMIC, un statut qui fait rê-
ver les patrons du privé) venant
s'ajouter aux dizaines de milliers de
salariés en contrat CES déjà en pla-
ce. Les enseignants ont aussi subi
dès le début de l'année scolaire une
attaque sur leurs salaires. Le minis-
tère avait décidé de faire 700 millions
d'économies sur la masse salariale
des enseignants en baissant la rému-
nération des heures supplémentaires.
Mesure qu'Allègre a annulée
après le mouvement.

Quant aux conditions de travail, elles
se dégradent considérablement :
d'une part, parce que nous subis-
sons de plein fouet les effets de la
crise à travers des phénomènes
comme l'augmentation de la violence
et d'autre part, parce qu'Allègre mè-
ne comme tous les ministres de la
Fonction publique une politique qui
vise à nous faire travailler plus sans
embaucher. Il a ainsi décidé sans au-
cune concertation que la rentrée pro-

chaine serait avancée d'une semai-
ne et il multiplie les pressions pour
que la formation se fasse pendant
les congés et que nous rattrapions
les heures consacrées à la prépara-
tion ou à la correction des sujets
d'examens.

Les mesures touchant le contenu de
l'enseignement contenues dans les
réformes sont dans le droit fil de cet-
te politique. Aucune réponse aux
problèmes de diminution des effec-
tifs et d'embauche de personnel en-
seignant. Tout au contraire. La dimi-
nution des heures de cours, mesure
démagogique, va dans le sens d'une
diminution des effectifs d'ensei-
gnants et accentue les inégalités so-
ciales, déjà très profondes, dans l'ac-
cès à la culture. Dans l'enseigne-
ment professionnel, la logique de su-
bordination de l'enseignement aux
exigences des milieux patronaux est
renforcée. La «Charte du XXI^e
siècle» fait du professeur des écoles
un animateur d'une équipe d'adultes
aux contrats mal définis, aides-édu-
cateurs au statut de précaire, inter-
venants extérieurs contractuels... Le
cynisme d'Allègre présentant tout ce-
la comme une amélioration et un pro-
grès et taxant «d'archaïques» et de
«révolutionnaires du statu quo» ceux
qui s'opposaient à ces réformes, ne
pouvait que révolter les enseignants.

Une mobilisation inégale, qui s'est
développée malgré les entraves
mises par les appareils syndicaux

La mobilisation s'est surtout dévelop-
pée dans la région parisienne où l'in-
fluence du mouvement du 93 a laissé
des traces. Elle s'est manifestée par
des grèves mais aussi par la création
de coordinations et de collectifs qui
ont marqué une défiance, voire un
rejet de la politique des syndicats.

Les syndicats, et notamment le

SNES, ont tout fait pour contenir le
mouvement tout en se livrant à des
simulacres de conflit avec Allègre.
Chaque direction des syndicats ma-
joritaires a marqué à sa manière son
soutien à ses amis au gouverne-
ment. Tandis que les syndicats de la
FEN affirmaient ouvertement leur
soutien aux réformes, l'attitude des
syndicats de la FSU a été, sans s'op-
poser de front au mouvement, de
tout faire pour éviter qu'il ne se ren-
force, qu'il ne se donne la perspecti-
ve d'un mouvement d'ensemble. Le
Snuipp a pesé de toutes ses forces
pour que le mouvement ne touche
pas les écoles primaires, refusant
par exemple d'appeler à la manifes-
tation du 20 mars. Le SNES, par
crainte de se faire déborder, a fait mi-
ne d'accompagner les luttes,
contraint par la force du mouvement
à prendre des initiatives tout en es-
sayant de le canaliser. Mais le carac-
tère ponctuel qu'il donnait à ces ini-
tiatives laissait le mouvement sans
perspective et s'efforçait de transfor-
mer toutes les manifestations, et no-
tamment celle du 20 mars, en un ba-
roud d'honneur. Les directions syndi-
cales ont ainsi pesé de tout leur
poids pour que le mouvement ne se
transforme pas en un mouvement
général qui aurait pu servir de point
d'appui à tous eux qui voulaient re-
mettre en cause la politique du gou-
vernement. Mais ils n'ont pu empê-
cher que s'exprime un courant criti-
quant la politique d'Allègre et celle du
gouvernement, sans se sentir ligoté
par quelque solidarité que ce soit
avec les partis de la gauche plurielle.

L'expression d'une rupture politique
d'une fraction des enseignants

Les syndicats ont tenté de justifier
leurs dérobades en disant que si les
réformes d'Allègre étaient très majo-

ritairement rejetées par des enseignants, ils n'étaient pas pour autant décidés à rentrer en lutte et encore moins à engager un mouvement national. C'est qu'effectivement, pour beaucoup, le pas était difficile à franchir, pour des raisons politiques, dans l'engagement contre la politique du gouvernement. Le milieu enseignant est une des dernières bases populaires du Parti socialiste. Il y recrute des électeurs mais aussi des militants et des sympathisants, des élus. Cela pèse évidemment beaucoup lorsque le gouvernement en place est de gauche et de gauche plurielle ! Mais le mouvement a révélé qu'il y avait des évolutions notables et encourageantes.

L'an dernier, le mouvement du 93 avait déjà été le révélateur de la rupture de milieux de gauche avec le Parti socialiste mais aussi avec le Parti communiste. Le mouvement dans lequel enseignants, parents et jeunes s'étaient retrouvés coude à coude avait permis que s'exprime ce courant d'opposition. Ce courant s'est affirmé de façon encore plus large dans le mouvement contre les réformes d'Allègre. Le succès remporté par la pétition pour la « démission d'Allègre », lancée à l'initiative d'enseignants parisiens en a été le reflet. Les slogans lancés dans la manifestation du samedi 20 mars à Paris affirmaient cette prise de distance. Si le slogan vedette était « Allègre, bouffon, Allègre démission », des slogans marquant encore plus nettement l'opposition à la politique du gouvernement : « Allègre coupable, Jospin responsable » et « Jospin en juin, tu n'auras pas nos bulletins » étaient largement repris.

Cette affirmation d'un courant rompant toute solidarité avec ce gouvernement dans un milieu de salariés traditionnellement largement influencé par les partis de gauche et notamment le Parti socialiste, est un fait politique qui témoigne d'une réelle évolution des consciences. Mais il en

marque aussi les limites. Car s'il est encourageant qu'un tel courant existe, s'affirme et joue un rôle dans le mouvement, encore faut-il qu'il mette en avant une politique pour le mouvement qui offre des perspectives radicalement différentes de celles auxquelles les dirigeants syndicaux essaient de le cantonner.

Comment se donner les moyens de définir l'orientation en toute démocratie

De ce point de vue, le mouvement a oscillé entre les tentatives de pression sur le SNES pour qu'il fasse ce que coordinations et collectifs n'avaient pas les moyens de mettre en œuvre, y compris par la mise en avant de mots d'ordre comme « la grève générale de l'Education nationale », qui ne pouvaient être qu'incantatoires tant que les conditions qui la rendaient possible n'étaient pas clairement définies. Une politique qui, elle aussi, était tributaire du SNES puisque le refus de ce dernier d'y appeler était présenté comme la cause principale de l'échec d'un mot d'ordre censé résoudre tous les problèmes qui se posaient au mouvement. Il était évidemment nécessaire d'utiliser les initiatives lancées par les directions syndicales, et notamment le SNES, pour permettre que le mécontentement puisse s'exprimer le plus largement possible. C'était d'autant plus légitime que ces initiatives n'étaient prises que sous la contrainte du mouvement lui-même. Mais le courant qui s'affirmait pour la poursuite et le développement du mouvement avait une tout autre tâche que se borner à être un groupe d'influence qui fasse pression sur les syndicats « parce qu'ils sont les seuls qui ont la force de mener le mouvement ».

Quant à ceux qui ont mis en avant le mot d'ordre de « grève générale de l'Education nationale », pensant avoir ainsi résumé en un mot d'ordre le sé-

same qui ouvrirait toutes les portes, ils se plaçaient en fait eux aussi sur le même terrain que les syndicats, défendant un mot d'ordre qui semblait plus « radical », qui mettait plus en évidence les dérobades du SNES et son refus de le reprendre. Mais les directions syndicales, et le SNES en tout premier lieu, avaient beau jeu de s'appuyer sur les hésitations, sur les doutes exprimés dans la grande majorité des établissements pour dire à ceux qui réclamaient « la grève générale de l'Education nationale » que cela n'était pas possible. Ce qui était vrai. Le simple fait que le SNES ait par exemple appelé à la grève générale de l'Education nationale au lendemain de la manifestation du 20 mars n'aurait pas pour autant provoqué la grève.

Car les raisons qui font que les conditions pour la grève générale n'étaient pas réunies ne tenaient pas à l'adoption par un appareil plus gros que les autres d'un mot d'ordre « opératoire ». Elles sont beaucoup plus politiques : elles tiennent aux hésitations, aux doutes de la grande majorité du public de gauche enseignant qui reflète les doutes d'un grand nombre de salariés dans ce pays. Et c'est sur ce plan politique qu'il faut leur apporter des réponses.

Les conditions politiques qu'il faut créer

L'affirmation d'un courant politique d'extrême-gauche est la condition nécessaire pour que le mouvement des enseignants se donne clairement pour but de combattre la politique libérale du gouvernement Jospin du point de vue de l'ensemble des salariés. Les militants d'extrême-gauche ont été l'aile marchante du mouvement. Ce sont eux, militants, anciens militants ou sympathisants de l'extrême-gauche qui ont été les animateurs des grèves et de la création des collectifs et des coordinations. Ce sont eux qui ont permis que

s'exprime et que s'organise le mouvement de contestation d'Allègre et du gouvernement. Ils ont donné sa force au courant qui s'est affirmé, en se construisant à la base et en agissant indépendamment des pressions du gouvernement et de ses défenseurs politiques et syndicaux. C'est cela qu'il nous faut continuer aujourd'hui, pour préparer la suite. Développer ce qui a été construit, créer des cadres de discussion et de débat là où ils n'existent pas encore, renforcer les liens entre les militants du mouvement des différentes villes de province et les militants parisiens, continuer à dénoncer les réformes d'Allègre et les premiers effets de leur politique, ce sont les tâches qui nous attendent dans les mois qui viennent

Les militants de la Ligue Communiste, de Lutte ouvrière, de Voix des travailleurs, de Carré rouge et d'autres organisations d'extrême-gauche se retrouvent dans les faits côte-à-côte pour que ce mouvement existe. Cela démontre de façon tangible la nécessité d'un cadre dans lequel puissent se confronter et se discuter nos politiques, nos perspectives. Car ce dont le mouvement a besoin, ce ne sont pas seulement des structures démocratiques que les syndicats se refusent à mettre en place. Il faut aussi qu'il mette en avant une politique qui lui donne des perspectives plus larges. Les hésitations, la difficulté à dégager des perspectives qui ne se bornent pas, soit à lancer des mots d'ordre qui ne correspondent pas à la situation, soit à presser le SNES de faire ce que nous n'avions pas encore la force de faire, viennent de cette difficulté pour l'extrême-gauche de s'affirmer comme un courant politique qui soit la force d'opposition ouvrière au gouvernement et se consi-

dère comme tel.

Le problème n'est pas qu'aujourd'hui le mouvement contre les réformes d'Allègre marque le pas. Les réformes d'Allègre n'ont pas encore été mises en place ou ne le sont que de façon très embryonnaire. Le mécontentement resurgira forcément lorsque ces mesures seront appliquées. Notre problème est de nous donner dès aujourd'hui les moyens de faire que ce mécontentement puisse s'exprimer de la façon la plus large, non comme un mouvement qui limite ses objectifs à des revendications catégorielles mais pour qu'il soit un point d'appui et un encouragement à tous les salariés qui refusent la politique du gouvernement et du patronat. Cela veut dire que les militants d'extrême-gauche défendent pour le mouvement une politique qui se situe du point de vue de l'ensemble des salariés, en militants du mouvement ouvrier qui se placent dans la perspective de la lutte de l'ensemble de leur camp social.

Cela signifie rompre avec tout raisonnement d'appareil quel qu'il soit, qui prétend avoir le bon mot d'ordre pour permettre aux enseignants de prendre en main leur propre lutte à travers des structures démocratiques, assemblées souveraines. Cela veut dire mettre en avant dans le mouvement la dénonciation de la politique du gouvernement et de ses objectifs en montrant que la politique qu'il mène dans l'Education nationale n'est qu'un élément de la politique qu'il mène contre l'ensemble des salariés de ce pays. Cela veut dire avoir une politique en direction des jeunes en les appelant non pas à nous soutenir, mais à parler leur propre voix, à contester cette société et à la combattre à nos côtés. Cela veut dire bien entendu s'adresser

aux parents, comme la nécessité en a été ressentie dans bien des endroits, pas seulement pour leur démentir la nocivité des réformes pour l'avenir de leurs enfants (même avec de bonnes réformes, l'avenir de leurs enfants dans cette société est celui de tous les salariés, le chômage et l'exploitation), mais pour leur montrer que la lutte que nous menons est une lutte pour la défense des salariés, contre la politique du patronat et du gouvernement et que c'est à ce titre que nous nous adressons à eux .

Cela ne peut se faire que si s'affirme clairement un courant de militants qui se considèrent et qui agissent comme des militants du mouvement ouvrier, qui interviennent dans leur milieu professionnel en défendant ces perspectives mais qui militent aussi dans ses associations, qui participent à la vie syndicale aux côtés des autres salariés, dans les Unions locales par exemple. Ce courant existe aujourd'hui chez les enseignants, il s'est affirmé au cours du mouvement. Il lui reste à aller jusqu'au bout, à rompre avec un passé où l'extrême-gauche ne se considérait par la force des choses que comme l'aiguillon des partis de gauche ou de syndicats. Nous avons aujourd'hui les moyens de dépasser les limites rencontrées lors de la première phase du mouvement, à condition de parler notre propre voix, de mettre en avant nos propres perspectives du point de vue de l'ensemble des salariés, d'affirmer l'existence d'une opposition ouvrière à ce gouvernement.

Laurent Dianoux, chercheur dans les sciences du vivant et membre du bureau national du Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS-FSU) nous a envoyé l'article suivant qui éclaire la politique d'ensemble menée par le ministre de l'éducation et de la recherche.

La politique de Claude Allègre dans la recherche

Le philosophe des sciences Pierre Thuillier, auquel nous devons tant, a rappelé peu de temps avant sa mort que «le profit, le rendement à tout prix, l'utilitarisme, l'activisme qui envahissent notre société ne sont pas le résultat de la science, mais se retrouvent en elle aujourd'hui» (1). Ils s'y retrouvent sous forme de la formidable pression que l'industrie privée et l'argent exercent sur les chercheurs, les poussant à une course à la publication, à une concurrence souvent sordide et toujours destructrice du travail d'équipe, au secret de leurs découvertes en négation de ce qui était encore il y a vingt ans l'un des fondements de l'éthique de la recherche (2). Mais pour Claude Allègre, zéléateur du modèle néo-libéral, il faut aller plus loin en institutionnalisant à l'aide de la loi, la domination du marché et de l'argent sur l'activité des chercheurs.

A entendre le ministre et ceux qui l'appuient par conviction ou par opportunisme, les établissements publics scientifiques et technologiques (EPST), créés en 1982 par la loi d'orientation et de programmation de la recherche préparée par Jean-Pier-

re Chevènement (une loi d'orientation déjà assez libérale), seraient peu efficaces, peu compétitifs et fort dispendieux. Les personnels ne profiteraient pas des dispositions statutaires prévues par la loi de 1982, en particulier en ce qui concerne la mobilité. Ils ne rempliraient pas toutes leurs missions, en particulier celle de «valoriser leurs recherches», euphémisme qui désigne la soumission du savoir à la rentabilité capitaliste. Selon Allègre, la recherche publique est «figée». Elle n'a pas la capacité d'évoluer par elle-même, elle n'est pas assez liée à l'université, elle n'est pas «ouverte sur le monde», elle ne se préoccupe pas des applications...

**CHEFS DE LABORATOIRES,
ENRICHISSEZ-VOUS !**

En un mot la recherche serait encore insuffisamment soumise à la marchandisation. Cette vision s'inscrit dans un cadre plus général du discours du gouvernement sur la nécessité que la société française s'adapte plus vite à la mondialisation financière.

re et à la domination des revenus financiers. Il faut donner aux chercheurs les moyens de devenir des acteurs et des bénéficiaires (financiers) de cette adaptation. Il faut donc redéfinir leurs missions et légaliser le droit de certains chercheurs de s'enrichir en commercialisant le travail de leurs collègues moins puissants ou moins avides. Ici l'outil, offert en premier lieu aux chefs de laboratoires, serait la possibilité de créer des entreprises pour valoriser leurs résultats en étant autorisés à se rémunérer en actions (les stock-options, dont Allègre propose d'alléger la fiscalité non seulement pour eux, mais pour tous les dirigeants et cadres d'entreprises qu'il faut sensibiliser à la « valeur actionnariale »).

L'exposé des motifs du projet de « loi sur l'innovation », qui est en fait une loi sur la recherche, a le mérite de dire les choses sans ambiguïté : « si la France dispose d'un fort potentiel de matière d'innovation, son développement reste entravé par les règles qui régissent les personnels et les établissements ainsi que par l'insuffisance des coopérations entre la recherche publique et le monde économique. Aussi l'intervention des pouvoirs publics est-elle nécessaire, tant pour lever les obstacles statutaires qui rendent difficile la création d'entreprises que pour stimuler les initiatives individuelles. Afin de développer et de soutenir l'effort d'innovation, le gouvernement entend donc multiplier les échanges entre le monde de la recherche et les entreprises, constituer des structures professionnelles de valorisation, faciliter la création d'entreprises par les chercheurs et améliorer le dispositif fiscal pour les entreprises innovantes. »

Parmi les conséquences prévisibles de ce projet, on peut citer :

▀ la confusion complète entre inté-

rêts publics et privés ; il y a actuellement dans certains domaines des situations illégales au regard de la loi actuelle, mais ce n'est pas en rendant légales ces pratiques actuellement illégales qu'on avancera vers la transparence ;

▀ la banalisation de comportements inacceptables sur le plan de l'éthique de la recherche, dont l'adoption entraînerait un changement radical dans le métier de chercheur ;

▀ les conséquences immédiatement négatives sur l'emploi scientifique dans le secteur privé de recherche : les entreprises continueront-elles à financer des centres de recherche privés si elles peuvent utiliser directement les centres publics ?

C'est à une modification profonde du fonctionnement de la recherche que les personnels de la recherche publique sont confrontés. Comme toujours en pareil cas, l'offensive s'accompagne d'attaques violentes contre la gestion des organismes publics de recherche et le statut des personnels de la recherche. Cette politique ne peut être dissociée de la manière dont le ministre Allègre essaie de passer en force. Comme dans l'enseignement, sa méthode est fondée sur la culpabilisation et le dénigrement, les mensonges et les insultes, le recours aux exemples « frappants » mais qui se révèlent toujours être faux.

TROUVEZ VOS MOYENS,

CRÉEZ VOS EMPLOIS

TOUT SEULS !

Cette politique porte aussi sur le financement de la recherche. C'est aux chercheurs d'aller les quêmer auprès de « l'entreprise » et de la « société civile ». La dégradation des financements publics a imposé à

nombre de laboratoires d'aller trouver par eux-mêmes les moyens de financer leurs thésards ou d'acheter leurs équipements. Au point que dans certains secteurs comme la chimie ou les sciences de l'ingénieur, plus de 70 % des budgets des laboratoires proviennent de contrats avec l'industrie. Ce taux est devenu tellement élevé qu'il remet en cause le fonctionnement des laboratoires publics et leur mission de recherche de base. Dans le domaine vital des sciences de la vie, la recherche doit vivre de dons et du fruit des campagnes dans les médias. Les dons sont le fait principalement d'associations caritatives qui privilégient certains thèmes de recherche très liés à la demande sociale (le sida, le cancer, les maladies génétiques, la thérapie génique...). Ici encore le souci de résultats rapides entraîne le sous-financement de thèmes s'intéressant aux mécanismes fondamentaux. Les résultats obtenus ne sont pas à la hauteur des attentes et des annonces, mais les donateurs ont du mal à reconnaître que les applications exigent des recherches fondamentales en amont dont ils ne veulent pas assurer le financement, renvoyant la balle à l'Etat.

Le chômage des jeunes scientifiques est une réalité qu'on peut maintenant quantifier. Près de dix mille docteurs sont actuellement au chômage ou en situation précaire ou encore à l'étranger. A la suite des fusions et concentrations transnationales, en France comme dans beaucoup de pays européens, l'industrie ferme des centres de recherche et licencie ses personnels techniques et scientifiques. Des groupes industriels, qui maintenaient depuis des années une activité de recherche fondamentale dans leurs unités de recherche, les réorientent vers des activités indus-

rielles dans une logique strictement financière de rentabilité à court terme. En France, les faits récents montrent que les grandes entreprises, malgré les marges qu'elles réalisent, diminuent fortement leur potentiel de recherche et licencient. Elles préfèrent externaliser une partie de leurs activités de Recherche & Développement pour des raisons essentiellement financières, vers le secteur public de recherche qui encore maintenant calcule ses contrats de recherche en coûts marginaux et non pas globaux. Partant du postulat néo-libéral que c'est au secteur privé d'employer les chercheurs, mais conscient que celui-ci n'embauche que peu, le ministre a déclaré que c'est à eux de créer leurs propres emplois. Les jeunes docteurs au chômage ou à emploi précaire sont invités à créer eux-mêmes, sans expérience et sans moyens, des entreprises alors que dans le même temps, les grands groupes ferment leurs centres de recherche industrielle. C'est au mieux les chasser de la recherche, vers le conseil, l'assistance technique ; au pire les vouer au chômage en les en rendant responsables !

UNE SOUMISSION AU CAPITAL TOUS AZIMUTS

A la veille d'élections européennes, on ne saurait oublier que la politique européenne de recherche mise en œuvre par la Commission Européenne joue, dans le domaine de la recherche comme dans d'autres, un rôle actif dans la mise en place de schémas néo-libéraux. Les grands programmes sont décidés en dehors de toute concertation avec la communauté scientifique, alors qu'ils ont des conséquences très importantes, soit directement par les budgets im-

pliqués, soit indirectement par les budgets induits laissés à la charge des organismes. La Commission européenne, par la voix d'Edith Cresson, se pose en procureur : «En Europe, 30 % des coûts de recherche et développement sont inutilement investis dans des travaux qui ne font que reproduire des recherches existantes. Il faut cibler les travaux sur des aspects réellement novateurs». Il faut donc créer les moyens permettant d'éviter que «les chercheurs ne réinventent sans cesse la roue». Seules les recherches réellement novatrices pourraient bénéficier d'un financement communautaire. L'Office européen des brevets (l'OEB) a ainsi créé Esp@cenet, la plus grande base de données sur les brevets installée sur Internet. La Commission Européenne, via la direction de l'Innovation et du transfert technologique, a créé Help-Desk, un service d'information et d'assistance sur les droits de la propriété industrielle. Claude Allègre, qui n'est jamais en reste sur de tels thèmes, a déclaré «il faut tripler le nombre des brevets déposés par les chercheurs français» et non pas des brevets dormants, mais des brevets permettant la mise au point d'innovations qui débouchent sur le marché. Il ne s'agirait plus «d'amasser des connaissances comme on amasse des pierres» (sic) mais de créer des emplois. Comme on le sait, le ministre est un volontariste qui aime la publicité. Il fixe donc des objectifs : il faut que les nouveaux brevets fassent naître 400 entreprises innovantes en 4 ans. Et c'est sous la contrainte que cela doit se faire puisque le ministre ajoutait : «je ne plaiderai pas pour une augmentation du budget de la recherche tant que le retour pour l'économie nationale ne sera pas meilleur [...] tant qu'il n'y aura pas plus de trans-

ferts vers l'industrie, je ne défendrai pas la recherche comme priorité nationale. Il faut que la science débouche sur la création de richesses et d'entreprises pour le pays».

D'autres points particuliers du projet de loi visent à modifier radicalement les rapports entre l'industrie privée et la recherche, au bénéfice de la première. Les contrats pluriannuels d'objectifs des EPST sont déjà un moyen pour l'Etat d'imposer des objectifs aux établissements sur des critères autres que scientifiques. La lettre de cadrage budgétaire de l'INRA est à ce titre extrêmement instructive, puisque les moyens budgétaires alloués d'une année sur l'autre à l'organisme vont dépendre de la réalisation ou non des objectifs, pour la plupart non scientifiques. Une telle décision remet en cause l'autonomie scientifique des organismes dans le cadre de leurs missions de développement des connaissances fixées par leur statut (3). Les objectifs précis de la contractualisation favoriseront l'opportunisme scientifique et le choix figé des travaux et des voies de recherche. Mais ici encore le gouvernement veut aller plus loin.

Les organismes de recherche et les universités vont donc être incités à créer des «incubateurs», c'est-à-dire mettre à la disposition d'entreprises des cellules de recherche spéciales pour la création d'activités industrielles et commerciales, en leur allouant une partie de leurs locaux et de leurs équipements. Ces «incubateurs» seront un moyen de plus pour les groupes industriels de bénéficier des investissements faits dans la recherche publique, sans avoir à prendre de risques ni investir eux-mêmes. Ils favorisent encore plus l'externalisation de leur activité d'innovation dans des structures où il est prévisible qu'une partie du personnel

aura un statut précaire. La possibilité pour les laboratoires d'obtenir des financements par cette voie va les conduire, dans un contexte d'asphyxie financière, à orienter le plus possible leurs activités de recherche vers la fabrication et la commercialisation de produits nouveaux. On peut donc prévoir la disparition progressive et l'abandon de pans entiers de la recherche qui ne peuvent trouver de traductions industrielles immédiates. De même que les découvertes ne se programment pas, les retombées des recherches fondamentales sont imprévisibles. Ce sont ces réalités historiques qui ont conduit le législateur à accorder une grande liberté d'organisation aux établissements de recherche. C'est pourquoi les politiques scientifiques publiques asservies aux pratiques des marchés, à ses fluctuations erratiques, et aux choix des gouvernements vont à l'encontre des intérêts de la recherche.

Le capital financier, le capital des fonds de pension, avide de rendements rapides, scie la branche sur laquelle il est assis. Il a trouvé en Claude Allègre quelqu'un qui lui est complètement acquis. Le manque d'horizon du capital financier peut sembler être son problème propre. Ce n'est pas le cas. Le tort causé à la société toute entière est incommensurable. La recherche publique forte,

présente aux différents niveaux régional et national, doit être une activité démocratique (4). Cette recherche doit être menée par des personnes les mieux formées possibles, recrutées sur des emplois publics stables. Elle a besoin d'objectifs à long terme et doit être sous-tendue par des choix politiques et économiques établis en dialogue avec les disciplines scientifiques. Ces choix, qui définissent des grandes orientations, imposent de la détermination et des moyens. Les enjeux de la recherche, scientifiques, nationaux, régionaux, humains, sont connus, les termes des choix à faire sont maintenant formulés. Tel est le sens de la mobilisation de milliers de chercheurs contre Allègre dans la recherche. Il donne toute apparence de vouloir, avec le soutien du gouvernement Jospin dans toutes ses composantes de «passer en force». Il n'est pas sûr que les chercheurs seuls puissent l'en empêcher.

Notes

(1) Introduction au colloque «Science, pouvoir et démocratie» publié par Archimède et Léonard, revue de l'AITEC, Hors-série n° 13, hiver 97-98.

(2) Pour mesurer les ravages résultant de cette pression, on peut lire le dossier publié en soutien à la loi préparée par Allègre dans la revue Capital, avril 1999, sous le titre

«Mieux vaut être un as du marketing qu'un pont de la recherche»...

(3) Mais la notion «d'autonomie» est elle-même l'objet de définitions qui en modifient singulièrement le contenu. Ainsi le document préparatoire n°2 au Comité interministériel sur la recherche scientifique et technique, qui doit se réunir prochainement, la définit ainsi «l'autonomie (qui se différencie de l'indépendance) signifie que chaque établissement ou organisme négocie un contrat pluriannuel avec l'Etat, contrat dont la proposition initiale de contrat lui revient. Il met en œuvre ce contrat de manière autonome»...

(4) C'est parce que le CNRS comporte encore des vestiges des exigences démocratiques dont l'Etat avait dû tenir compte en partie lors de sa refondation après la Seconde Guerre mondiale, qu'il a été la bête noire dans tous les gouvernements des ministres néo-libéraux attachés à satisfaire la «dictature des marchés».

L'Appel pour une école démocratique (APED) mène depuis la Belgique un travail de réflexion très intéressant. Cette association, née de la longue grève des enseignants belges, a installé sur Internet un site dont la consultation est souvent très édifiante. Nous en avons extrait deux documents, dûs à Nico Hirtt, qui jettent sur les problèmes de l'enseignement en France une lueur qui nous est trop souvent masquée par un regard trop étroitement national. Nous remercions ces collègues de nous avoir permis de les reproduire. Leur site peut être consulté à l'adresse suivante : aped@skynet.be. L'adresse électronique de Nico Hirtt est : nico.hirtt@skynet.be

Allègre-profs : un combat aux enjeux européens

Du fond de la Belgique, j'observe avec un étonnement croissant le conflit qui secoue l'enseignement français et les commentaires surréalistes auxquels il donne lieu. Dans un coin du ring, on nous présente un ministre attaché à

la «réforme» du système éducatif, mais dont la maladresse de pachyderme découragerait chaque expert en communication. Dans l'autre coin, on nous montre un assemblage hétéroclite d'enseignants, «gauchistes et corporatistes confondus» (Le Monde de l'Education), ayant en commun une hostilité irrationnelle envers toute velléité de «réforme». À en croire les médias français, qui nous parlent rarement du contenu de ces «réformes», ce conflit relèverait davantage de la psychologie que des sciences de l'éducation.

Il suffit pourtant de quelques kilomètres de recul qu'offre ma position géographique pour observer que la

France n'est pas toute seule, que le vrai débat est d'ordre économique et que ses enjeux sont européens, voire planétaires. Dans tout le monde industrialisé, il n'est plus question que de «dérégulation» des systèmes éducatifs. Nous sommes les témoins de la fin d'une époque (celle de la massification de l'enseignement) et du début d'une ère nouvelle (celle de l'école flexible, hiérarchisée et privatisée). Dans sa fuite en avant suicidaire vers la mondialisation et la libéralisation à outrance des marchés, le capitalisme en crise réclame un système éducatif à son image et à son service.

Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui en France, il n'est pas inutile de rappeler le contexte de la massification de l'enseignement. Durant les

années 45-75, sous la pression d'une croissance économique ex-

ceptionnelle et d'innovations technologiques et industrielles sans précédent (électroménager, transports, nucléaire, industrie chimique...), le marché du travail connut une forte croissance en volume ainsi qu'un glissement vers des emplois à niveau de qualification élevé. Cette évolution alimenta une demande croissante en formation et en instruction. L'Etat, déjà chargé de la mise en place d'une vaste infrastructure de développement économique (ports, aéroports, centrales électriques, chemins de fer, télécommunications) prit très naturellement sur soi la mission de généraliser l'accès à l'enseignement secondaire et, dans une moindre mesure, à l'enseignement supérieur.

C'est bien de massification qu'il convient de parler et non de démocratisation. Si le niveau d'accès à l'enseignement s'est effectivement élevé pour les enfants de toutes catégories sociales, les inégalités relatives n'ont pas décliné pour autant. L'INSEE a montré qu'en France la mobilité sociale n'avait guère changé : la probabilité pour un enfant de cadre d'obtenir un diplôme supérieur à celui d'un enfant d'ouvrier est toujours de huit chances sur dix, aujourd'hui comme il y a trente ans (1). La crise économique qui éclate à la fin des années 70 marque, dans plusieurs

pays européens, un coup d'arrêt brutal. Il s'agit surtout, au début, de mesures d'économie budgétaire «en attendant la sortie du tunnel». L'essence du discours sur l'enseignement ne changera que petit à petit, lorsqu'on prendra conscience que la crise n'est ni locale ni passagère. Nous traversons en effet la crise économique la plus profonde (des taux de chômage et de faillites qui dépassent ceux des années 30), la plus étendue (elle est

planétaire) et la plus durable (déjà 25 ans maintenant) que le capitalisme ait connu.

En 1989, le lobby patronal de la Table Ronde des Industriels européens (ERT) publie son premier rapport sur l'enseignement, clamant que «Compétence et éducation sont des facteurs de réussite vitaux» (2). D'autres rapports suivront, tout au long des années 90, précisant les «recommandations» patronales quant à «la manière d'adapter globalement les systèmes d'éducation et de formation permanente aux défis économiques et sociaux» (3). Les lignes directrices de ces rapports seront reprises dans les analyses de l'OCDE, les «livres blancs» de la Commission européenne et diverses publications gouvernementales ou patronales locales.

Que disent tous ces textes ? Essentiellement ceci : pour mieux adapter l'enseignement aux exigences actuelles de l'économie, il faut en finir avec les lourdes structures éducatives héritées de l'ère de la massification, avec leurs cursus immuables et uniformes. En lieu et place, il faut des réseaux flexibles d'«initiatives éducatives», des «lieux de formation» diversifiés et différenciés, des institutions souples et en situation de forte concurrence mutuelle.

Par la double action des mutations technologiques et de la crise, c'est-à-dire de luttes concurrentielles plus acerbes, la vie industrielle est désormais marquée par une incroyable instabilité, un rythme de changement effréné. L'obsolescence rapide des savoirs enseignés par l'école conduit les décideurs à suggérer que le système d'enseignement se contente d'apporter aux jeunes quelques compétences limitées (calcul, lecture, utilisation d'une interface informatique) qui leur permettront de s'adapter fa-

cilement aux changements de postes de travail. Pour le reste, l'école doit surtout leur inculquer les «savoir être», les comportements qui en feront des travailleurs disciplinés et des citoyens respectueux des institutions en place. Ils devront être adaptables et autonomes, capables de se recycler par eux-mêmes et à leurs propres frais (on dit plus joliment : «apprendre tout au long de la vie») et souples sur le plan des relations sociales. Tout cela compte beaucoup plus que les connaissances générales (en histoire, en science ou en littérature) que l'école leur apporte traditionnellement. Il s'agit, comme le demandait explicitement le Conseil européen d'Amsterdam en 1997 «d'accorder la priorité au développement des compétences professionnelles et sociales pour une meilleure adaptation des travailleurs aux évolutions du marché du travail» (4). Au nom de l'«allègement des programmes» et par une espèce de détournement habile du discours pédagogique anti-élitiste, l'école est amenée à abandonner sa mission d'instruction au profit de la formation et de l'éducation. Les connaissances cèdent la place aux compétences et à la citoyenneté. En même temps, le concept flou d'«employabilité» se substitue à la vieille notion de qualification et tout ce qu'elle impliquait de réglementation et de protections sociales.

Dans certains métiers, une formation technique pointue est évidemment nécessaire. Mais puisque l'école est incapable de suivre cette évolution technologique, on préconisera là une formation professionnelle en entreprise, par exemple sur le modèle du système allemand d'enseignement «en alternance».

Parallèlement, sur le plan des structures, les établissements scolaires

eux-mêmes sont appelés à devenir plus flexibles, afin de s'adapter plus facilement (par l'autonomie) et plus rapidement (par la pression de la concurrence) aux évolutions rapides du marché de l'emploi. Voilà pour quoi, comme le dit Allègre, «le centralisme c'est du passé» (5). Le rapport 98

de l'OCDE conclut : «la mondialisation (économique, politique et culturelle) rend obsolète l'institution implantée localement et ancrée dans une culture déterminée que l'on appelle "l'école" et en même temps qu'elle, "l'enseignant".»(6).

Du point de vue de la démocratisation de l'enseignement, les conséquences de cette dérégulation sont désastreuses. C'est la porte ouverte au développement inégal, donc au renforcement des hiérarchies sociales entre établissements. L'abandon des objectifs cognitifs au profit des seules

compétences liées à l'employabilité prive surtout les enfants d'origine populaire de l'accès aux savoirs généraux qui donnent force pour comprendre le monde, donc pour le changer. L'adéquation école-entreprise signifie davantage de sélection et un fossé croissant entre les filières d'enseignement.

Mais qu'à cela ne tienne, on peut bien abandonner les beaux discours sur la

démocratisation puisque la situation du marché de l'emploi a, elle aussi, totalement changé. D'une part, l'Europe connaît un taux de chômage officiel qui n'a guère de chances de descendre sous la barre des 10 % avant longtemps (le taux réel, épuré des falsifications statistiques, est sans doute deux fois plus élevé). D'autre part, la crise et la dérégulation du travail ont donné naissance à une foule de «petits boulots», d'em-

ploi précaires ne nécessitant guère de qualification pointue ni un niveau de savoirs généraux très élevé. Aux Etats-Unis, le rapport FAST II sur l'emploi a montré qu'on trouve en tête des professions au taux de croissance le plus élevé : les nettoyeurs, suivis des aides-soignants, des vendeurs, des caissiers et des serveurs. Le seul emploi à composante technologique, celui de mécanicien, arrive en vingtième et dernière position (7). Voilà pourquoi un minimum de compétences de base (lire, écrire, calculer et se servir d'une interface informatique simple) suffit pour un grand nombre de jeunes. Après trente années d'élévation générale des niveaux d'instruction requis par le marché du travail, le monde industrialisé est entré dans une ère d'étiement des niveaux de formation. Oui, on réclame des ingénieurs et des techniciens aux qualifications toujours plus élevées et plus pointues, mais en même temps, on exploite une masse croissante de main d'œuvre «à tout faire» : assez compétente et flexible pour être productive ; assez nombreuse et privée d'instruction pour être peu exigeante.

Une autre évolution se dessine petit à petit. La crise économique entraîne une formidable quête de nouveaux marchés. Une fois le tiers-monde épuisé, les pays de l'Est conquis, les télécommunications, les transports publics, l'énergie avalés par le capital privé, que reste-t-il encore pour assouvir la soif du monstre ? L'enseignement ! Pour l'ensemble des pays membres de l'OCDE, celui-ci représente le dernier grand marché, un fabuleux pactole de 875 milliards d'euros par an : autant que le marché de l'automobile !

C'est ici qu'interviennent les «nouvelles technologies de l'information et des communications». Elles font

office de Cheval de Troie dans l'assaut contre l'école publique. L'informatique, le multimédia et Internet sont présentés comme une nouvelle panacée, capable de résoudre d'un coup de baguette magique les problèmes de pédagogie, d'échec scolaire, de motivation et de manque d'encadrement. La vérité est plus prosaïque, mais on peut la trouver noir sur blanc dans des textes plutôt confidentiels émanant de la Commission européenne : «On peut douter que notre continent tienne la place industrielle qui lui revient sur ce nouveau marché (des multimédia) si nos systèmes éducatifs et de formation ne suivent pas rapidement. Le développement de ces technologies, dans un contexte de forte concurrence internationale, nécessite que les effets d'échelle puissent jouer à plein. Si le monde de l'éducation et de la formation ne les utilisent pas, le marché européen deviendra trop tard un marché de masse» (8). Les milliards d'investissements de France Télécoms ou de Belgacom dans la connexion des écoles au réseau Internet n'ont évidemment rien du mécénat à vocation pédagogique... Adéquation école-entreprise, hiérarchisation renforcée, marchandisation : cette triple stratégie est généralement accompagnée d'une politique d'austérité budgétaire. La pression constante sur l'emploi contribue à stimuler la concurrence entre écoles, entre réseaux, donc leur adaptation aux exigences du marché. Le manque de moyens financiers pousse les établissements à recourir au sponsoring externe. Les maigres enveloppes budgétaires encouragent le remplacement des enseignants par des ordinateurs et des didacticiels. La contrainte de rationalisation conduit à abandonner les cours «moins importants», c'est-à-dire

ceux qui ne répondent pas directement aux demandes du marché de l'emploi (entendez : des employeurs). Le «coût excessif» des redoublements stimule les politiques de sélection renforcée qui ont pour nom «orientation». La baisse de qualité de l'enseignement, consécutive au dé-financement, pousse les parents à chercher pour leurs enfants des formes alternatives d'apprentissage : écoles privées mais aussi CD-ROM ludo-culturels, livres, didacticiels, cours à distance sur Internet. Bref, tout concourt à la privatisation de l'enseignement. L'austérité budgétaire devient l'alibi d'une politique qui abandonne les objectifs de massification et cède l'école au capital privé afin qu'il puisse en soutirer un double profit : la vente lucrative du savoir et le contrôle direct des connaissances, compétences et comportements inculqués aux futurs travailleurs.

Certes, la France a ses spécificités. Mais les plans de réforme de Claude Allègre (comme ceux de ses collègues Onkelinx et Baldewijns en Belgique, Blunkett en Grande Bretagne ou Bulmahn en Allemagne) s'inscrivent bien dans le contexte général de dérégulation et de hiérarchisation des systèmes éducatifs, vou-

lues par le patronat européen et soutenues par l'OCDE et la Commission européenne. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'un complot ou d'une collusion. Tous ces ministres sociaux-démocrates sont sans doute sincères quand ils disent leur attachement à l'école publique et à une démocratisation de l'enseignement. Mais à force de répéter que «les réformes, il vaut mieux les faire nous-mêmes plutôt que de les laisser faire par les forces néo-libérales», ce sont bien des socialistes qui appliquent, lentement mais sûrement, la politique libérale en question. Lorsque Claude Allègre s'en va répétant que «la compétition majeure du XXI^e siècle sera celle de l'intelligence» (9), ce n'est évidemment pas anodin. Cela situe d'emblée les choix en matière d'enseignement à la traîne de la compétition économique. Et cela montre au passage qu'une éventuelle démission de Claude Allègre (comme celle de Mme Cresson au niveau européen) ne résoudra rien : c'est une politique qui est en cause, pas un homme. Dans les pays qui, comme la Belgique et la France, ont une longue tradition d'enseignement centralisé et de service public, la libéralisation de l'école bute logiquement sur une

résistance opiniâtre. La très longue grève de 1996 dans l'enseignement francophone belge n'a pas été victorieuse. Le bras de fer engagé aujourd'hui en France est peut-être l'un des derniers fronts de résistance de l'école publique en Europe. Alors tant pis si la coalition anti-Allègre est un peu hétéroclite et compte quelques réactionnaires. De la banlieue bruxelloise, à l'ombre de la Commission européenne, je leur crie : «tenez bon» !

Nico Hirtt

Auteur de *L'école sacrifiée* (éd. EPO 1996), co-auteur de *Tableau Noir* (éd. EPO 1998).

Notes

1. INSEE N° 469 - Juillet 1996
2. ERT, Education et compétence en Europe, Bruxelles, février 1989
3. ERT, Une éducation européenne. Vers une société qui apprend, Bruxelles, juin 1995.
4. Pour une Europe de la connaissance, Communication de la Commission européenne, COM(97)563 final
5. Discours de clôture de Claude Allègre,

L'OCDE veut soumettre l'école plus directement aux lois du marché...

Rapport OCDE 1998 sur les politiques d'éducation : quelques remarques critiques

Colloque Lycées, Lyon - 29 Avril 1998

6. OCDE, Analyse des politiques d'éducation, Paris 1998.

7. Le Monde Diplomatique, 1 janvier 1995.

8. Commission européenne. Rapport du Groupe de Reflexion sur l'Education et la Formation «Accomplir l'Europe par l'Education et la Formation», Résumé et recommandations (Décembre 1996)

9. Claude Allègre, Pourquoi un magazine ? Editorial de XXIe siècle - Le magazine du ministère de l'Education nationale, de la Recherche

L'OCDE se propose de modifier l'école et avec elle la fonction d'enseignant. La structure actuelle du système éducatif, considérée comme archaïque, est appelée à disparaître au profit de structures «plus souples», largement soumises aux lois du marché aussi bien par leurs débouchés que par leur fonctionnement interne. L'institution scolaire proprement dite n'aura plus qu'à assurer la «socialisation» des jeunes et à leur inculquer, non plus essentiellement des savoirs, mais des «compétences» devant garantir leur em-

ployabilité et leur adaptabilité. Telle est l'option défendue, sous le couvert d'«apprentissage tout au long de la vie», par un récent rapport de l'OCDE. Sa lecture jette un éclairage éblouissant sur les réformes projetées ou déjà en cours dans différents pays européens, notamment en France et en Belgique.

L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) est une institution bien à part dans le paysage des organismes internationaux. Elle a en effet la particularité de cumuler les statuts d'institution publique et de groupe de pression. La trentaine de pays membres (à quelques exceptions près il s'agit des pays les plus riches de la planète) y envoient des experts afin que ceux-ci leur fassent des recommandations en matière de politique économique, sociale ou éducative.

Voici comment cela fonctionne. En liaison avec les divers Etats, les cercles financiers dirigeants (Groupe de Bilderberg, Commission Trilatéra-

le, groupe Davos...) commencent par choisir soigneusement des experts attachés à la pensée dominante, à la désagrégation des structures nationales considérées comme obstacles au développement du marché, à la dérégulation du travail et à la libéralisation des marchés. On obtient donc très logiquement des «recommandations» en forme de pensée unique plaidant la mondialisation, la dérégulation et la libéralisation. Mais à quoi cela sert-il, direz-vous ? C'est bien simple, cela permet de dire aux opinions publiques : «on voudrait bien mener une politique respectueuse des conditions de travail, de la préservation des services publics, des emplois et des salaires. Mais voyez, les experts neutres de l'OCDE nous assurent que ce serait une erreur. Et même si nous décidions de ne pas suivre leurs recommandations, les autres pays le feraient sans doute et nous serions mal barrés. Il vaut donc mieux qu'on écrase et qu'on suive leurs conseils».

Le sommet de la finesse tactique

consiste alors à donner d'abord l'impression de vouloir résister aux injonctions de l'OCDE, pour les appliquer plus tard au goutte-à-goutte, en camouflant leur cohérence, quand l'organisation internationale aura pour sa part déjà franchi un pas supplémentaire dans le discours ultra-libéral. Et il faut bien dire que les sociaux-démocrates qui nous gouvernent sont passés maîtres dans ce petit jeu-là. Après l'annonce que l'on a lutté contre la fin du monde, réduire le risque à une simple catastrophe passe pour un progrès...

On comprend dans ces conditions pourquoi les rapports de l'OCDE sont particulièrement intéressants à étudier. Ils nous renseignent sur les politiques voulues par les décideurs financiers et que les décideurs (exécuteurs) politiques entendent bien mettre en oeuvre, mais en prenant le temps de «travailler» d'abord les opinions publiques. D'où leur argumentation dans les rapports de l'OCDE. Le rapport 1998 de l'OCDE sur l'Analyse des politiques d'éducation n'échappe pas à la règle. On y retrouve dans les grandes lignes les orientations déjà mises sur papier depuis quelque temps par des groupements patronaux tel la Table Ronde des Industriels Européens (ERT). Avec l'avantage que, cette fois, les dirigeants politiques ne peuvent pas s'en sortir en disant «nous n'avons rien à voir avec l'ERT». Ce rapport permet de mieux comprendre les tendances profondes cachées derrière les réformes de Claude Allègre en France ou de Laurette Onkelinx et Luc Van den Bossche en Belgique.

APPRENDRE TOUTE LA VIE... AU SERVICE

DU PATRONAT

Tout le rapport de l'OCDE tourne autour de la notion d'apprentissage tout au long de la vie («long life learning»). Il pourrait s'agir d'une constatation banale, car on apprend effectivement toute sa vie, et ce à toutes les époques de l'histoire de l'humanité, mais il s'agit ici d'un modèle à imposer à tous pour s'en assurer le contrôle. Ce concept avait été adopté par les ministres de l'éducation de l'OCDE, avant d'obtenir, en 1997, l'appui des ministres du Travail. Ceux-ci «se sont ralliés à cette vision de l'apprentissage qu'ils ont jugée essentielle pour permettre à tous, jeunes et adultes, d'acquérir et de conserver les qualifications, aptitudes et qualités nécessaires pour s'adapter à l'évolution permanente des emplois et des parcours professionnels». Nous sommes donc loin de l'apprentissage d'une culture générale ou de la philosophie des Lumières mais bel et bien de quelque chose de plus utilitariste. En effet, l'OCDE ne cache pas que l'ambition majeure de toute cette réforme est d'adapter plus étroitement l'enseignement aux besoins d'une économie de marché en crise :

«Les pays opèrent des restructurations sous la pression des changements technologiques, économiques et sociaux qu'ils s'efforcent d'exploiter de façon positive. Tous se sont donné pour objectif de valoriser les compétences, les connaissances et les aptitudes des individus» [...] «La notion d'apprentissage à vie [...] est en adéquation avec les besoins engendrés par les mutations qui transforment profondément les pays de l'OCDE, lesquelles tiennent à des phénomènes tels que des périodes continues de croissance économique, l'innovation technologique, la mondialisation, la déréglementation des mar-

chés, l'évolution démographique et l'essor d'économies nouvelles. La pression exercée par ces facteurs a sensiblement renforcé l'importance de l'économie fondée sur le savoir»

En quoi consistent ces «mutations qui transforment les pays» ?

La première mutation est l'accélération des rythmes du changement, sous la pression des luttes concurrentielles et des progrès technologiques. Cette «flexibilisation», cette libéralisation à outrance de la vie économique est en filigrane dans la citation ci-dessus. Dès lors, selon les vœux des employeurs, le travailleur de demain doit posséder moins de savoirs, mais des compétences flexibles et une grande capacité d'adaptation.

La deuxième mutation concerne le marché du travail. Nous assistons aujourd'hui, non pas à une élévation générale des niveaux de formation requis mais à un étirement des niveaux de qualification. D'un côté, l'époque exige une poignée de cadres, d'ingénieurs, de techniciens hyper-qualifiés dans des domaines très pointus. Mais d'autre part, les masses d'emplois qui éclosent dans le secteur des services ne réclament souvent qu'une formation de base minimale.

«Les activités de service peuvent privilégier l'emploi des jeunes en partie pour des raisons positives - par exemple, lorsqu'elles nécessitent des compétences en informatique, une aptitude à s'adapter ou encore la maîtrise de langues étrangères. Toutefois, certains secteurs tels que le commerce de détail et le tourisme, où les jeunes sont sur-représentés, offrent également de nombreux emplois exigeant peu de qualifications»

C'est par une triple dérégulation que le système éducatif est sommé de répondre aux injonctions du monde économique et financier. Primo, l'école doit fournir une main d'œuvre

mieux adaptée aux exigences de flexibilité. Secundo, l'école doit encore moins qu'avant amener tous les jeunes, ensemble, aussi loin que possible dans leur accès aux savoirs ; elle doit donc davantage diversifier ses filières. Tertio, l'école doit elle-même devenir plus flexible ; pour ce faire il faut en finir avec le système d'enseignement public et centralisé hérité des années de massification et se diriger vers un réseau d'établissements autonomes en forte concurrence mutuelle.

DES SAVOIRS AUX COMPÉTENCES

Le travailleur de demain doit savoir lire, écrire, calculer, dialoguer avec une interface informatisée et, surtout, savoir travailler en équipe. Cela est vrai pour presque tous les emplois, qu'ils soient hautement spécialisés ou totalement «non-qualifiés». Tel est donc le socle de compétences «minimales» que l'enseignement de base doit apporter à chacun. Tout le reste, les savoirs généraux qui font une culture et qui donnent force pour

comprendre le monde (les sciences, l'histoire, la géographie, la littérature, la philosophie...), tout cela n'a plus sa place dans une formation de base. Soit parce que ces savoirs sont trop vite périmés, soit parce que leur connaissance est superflue dans une optique d'employabilité.

«Il est plus important de viser [des] objectifs de formation de caractère général que d'apprendre des matières bien précises. Dans le monde du travail, il existe tout un éventail de compétences de base (qualités relationnelles, aptitudes linguistiques, créativité, capacité de travailler en équipe et de résoudre les problèmes, bonne connaissance des technolo-

gies nouvelles) qu'il devient aujourd'hui essentiel de posséder pour pouvoir obtenir un emploi et s'adapter rapidement à l'évolution des exigences de la vie professionnelle».

«Le développement de ces compétences doit se faire au travers des différents programmes scolaires et contribue de façon déterminante à l'accomplissement des diverses missions de l'éducation (faire de l'individu un bon citoyen, favoriser son épanouissement personnel, stimuler sa curiosité intellectuelle et son indépendance d'esprit, le rendre conscient de ses droits dans la société et de ses devoirs envers elle, assurer son employabilité».

«Les besoins des employeurs sont de moins en moins déterminés par la taylorisation, qui faisait surtout appel à des travailleurs peu qualifiés pour l'exécution de tâches répétitives. Les employeurs demandent de plus en plus souvent que les compétences de base, du type de celles qui ont été évoquées ci-dessus, soient davantage développées chez leurs salariés...»

Même pour les emplois exigeant un plus haut degré d'instruction, l'acquisition de connaissances à l'école est désormais jugée secondaire par rapport à la capacité de poursuivre son apprentissage, de façon autonome, dans le courant de sa vie professionnelle.

«Une activité de formation doit être évaluée dans une optique dynamique, elle doit non seulement contribuer à l'acquisition de connaissances nouvelles, mais aussi, surtout durant les premières étapes de la vie, armer et motiver suffisamment l'individu pour lui permettre de poursuivre ultérieurement son apprentissage, qui devra en grande partie être auto dirigé».

Dès lors, à l'école aussi,

«L'accent est mis sur l'apprentissage autodirigé et son corollaire obligé qu'est la nécessité "d'apprendre à apprendre", condition fondamentale d'une formation qui dure toute la vie».

Le patronat ne sait pas quels savoirs lui seront utiles demain. Et il veut éviter à tout prix que les travailleurs n'acquiescent des connaissances inutiles. Voilà pourquoi il se réfugie dans le souhait que l'élève sache apprendre à apprendre... sans contenu.

DE L'INSTRUCTION...

Dans ces conditions, l'école comme lieu de transmission de savoirs «demourera-t-elle une institution clé ou bien est-elle appelée à décliner ?» demande l'OCDE. Et elle répond sans ambiguïté :

« La mondialisation (économique, politique et culturelle) rend obsolète, selon certains, l'institution implantée localement et ancrée dans une culture déterminée que l'on appelle "l'école" et en même temps qu'elle, "l'enseignant". »

Le «selon certains» n'est qu'une formule de circonstance, camouflant sans doute quelques divergences entre les rédacteurs du texte. Le reste du document ne laisse guère de place au doute : l'OCDE pense bien que c'est dans cette direction-là que l'on ira.

Le catalyseur de cette évolution, ce sont les «nouvelles technologies de l'information et des communications» (NTIC) : ordinateurs, Internet, CD-ROM, multimédia. «Le développement de sources d'informations et de connaissances différentes va entraîner un déclin rapide du monopole des établissements scolaires dans le domaine de l'information et du savoir»

«Même à l'intérieur des établisse-

ments scolaires, l'individualisation plus marquée des modes d'apprentissage (qui sont flexibles et induits par la demande) peut être considérée comme supplantant les formules trop lourdes et dominées par l'offre. Elle annonce le déclin consécutif du rôle des enseignants, dont témoigne aussi le développement de nouvelles sources d'apprentissage, notamment par le biais des TIC et de ressources humaines autres que le corps enseignant».

Donc, non seulement l'école devra moins s'occuper de transmission de savoirs. Qui plus est, les connaissances qui y seront encore transmises le seront par des machines (bonjour l'humanisme !). Le savoir sera réduit à ce qui est automatisable et quantifiable en termes de compétences, pour pouvoir rentrer dans la grande bases des données des fiches individuelles de comportements, qui permettra de sélectionner à l'embauche. Remarquons au passage qu'aux yeux de l'OCDE cette informatisation de l'enseignement ne poursuit nullement des objectifs pédagogiques. Les experts nous avouent même patement que l'argument pédagogique qui sert habituellement à justifier l'installation massive d'ordinateurs dans les écoles, et dont les ministres Allègre et Onkelinx nous rebattent les oreilles, ne tient pas la route.

«On affirme beaucoup de choses au sujet des méthodes pédagogiques et didactiques qui exploitent les technologies de l'information et de la communication à l'école or, contre toute attente, on possède bien peu de témoignages solides et d'évaluations concrètes à l'appui des attentes que suscitent ces technologies».

... À L'ÉDUCATION

L'école, en tant qu'institution, est-elle donc appelée à disparaître ? «Pas nécessairement» répond l'OCDE. Il ne faudrait en effet pas oublier les autres missions des systèmes éducatifs. Ceux-ci n'ont pas seulement pour tâche de former une main d'œuvre productive, il faut aussi qu'elle soit «socialisée», c'est-à-dire soumise et bien intégrée dans la société où elle travaille et consomme. Jules Ferry lui-même reconnaissait que l'école moderne a toujours un rôle politique : «Nous attribuons à l'Etat, le seul rôle qu'il puisse avoir en matière d'enseignement et d'éducation. Il s'en

occupe pour maintenir une certaine morale d'Etat, certaines doctrines d'Etat qui importent à sa conservation» (cité par Edwy Pénel dans le Monde du 14.09.80).

«Ce serait simplifier les choses à l'excès que de considérer que les écoles ont pour seule mission de transmettre le savoir, et que l'on peut donc désormais transférer cette tâche à l'ordinateur. L'école a toujours eu des missions plus larges, notamment des fonctions sociales, dont l'importance est appelée maintenant à s'accroître plutôt qu'à diminuer, du fait de l'affaiblissement d'institutions telles que la famille et la communauté locale, par exemple, la socialisation des jeunes devient simultanément plus importante et plus difficile. Certains souhaiteraient que l'école constitue en quelque sorte l'ossature sociale de communautés par ailleurs cloisonnées et individualisées».

La libéralisation des marchés et la mondialisation produisent leur cortège bien connu de licenciements, d'exploitation renforcée, de chômage, de misère, de rythme de travail inhumain. Face à la colère qui gronde, l'école ne doit pas seulement for-

mer le producteur, elle doit plus que jamais inculquer aux jeunes générations le respect du système en place. «Les impératifs économiques, qui découlent des besoins de la société du savoir et du marché du travail, concordent avec la nécessité pour la collectivité de renforcer la cohésion sociale. La démarche de l'apprentissage à vie offre une solution crédible pour faire face à ces phénomènes économiques et sociaux»

DIFFÉRENCIATION

ET SÉLECTION

Au-delà de la formation de base commune, où les savoirs auront cédé le pas aux compétences et à l'éducation civique, il faut en finir avec l'école unique et publique. L'OCDE plaide pour un cadre qui «ménage une certaine souplesse dans les itinéraires suivis par les étudiants et les prépare à l'entrée dans la vie active».

Il faut rapidement orienter les élèves en fonction de leurs prétendues «capacités» (entendez : leur origine sociale) vers les filières les plus «adaptées» (entendez : celles conduisant aux formations que réclament les employeurs). L'OCDE plaide donc pour une sélection précoce.

«Retarder l'accès aux filières professionnelles peut diminuer l'attrait qu'elles présentent pour les jeunes, surtout dans les pays où les choix doivent depuis toujours être faits à un âge précoce ou dans ceux où la valeur des diplômes professionnels sur le marché du travail n'est pas jugée satisfaisante».

Le premier cas («les pays où les choix doivent depuis toujours être faits à un âge précoce») correspond aux pays de langue germaniques, alors que le deuxième («ceux où la valeur des diplômes professionnels

sur le marché du travail n'est pas jugée satisfaisante») correspond à la France, à la Belgique et en général aux pays de langue latine.

Cette formation professionnelle devra être placée sous le contrôle étroit des futurs employeurs.

«Prévoir dans les filières professionnelles des liens étroits avec les employeurs et les entreprises améliorera le devenir professionnel immédiat des jeunes sur le marché du travail plus que si ces liens sont ténus».

Le marché du travail a bon dos. On aura beau améliorer l'adéquation école-entreprise, cela ne créera pas un seul emploi supplémentaire. Si l'OCDE n'insiste pas davantage sur ce point, c'est qu'en la matière des «progrès» sensibles ont déjà été réalisés dans la plupart des pays.

ADIEU L'ÉCOLE PUBLIQUE

À terme, le concept d'«apprentissage à vie» tel qu'il est aujourd'hui pensé par l'OCDE, nos ministres et le patronat européen, signifie la mort de l'école publique, tout au moins au-delà de l'enseignement «de base» (qu'elle n'arrive même pas à dispenser correctement).

«Il est admis que l'apprentissage se déroule dans de multiples contextes, formels et informels»

Voilà un doux euphémisme pour «enseignement privé». Ici, on ne parle plus d'élèves mais de clients ; on n'enseigne plus, on «propose» un programme de formation. Seules les écoles qui s'adapteront à ce langage et à cette pratique nouvelle survivront.

«Les écoles ne pourront répondre à ces nouvelles attentes que si elles sont à même d'occuper une position centrale dans la société, en devenant des institutions plus «ouvertes»

au service d'intérêts très divers et d'une large clientèle».

«L'apprenant et les besoins qu'il peut avoir occupent une place centrale : en d'autres termes, l'enseignement et la formation sont envisagés avant tout sous l'angle de la «demande» et non pas simplement du point de vue de l'offre de places».

Inutile de préciser que cela signifie également la fin de la gratuité de l'enseignement (pour autant qu'elle ait jamais existé). Ici aussi, il faut apprendre à manier la «novlangue». Ne dites pas «faire payer», dites «responsabiliser».

«Les modalités de financement de l'enseignement tertiaire devraient s'inspirer plus nettement d'une conception plaçant l'individu au centre d'un processus d'apprentissage qui se poursuit durant toute la vie, et où le financement passe (et est partiellement assuré) par l'étudiant, [...] soit par le biais de frais de scolarité, de versements différés, de prêts couvrant les frais de scolarité ou de subsistance, ou encore d'impôts prélevés sur les revenus des diplômés».

PROFS FLEXIBLES

Pour enseigner des programmes flous dans les écoles souples il faut des profs flexibles. L'OCDE fait appel à un «nouveau professionnalisme» où, à côté des connaissances spécialisées et du savoir-faire pédagogique, d'autres caractéristiques feront le bon enseignant.

«La flexibilité est un aspect du professionnalisme des enseignants qui remet peut-être le plus directement en cause les notions traditionnelles. Les enseignants doivent accepter que les compétences professionnelles que l'on attend d'eux puissent

changer plusieurs fois au cours de leur carrière et ne pas tirer prétexte de leur professionnalisme pour s'opposer au changement».

CONCLUSION

Quand Claude Allègre, «dégraisse le mammoth», quand Laurette Onkelinx redéfinit les «missions de l'enseignement» en Communauté française de Belgique, quand son (ex-)collègue Van de Bossche fait de même en Communauté flamande, quand Tony Blair ou le gouvernement danois plaident pour l'autonomie de leurs écoles... il ne s'agit pas d'un virus de la dérégulation qui, soudain, aurait frappé les dirigeants politiques européens. Il s'agit d'un plan concerté, soigneusement concocté dans les bureaux d'étude patronaux et visant à liquider l'enseignement de service public et centralisé, au profit d'un système éducatif beaucoup plus hiérarchisé et privatisé, entièrement au service de la compétition économique.

12 février 1999

Nico Hirtt

Un groupe de chercheurs, dont le siège est à Nancy, vient de lancer la publication d'un Bulletin de Liaison des Études sur les Mouvements Révolutionnaires (BLEMR). Le coordinateur en explique les buts et le fonctionnement.

Un groupe de chercheurs, dont le siège est à Nancy, vient de lancer la publication d'un Bulletin de Liaison des Études sur les Mouvements Révolutionnaires (BLEMR). Le coordinateur en explique les buts et le fonctionnement.

UN NOUVEAU BULLETIN

POUR DYNAMISER

LA RECHERCHE SUR

LES MOUVEMENTS

RÉVOLUTIONNAIRES

Jean-Guillaume Lanuque

La création d'une nouvelle publication comme le Bulletin de Liaison des Études sur les Mouvements Révolutionnaires (BLEMR) peut légitimement amener à se poser la question de sa raison d'être. Les journaux, revues et autres bulletins émanant de tel ou tel groupe révolutionnaire n'existent-ils pas déjà en abondance ? La grande différence, bien sûr, c'est que le BLEMR ne cherche pas à s'inscrire dans le cadre de l'action politique, mais dans celui de la recherche. Sans négliger l'impossibilité d'une totale objectivité (nous avons, chacun des rédacteurs, des sympathies ou des engagements politiques), cet outil collectif qu'est le BLEMR vise à impulser des analyses aussi rigoureuses et impartiales que possible, et à apporter une aide aux chercheurs, qu'ils soient ou non en formation universitaire de recherche, et par extension à tous ceux qui s'intéressent à ce vaste secteur, journalistes ou militants, notamment. L'étude des mouvements révolutionnaires, de l'extrême-gauche a trop souvent été le champ clos de rivalités politiques, et, par conséquent, reste un domaine où il y a beaucoup à faire et à refaire. Le cas du mouvement trotskiste en est une bonne illustration. La scission de la section française de la IV^e internationale (le PCI) en 1952, tout particulièrement, a eu des conséquences sur le plan idéologique qui ont conditionné jusqu'à aujourd'hui l'analyse et l'étude des deux branches qui en sont issues... De mê-

me, le travail à vocation scientifique de Jean Maitron sur l'anarchisme français de la première moitié du siècle mérite d'être bien plus complété et poursuivi qu'il ne l'a été jusqu'à présent.

Contrairement à d'autres revues historiques consacrées également aux mouvements révolutionnaires (Cahiers du CERMTRI, Cahiers Léon Trotsky, Communisme, Cahiers du Mouvement Ouvrier, etc...), nous ne cherchons pas en priorité à publier des documents inédits, ou à privilégier tel ou tel thème ou méthodologie de la recherche. Notre finalité est à la fois plus modeste et plus ambitieuse : elle consiste à créer un carrefour où puissent se rencontrer, s'exprimer et débattre tous les chercheurs, souvent isolés ; à constituer, par petites touches, des bases de données pour les livres (par des notes de lecture et des bibliographies), revues, courants révolutionnaires, sites internet et centres d'archives, bref, toutes choses utiles et utilisables par des chercheurs, des journalistes ou des militants. Dans ce but, les différentes revues, celles qui appartiennent directement au champ des mouvements révolutionnaires (comme Carré Rouge) aussi bien que celles qui se consacrent plus spécifiquement à la recherche, sont invitées à nouer des contacts avec nous, afin de constituer une collection de références utilisables par le plus grand nombre.

De la même façon, nous souhaitons nous fixer le moins de limites possible, que ce soit sur le plan chronologique (en dépassant le seul XX^e siècle), sur celui des angles d'approche (l'interdisciplinarité constitue notre idéal, la multiplicité des spécialistes également) ou sur celui des participants. En effet, si notre finalité est bien sûr de toucher le plus grand nombre de personnes diverses, nous souhaitons aussi et surtout que ces lecteurs participent à la

vie du BLEMR, que ce soit en proposant des contributions, en nous faisant part de leurs avis et critiques, conduisant pourquoi pas à lancer des débats, ou en permettant de tisser des liens entre chercheurs travaillant sur des thèmes similaires (grâce à la rubrique «liste des chercheurs»).

Ainsi, le numéro 2 (parution fin avril) a été l'occasion d'inaugurer deux nouvelles rubriques : une «chronologie indicative», qui permettra de fournir des points de repère sur l'histoire des divers mouvements révolutionnaires (pour commencer, les «ultragauches» en France de 1938 à 1968); et une rubrique «courrier des lecteurs», où figure entre autres une lettre de C. Bourseiller (avec une réponse de ma part), ce qui devrait permettre échanges et discussions avec nos lecteurs. C'est en raison de ce souci d'accessibilité que notre prix est volontairement réduit (en dépit d'un passage de 15 F à 20 F avec le deuxième numéro, dû à l'ajout de 8 pages, un prix qui ne fait que couvrir à peine les frais d'impression et d'envoi postal). Cet élément explique également que nous ne pouvons compter que sur la publicité gratuite que peuvent nous faire journaux et revues (y compris ceux de la presse à gros tirages), ce dont nous les remercions ; de même, si nous paraissons pour l'instant trois fois par an, il n'est pas exclu que dans l'avenir, nous devenions trimestriel. C'est de votre soutien que nous avons besoin pour nous maintenir et nous développer.

Pour toute correspondance avec le Bulletin de Liaison des Études sur les Mouvements Révolutionnaires, écrire à :

Jean-Guillaume Lanuque, Appt. 107, Entrée 3, 13, rue de Malzéville, 54 000 Nancy Fax : 03-83-35-78-81 ; Courriel :

jeanguillaume.lanuque@wanadoo.fr

cains, comme base avancée de leurs intérêts dans la région).

C'est-à-dire que nous sommes pour l'arrêt immédiat des bombardements, pour le retrait des troupes de l'OTAN des Balkans, des troupes de Milosevic du Kosovo, pour le droit absolu à l'autodétermination et donc à l'indépendance du peuple kosovar, pour la dissolution de l'OTAN.

Notre position n'est pas un bricolage à minima, entre humanitaire et pacifisme. Elle est tout entière une position de classe, anti-capitaliste et internationaliste. Elle est l'exact prolongement de ce que nous nous efforçons depuis le début de Carré rouge de clarifier et de promouvoir, et elle est l'expression la plus aiguë de la position que nous avons adoptée dans la tenue des Journées d'étude de janvier 1999.

Soyons clairs : «Quelle connerie la guerre» est une position charmante mais débile. Ce n'est pas la nôtre. Pas plus que nous ne nous joignons au chœur des pleureuses en nous exclamant «Quelle horreur, ce chômage et cette misère». La guerre militaire, comme la guerre économique, celle qui vise à exploiter et surexploiter des centaines de millions de gens sont bien une horreur, mais elles ne sont pas une fatalité. Elles ne sont pas non plus une erreur, une «connerie», mais le quotidien d'un système que l'on peut identifier, analyser et projeter de balayer. Jaurès avait raison, et avec lui Lénine, Trostki, Rosa Luxembourg, mais aussi Monate, Rosmer.

Mais une autre remarque est tout aussi préoccupante de faiblesse politique : «Quel dommage, cette guerre, en pleine période de campagne électorale». Dans la bouche du militant révolutionnaire convaincu de la LCR en campagne, qui, la veille de ce 1^{er} mai, venait probablement de coller dans les rues de Paris, capitale d'un pays en guerre depuis un mois, des affiches

pour «les vraies 35 heures» et «la priorité aux services publics», ce cri du cœur doit être discuté et analysé.

Il est la marque d'une conception électoraliste de la campagne des européennes, et il en révèle impitoyablement le cours et la nature. L'élection européenne, la seule à la proportionnelle, est une occasion de proclamer publiquement qu'il y a une solution à la crise de l'humanité, à la barbarie du chômage, de la misère, des petits boulots ; elle est l'occasion de prendre à bras-le-corps la réflexion collective sur un programme anti-capitaliste et internationaliste, sur des mesures à prendre immédiatement pour enrayer la marche à la catastrophe. C'est le principal intérêt d'une liste.

Loin d'être une «trouble-fête» dans une discussion polie et bien ordonnée, la guerre des Balkans est une expression aiguë, l'expression même devrait-on dire de l'urgence de ces mesures, de leur caractère inévitable et incontournable si l'on ne veut pas que ce système entraîne jusqu'au bout l'humanité à sa perte.

Il n'est pas dans nos objectifs de pratiquer à bon compte les effets de tribune, les fleurs de rhétorique qui ont fait l'essentiel des débats sur le marché des petites organisations depuis des décennies. Nous n'entrons pas dans la querelle des parts de marché, ni dans celle des frontières groupusculaires. Nous entendons exercer librement un droit de critique claire et sans diplomatie.

Il est encore temps de lancer un «vrai» mouvement anti-guerre contre l'OTAN et tous les gouvernements (et toutes les composantes de ces gouvernements) qui la soutiennent, contre Milosevic et ses semblables, pour le droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple kosovar et de tous les peuples. Ce mouvement ne serait pas un pas de côté, une concession inévi-

table mais fâcheuse par rapport au combat contre l'Europe de Maastricht et d'Amsterdam : il en serait le prolongement indispensable, inséparable. La lutte contre cette guerre ne peut être qu'une lutte contre son essence même, qui est la propriété privée des moyens de production et les Etats qui la protègent. Elle est un élément fondamental d'un programme anti-capitaliste, pour une Europe socialiste et démocratique. Plus : cette lutte est, à notre modeste échelle, un acte fondateur dans le combat pour la construction d'une organisation anti-capitaliste des salariés (ce qui inclut les chômeurs et les jeunes, cela va de soi), internationaliste et démocratique.

Qu'en diront les sondages ? Les intentions de vote pour la liste LO-LCR, la seule qui, même trop peu, même trop mal, se prononce contre le capitalisme et contre cette guerre, en seront-elles plus nombreuses ou non ? Qui sait ? Et qu'importe ? Ce qui est déterminant, c'est de donner un cadre d'action et de réflexion à des millions de travailleurs (actifs ou non) et de jeunes pour une issue politique à la crise, dont cette guerre est une expression, comme toutes les guerres, particulièrement aiguë.

C'est en tout cas ce que Carré rouge se propose de mettre au centre de la réflexion lors de la journée d'étude qui se tiendra le 27 juin à Paris, espace Voltaire. Il ne s'agit pas d'y « tenir salon ». Nos pays ont pu apparaître comme un lieu de paix relative dans un monde mis au pillage par l'impérialisme. Cette guerre signale que cette époque se termine. C'est au rassemblement des énergies que nous voulons œuvrer et, dans l'immédiat, à la guerre contre les fauteurs de guerre, à la guerre contre l'impérialisme et contre le capitalisme, à la guerre contre les gouvernements qui sèment la mort. Voix des Travailleurs, La Com-

mune, La Gauche révolutionnaire, La Gauche communiste ont déjà répondu favorablement. La porte est grande ouverte à qui veut lutter sur ces positions de classe.